



**RAPPORT SUR LA CONSULTATION DU RESEAU DE MONITORAGE  
DE LA SUBSIDIARITE SUR LA PROPOSITION DE DIRECTIVE DU  
PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL RELATIVE A  
L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET ABROGEANT LES  
DIRECTIVES 2004/8/CE  
ET 2006/32/CE**

**(COM(2011) 370)**

**Rapporteur: M. Jean-Louis Joseph (FR/PSE)**



<http://subsidiarity.cor.europa.eu>

**Clause de non-responsabilité:**

*Ce rapport ne vise pas à reproduire toutes les contributions apportées au Réseau de monitoring de la subsidiarité mais plutôt à faire une synthèse des principaux points. Les informations qu'il contient sont fournies exclusivement à titre d'exemple. Elles ne revêtent aucun caractère contraignant pour l'administration du Comité des régions et ne préjugent pas du contenu définitif de l'avis du Comité en question.*

*Le rapport a été élaboré par Progress Consulting S.r.l. et Living Prospects Ltd. Il ne représente pas nécessairement la position officielle du Comité des régions.*

# Table des matières

1. Rapport de consultation	4
1.1 Introduction	4
1.2 Synthèse et analyse des contributions	4
1.2.1 Champ d'application de la directive (question 1)	4
1.2.2 Rénovation des bâtiments publics (question 2)	5
1.2.3 Passation de contrats de performance énergétique dans le secteur public (question 3)	7
1.2.4 Relevés et facturation explicative (question 4)	8
1.2.5 Plans nationaux en matière de chaleur et de froid et leurs implications pour les échelons local et régional (question 5)	9
1.2.6 Objectifs nationaux contraignants/réalisation des objectifs 20/20/20 (question 6)	10
1.2.7 Réalisation des objectifs nationaux, examen des efforts du niveau local et régional (question 7)	11
1.2.8 Autres éléments pertinents abordés dans d'autres contributions et dans des avis motivés émis par les parlements nationaux	11
1.2.8.1 Autres contributions	11
1.2.8.2 Synthèse et analyse des avis motivés émis par les parlements nationaux	12
2. Conclusions	14
Annexe I – Liste des contributions	15
Annexe II – Questionnaire	16
Annexe III – Contributions	21
Annexe IV – Traductions non officielles des avis motivés des parlements suédois et finlandais	127

# 1. Rapport de consultation

## 1.1 Introduction

La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE [COM(2011) 370 final]<sup>1</sup> a été soumise à une consultation ciblée du réseau de monitoring de la subsidiarité (RMS) du Comité des régions. Cette consultation a eu lieu du 6 juillet au 19 août 2011.

L'objectif de la consultation était de comprendre les implications administratives, financières et juridiques de la proposition de directive aux niveaux local et régional telles que perçues par les partenaires du RMS et d'autres parties prenantes, en particulier du point de vue de la subsidiarité. En outre, les résultats de la consultation visent à fournir des informations pour la préparation d'un avis sur la proposition de directive, qui sera adopté par le CdR lors de sa session plénière des 14 et 15 décembre 2011.

Au total, **21 réponses** (16 au questionnaire de la consultation<sup>2</sup> et 5 autres contributions) ont été soumises par les acteurs locaux et régionaux de 10 États membres: 13 des partenaires du RMS, 2 des membres de la plate-forme de monitoring Europe 2020 du CdR et 6 d'autres parties prenantes<sup>3</sup>. S'agissant du niveau administratif, 3 émanaient de municipalités ou d'associations de pouvoirs locaux, 3 de pouvoir provinciaux, 12 de pouvoirs régionaux<sup>4</sup>, 1 d'un parlement national et 2 d'agences de l'énergie (locales et nationales). Quant au niveau géographique, l'Allemagne a envoyé 5 réponses, l'Autriche, l'Italie et l'Espagne 3 chacune, la Suède 2 et Chypre, la Grèce, le Portugal, la Roumanie et les Pays-Bas ont transmis chacun 1 réponse. Six réponses sont parvenues après le délai imparti.

## 1.2 Synthèse et analyse des contributions

### 1.2.1 Champ d'application de la directive (question 1)

*La majorité des répondants estiment important d'inclure dans la directive finale des exigences en matière d'efficacité énergétique pour les secteurs autres que le secteur public et les entreprises énergétiques, le transport étant spécifiquement*

---

<sup>1</sup> Ci-après la "proposition de directive".

<sup>2</sup> Voir annexe II.

<sup>3</sup> Voir annexe I.

<sup>4</sup> Notamment un organe représentant les pouvoirs régionaux (*Verbindungsstelle der Bundesländer*, Autriche).

*mentionné dans plusieurs réponses. Quelques répondants ne croient pas que d'autres secteurs devraient être inclus dans la directive finale.*

**L'avis dominant (13 répondants)** est que la proposition de directive ne sera pas assez efficace et/ou ambitieuse et/ou que les objectifs fixés pour 2020 en matière d'économies d'énergie primaire ne seront pas atteints si l'efficacité énergétique n'est pas poursuivie de manière cohérente et coordonnée dans tous les secteurs qui affichent un niveau important de consommation énergétique. Douze répondants appellent expressément à inclure le **secteur du transport** dans la directive finale, étant donné qu'ils pensent qu'il: (i) contribue significativement à la consommation d'énergie; (ii) repose fortement sur les combustibles fossiles et affiche donc des performances médiocres en matière d'efficacité énergétique; (iii) joue un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie mondiale; et (iv) devrait se développer rapidement jusqu'en 2020 et au-delà. Parmi les autres secteurs qu'il est spécifiquement proposé d'inclure dans la directive, citons les industries (lourdes), la construction, les centres commerciaux, le transport maritime et la consommation privée des ménages.

Seuls quelques répondants estiment que la directive finale ne doit pas couvrir d'autres secteurs. Selon eux, les normes d'efficacité énergétique fixées dans d'autres textes législatifs de l'UE sont suffisantes et il convient plutôt d'aborder l'efficacité énergétique au moyen de dispositions juridiques sectorielles prenant en considération les caractéristiques et procédures spécifiques de chaque secteur. Deux répondants notent que les relations et les synergies avec le système d'échange de quotas d'émission existent et doivent être exploitées.

### ***1.2.2 Rénovation des bâtiments publics (question 2)***

*Le plus souvent, les répondants évaluent de manière positive les exigences de l'article 4, paragraphe 1, relatives à l'obligation de rénover chaque année, à partir de 2014, 3 % de la surface au sol totale des bâtiments détenus par les pouvoirs publics. Cette attitude positive est la plupart du temps liée à l'espoir que les économies d'énergie permettront de récupérer les investissements. En général, la mise en œuvre de l'exigence de rénovation est considérée comme faisable à condition que des politiques d'appui et des instruments financiers adaptés soient en place ou, selon certains répondants, qu'un marché des services énergétiques soit développé. Toutefois, des critiques importantes ont également été émises dans ce contexte concernant l'obligation de rénovation, qui constituerait une **violation du principe de subsidiarité**, et concernant notamment sa viabilité financière.*

Il est estimé que les fonds destinés à la réalisation de cet objectif doivent principalement provenir du niveau européen, de tiers ou du secteur privé. En

particulier, au niveau de l'UE, il est fait référence: (i) aux instruments/dispositifs existants, à savoir le soutien communautaire conjoint pour un investissement durable dans les zones urbaines (Jessica), le mécanisme européen d'assistance à l'échelle locale dans le domaine de l'énergie (ELENA) et ELENA-KfW; (ii) aux fonds de l'UE, comme le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion, dans le but d'inclure, à partir de 2013, des lignes budgétaires consacrées aux pouvoirs locaux qui ont proposé des plans d'action pour la rénovation de leurs bâtiments<sup>5</sup>; et (iii) à la Banque européenne d'investissement (BEI), qui accorde non seulement des crédits directs aux grandes entreprises, aux pouvoirs locaux et aux petites entreprises, mais qui joue aussi un rôle de garant pour les crédits octroyés aux entreprises de services énergétiques (ESCO) au moyen, par exemple, d'un fonds de relance de l'efficacité énergétique.

Le financement des acteurs tiers/privés est attendu sous la forme d'investissements par les entreprises fournissant des services énergétiques. Plusieurs répondants mentionnent explicitement la nécessité de lier la rénovation des bâtiments publics au développement d'un marché des services énergétiques où les entreprises privées font les investissements nécessaires et fournissent et maintiennent les services énergétiques.

Un répondant estime que la rénovation des bâtiments publics dépend du développement structurel des ESCO. En outre, deux répondants italiens notent la nécessité de revoir le "pacte de stabilité" afin de permettre aux pouvoirs publics d'augmenter leurs dépenses en matière d'efficacité énergétique, étant donné que les investissements dans le cas spécifique de l'efficacité énergétique sont faits pour répondre aux économies d'énergie<sup>6</sup>. Parmi les autres propositions des répondants, citons: un fonds consacré à l'efficacité énergétique et alimenté par des taxes sur l'utilisation des formes plus polluantes d'énergie (combustibles fossiles, taxes carbone et taxes sur les huiles usées), en particulier pour les régions les moins développées et ultrapériphériques d'Europe, et des programmes généraux d'aide à l'efficacité énergétique harmonisés dans l'UE.

---

<sup>5</sup> Un répondant souligne que simplement réallouer les ressources existantes des Fonds structurels aux projets locaux d'efficacité énergétique ne suffit pas car cela nuirait à la réalisation d'autres objectifs. Un autre répondant a également noté que le rôle des pouvoirs locaux ayant volontairement souscrit aux objectifs d'efficacité énergétique par la convention des maires n'est pas reconnu et qu'une mobilisation (plus efficace) des fonds de l'UE pourrait permettre de mettre en œuvre ces mesures pour respecter les engagements pris.

<sup>6</sup> Le pacte de stabilité et de croissance (PSC) entre les membres de la zone euro est mis en œuvre dans chaque État membre en fonction des règles et critères nationaux. Un des deux répondants appelle clairement à des actions au niveau de l'UE, sous la forme d'une "autorisation" dans le cadre de la directive finale, permettant aux dépenses encourues pour l'efficacité énergétique de ne pas être comptées dans le PSC. On ne sait pas exactement si l'autre répondant fait référence au pacte de stabilité interne ou au PSC.

En ce qui concerne l'obligation de rénovation en général, six répondants émettent des **critiques** importantes. En particulier, les dispositions de l'article 4 sont considérées comme **une violation du principe de subsidiarité** par cinq répondants autrichiens/allemands, ceux-ci estimant notamment que les dispositions concernées: (i) ne sont pas basées sur suffisamment de preuves que l'intervention de l'UE apporte une valeur ajoutée et que les objectifs des mesures proposées ne peuvent être atteints par les États membres, (ii) portent atteinte aux droits à l'autonomie locale, ce qui pourrait être incompatible avec la fourniture d'autres services publics dans une situation (financière) difficile, et (iii) prévoient l'adoption d'un taux commun de rénovation en Europe qui ne tient pas compte des normes d'efficacité énergétique existantes des bâtiments, lésant ainsi, dans les faits, les États membres qui ont déjà rénové substantiellement leurs bâtiments.

D'autres critiques portent notamment sur: (i) la viabilité financière discutable de l'exigence de rénovation, étant donné que dans certains États membres, plusieurs bâtiments publics font partie du patrimoine historique et ont des caractéristiques difficiles à concilier avec les changements structurels à moins de faire des efforts disproportionnés, (ii) la possibilité que, conséquence de son caractère obligatoire, les résultats de la rénovation seront discutables d'un point de vue économique et environnemental, et (iii) la nécessité d'investir dans la rénovation dans un contexte plus large que simplement un cadre axé sur l'efficacité énergétique.

### ***1.2.3 Passation de contrats de performance énergétique dans le secteur public (question 3)***

*Les réponses sont très diverses et vont de l'examen des dispositions de l'article 14 pour surmonter les obstacles existants à la mise en œuvre d'une passation de contrats de performance énergétique, d'adéquat à insuffisant. Globalement, il apparaît que la manière dont la directive finale sera transposée au niveau national sera essentielle pour la mise en œuvre effective d'une passation de contrats de performance énergétique dans le secteur public. Plusieurs répondants n'ont pas donné un avis précis sur ce point.*

En ce qui concerne l'article 14, deux répondants estiment que les dispositions de la proposition de directive sont adéquates, tandis qu'un autre précise que ces dispositions pourraient être complétées par une assistance technique aux administrations publiques pour la préparation de cahiers des charges et d'analyses énergétiques préliminaires à utiliser dans le cadre de l'appel d'offre. Six répondants font référence au cadre juridique national comme l'élément essentiel de la passation de contrats de performance énergétique. Lorsqu'un tel cadre existe déjà, il n'est pas toujours considéré comme suffisant pour stimuler

le marché des services énergétiques. Lorsque la transposition de la directive finale au niveau national est susceptible de nécessiter une révision des dispositions nationales, on s'attend à ce que cette révision implique l'adaptation des pratiques comptables et à ce que les comptes reflètent de manière adéquate les économies résultant des mesures d'efficacité énergétique garanties par les contrats de performance énergétique.

Un répondant note que les dispositions de la proposition de directive sont, peut-être inévitablement, générales et donc peu susceptibles d'être très efficaces. Deux autres répondants émettent un avis négatif sur les dispositions, soit en raison du manque d'informations techniques nécessaires pour évaluer les progrès, soit parce que les réglementations en matière de contrats de performance énergétique restent différentes dans l'UE.

#### ***1.2.4 Relevés et facturation explicative (question 4)***

*En ce qui concerne l'article 8 et l'annexe VI de la proposition de directive, les répondants sont presque également répartis entre ceux qui évaluent positivement les dispositions liées aux relevés et à la facturation explicative, en particulier parce que ces dispositions sont supposées renforcer la sensibilisation et l'«autonomisation» des utilisateurs finaux, et ceux qui émettent des critiques techniques et législatives, notamment en ce qui concerne la **subsidiarité**. Globalement, nombreux sont ceux qui appellent à mieux tenir compte des spécificités locales au titre de l'article 8.*

Neuf répondants ont un avis positif sur les dispositions de l'article 8, même si l'un d'entre eux précise que le développement réel devra passer par les conditions spécifiques existantes au niveau régional et local, ainsi que des utilisateurs finaux, et s'y adapter.

Six répondants se montrent plus critiques et estiment que les dispositions: (i) ne s'adaptent pas aux conditions existantes ou devraient tenir compte davantage des spécificités locales/régionales, (ii) n'abordent pas de manière adéquate l'introduction des relevés intelligents, (iii) ne tiennent pas suffisamment compte de la question de la protection des données, (iv) seront difficiles à réaliser, et qu'il n'est pas réaliste de penser qu'elles seront réalisées d'ici à 2015, dans la mesure où elles impliquent des modifications de la législation ainsi que des conditions techniques nécessaires, et (v) ne tiennent pas suffisamment compte des coûts encourus, notamment du point de vue des utilisateurs finaux, vu l'augmentation du coût des systèmes de chauffage urbain.

Deux répondants autrichiens évaluent négativement les dispositions relatives à la **subsidiarité**, étant donné qu'ils estiment que le niveau de détail mentionné à



l'article 8 et à l'annexe VI limite significativement le pouvoir de décision au niveau local et régional; en outre, ils estiment qu'il n'y a pas suffisamment de preuves de la valeur ajoutée d'un engagement à l'échelle de l'UE en la matière.

### ***1.2.5 Plans nationaux en matière de chaleur et de froid et leurs implications pour les échelons local et régional (question 5)***

*Les répondants sont presque également partagés entre ceux qui ne sont pas d'accord avec l'établissement d'exigences au niveau de l'UE concernant des plans nationaux en matière de chaleur et de froid et d'adaptation de l'aménagement du territoire à des critères d'autorisation spécifiques, tel que souligné au titre de l'article 10 de la proposition de directive, paragraphes 1 et 3, et ceux qui estiment que ces exigences sont bénéfiques, voire cruciales, pour la réalisation des objectifs de l'UE, à condition de respecter le principe de subsidiarité.*

**Dix répondants** sont inquiets des dispositions de l'article 10 de la proposition de directive. Leurs arguments portent sur les points suivants: (i) la faisabilité limitée, dans certains États membres, de la mise en place de plans nationaux sans créer une charge administrative énorme, ou la pertinence limitée de ces plans, en particulier en ce qui concerne les réseaux décentralisés, (ii) la nécessité de planification et de mise en œuvre au niveau territorial afin de tenir compte des spécificités locales et régionales et d'obtenir ainsi des plans plus efficaces, et (iii) les dispositions de l'annexe VIII sur la sélection des sites, qui ne tiennent pas compte de plusieurs autres facteurs locaux importants. En outre, deux des répondants allemands estiment explicitement que les dispositions de l'article 10 **violent le principe de subsidiarité** dans la mesure où elles (i) limitent la flexibilité des niveaux inférieurs de l'administration nationale, nuisant ainsi à la gestion de l'efficacité énergétique plutôt que l'améliorant, (ii) obligent les nouvelles centrales thermiques à fonctionner dans des systèmes combinés, compliquant ainsi, par exemple, la construction des centrales à gaz nécessaires pour compenser les sources d'énergie renouvelables fluctuantes, (iii) limitent la flexibilité des plans locaux, par exemple eu égard aux zones industrielles ou aux nouvelles zones résidentielles, en raison de l'obligation de s'aligner sur les plans nationaux, et (iv) n'apportent pas de valeur ajoutée à la conversion nationale continue de l'énergie issue de sources renouvelables.

Neuf répondants estiment que l'instauration d'obligations minimales au niveau de l'UE est bénéfique, voire "cruciale", pour atteindre les objectifs. Selon eux, elle aide également à rationaliser les dispositions et objectifs nationaux, régionaux et locaux, **à condition** que les orientations au niveau de l'UE laissent de la place à des solutions adaptées aux conditions locales et **respectent le principe de subsidiarité**. Parmi les répondants qui ont une opinion favorable,

certaines soulèvent les questions suivantes: (i) la nécessité d'un cadre de conformité flexible prenant en considération les différentes situations des États membres, par exemple en matière de croissance économique, (ii) la possibilité de tenir compte de l'existence de circonstances exceptionnelles à condition que celles-ci soient adéquatement justifiées, (iii) la disponibilité d'indicateurs clairs des économies et de l'efficacité, et (iv) la possibilité de faire directement référence, au sein de la directive finale, à la formulation de plans régionaux et locaux en matière de chaleur et de froid.

### ***1.2.6 Objectifs nationaux contraignants/réalisation des objectifs 20/20/20 (question 6)***

*Deux tiers des répondants estiment possible, voire souvent nécessaire, de fixer des objectifs nationaux contraignants tels que ceux prévus à l'article 3 et au considérant 13 de la proposition de directive. Toutefois, certains répondants y sont catégoriquement opposés. En général, le délai fixé dans la proposition de directive pour l'évaluation des objectifs nationaux est considéré comme adéquat, même si certains répondants soulignent que 2014 pourrait être trop tôt, compte tenu de la période de négociation et d'adoption.*

**Quatorze répondants** estiment que des objectifs nationaux contraignants sont nécessaires pour réaliser les objectifs 20/20/20 et que les objectifs concrets sont réalisables dans le délai imparti fixé à 2020. Dans leurs réponses, certains fournissent des exemples de dispositions déjà fixées à cet égard au niveau national et régional. Dix répondants évaluent positivement le calendrier d'évaluation fixé dans la proposition de directive; un répondant suggère même de l'avancer à 2013. Des objectifs intérimaires sont également proposés pour garantir la réalisation de l'objectif final en 2020. Un répondant note que la procédure en "deux étapes" (laisser du temps aux États membres pour fixer des objectifs, évaluer ensuite les progrès et proposer éventuellement des objectifs obligatoires) pourrait entraver l'efficacité du processus au niveau local, en particulier en matière de temps restant disponible, après 2014, pour atteindre l'objectif final.

Deux répondants émettent un avis négatif sur les objectifs nationaux contraignants; l'un d'entre eux note l'absence de prévisions fiables de la demande d'énergie, ce qui rend les objectifs peu clairs. Cinq répondants ne sont pas d'accord avec la date d'évaluation fixée à 2014; trois d'entre eux affirment que c'est trop tôt, compte tenu notamment du temps nécessaire pour la négociation, l'adoption de la directive et ensuite la transposition par les États membres.

### ***1.2.7 Réalisation des objectifs nationaux, examen des efforts du niveau local et régional (question 7)***

*Dans le cadre de l'évaluation des progrès grâce au réexamen et au suivi de la mise en œuvre prévus à l'article 19 et à l'annexe XIV, paragraphe 1, de la proposition de directive, tous les répondants ne sont pas d'accord sur la nécessité de mettre en place des observatoires régionaux. En particulier, certains suggèrent le recours aux organes et instruments existants plutôt que l'établissement de nouvelles institutions à des fins d'évaluation.*

Six répondants soutiennent la mise en place d'observatoires régionaux ou ne s'y opposent pas. Un nombre égal n'y est pas favorable. Ceux qui ne soutiennent pas la création d'observatoires donnent des exemples de dispositifs existants qui pourraient procéder à une évaluation; un répondant souligne en particulier le fait que la convention des maires pourrait jouer un rôle en la matière, à condition qu'elle reçoive un soutien financier adéquat. Un répondant note que, quelle que soit la valeur ajoutée que peuvent apporter les observatoires, cela n'est peut-être pas la meilleure solution à mettre en œuvre dans les circonstances actuelles, compte tenu des contraintes financières auxquelles font face plusieurs États membres. En ce qui concerne les rapports, deux répondants sont inquiets de la charge administrative associée.

### ***1.2.8 Autres éléments pertinents abordés dans d'autres contributions<sup>7</sup> et dans des avis motivés émis par les parlements nationaux***

#### *1.2.8.1 Autres contributions*

Dans leurs réponses, certains répondants ont soulevé des questions supplémentaires qui méritent, selon eux, un approfondissement, une clarification ou une modification des dispositions concernées de la proposition de directive. Ces questions font référence au principe de subsidiarité ainsi qu'aux questions techniques et aux définitions.

En ce qui concerne la **subsidiarité**, trois répondants allemands estiment que la proposition de directive viole ce principe. En particulier, ils ne partagent pas l'hypothèse sur laquelle se base la proposition de directive, à savoir que l'intervention au niveau de l'UE est nécessaire parce que les mesures nationales visant à accroître l'efficacité énergétique ne seront pas suffisantes. En outre, ils estiment que les mesures figurant dans la proposition de directive ne laissent pas

---

<sup>7</sup> Répondants qui n'ont pas rempli le questionnaire ou ont complété le questionnaire et ont fourni des informations supplémentaires.

assez de place à des actions centrales, régionales et locales. Deux de ces répondants affirment également que l'introduction obligatoire de mécanismes d'obligations en matière d'efficacité énergétique (article 6), le fonctionnement de nouvelles centrales thermiques à cogénération uniquement (article 10, paragraphe 3), et le fractionnement des incitations entre le propriétaire et le locataire d'un bâtiment (article 15) violent le principe de subsidiarité. En particulier, en ce qui concerne les programmes d'efficacité énergétique, ils notent que la Commission a reconnu l'expérience positive de certains États membres; dès lors, les États membres peuvent utiliser avec succès ces programmes adaptés à leurs conditions et situations spécifiques plutôt que de respecter des mécanismes obligatoires qui ne feraient que nuire aux structures existantes sans apporter de valeur ajoutée.

Parmi les exemples de questions techniques évoquées par les répondants, ceux-ci déclarent qu'il faut: (i) suggérer que la surface au sol totale des bâtiments soit prise en considération en faisant référence non seulement aux organes publics mais aussi à un groupe d'organismes publics qui ont décidé de commun accord l'utilisation d'un fournisseur de service commun pour respecter les dispositions en matière de rénovation (article 4); (ii) reconsidérer le seuil de 20 MW fixé à l'article 10, et (iii) rendre obligatoire, ou du moins préférentielle, l'utilisation des contrats de performance énergétique par les administrations publiques (article 14).

#### *1.2.8.2 Synthèse et analyse des avis motivés émis par les parlements nationaux<sup>8</sup>*

##### *Parlement suédois (avis motivé adopté le 28 septembre 2011)*

Sur la base des arguments de sa commission de l'industrie et du commerce, le **Parlement suédois** reconnaît la portée importante de la directive, mais estime que la proposition est "très large" et contient des "mesures intrusives" qui "ne sont pas compatibles avec le principe de subsidiarité". En général, il estime que la gestion administrative de l'efficacité énergétique au niveau de l'UE conduit à des solutions qui ne correspondent pas aux conditions locales et régionales ou qui ne sont pas économiques au niveau territorial. Parmi les dispositions spécifiquement rejetées par le Parlement suédois, citons un taux de rénovation harmonisé des bâtiments publics en Europe (article 4) et l'établissement d'une planification physique par l'intermédiaire de plans nationaux de chaleur et de froid (article 10).<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> Source: [www.ipex.eu](http://www.ipex.eu), avis motivés disponibles au 14.10.2011.

<sup>9</sup> [Avis motivé du Parlement suédois](http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COM20110370/serik.do) (traduction non officielle en anglais), à l'adresse suivante: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COM20110370/serik.do>

*Parlement finlandais (avis motivé adopté le 22 septembre 2011)*

Le **Parlement finlandais**, à la suite d'une proposition de son Haut comité, estime que la directive répond à un objectif important, mais qu'elle ne se base pas sur des preuves suffisantes que les États membres seront incapables d'atteindre les objectifs de l'UE en matière d'efficacité énergétique. En général, il n'est pas considéré comme adéquat de rendre des mesures d'efficacité énergétique obligatoires pour d'autres, dans la mesure où cela empêche les États membres de poursuivre les approches qui sont les plus économiques en fonction de leurs spécificités nationales et de leurs conditions locales. L'avis motivé se concentre sur l'**article 10** et les annexes y relatives, dont on estime qu'il viole le principe de subsidiarité en matière d'aménagement du territoire au niveau local. Le Haut comité a souligné la nécessité de revoir la proposition de directive afin de régler les "nombreux problèmes de fond" décelés et de mieux respecter les "spécificités nationales et les conditions locales" existantes.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup>

[Avis motivé du Parlement finlandais](http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COM20110370/fiedu.do) (résumé non officiel en anglais), à l'adresse suivante:  
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COM20110370/fiedu.do>

## 2. Conclusions

Des **avis dominants** se dégagent parmi les répondants concernant la nécessité d'aborder de manière cohérente l'efficacité énergétique dans tous les secteurs qui contribuent le plus à la consommation énergétique, notamment le transport (article 1), et une évaluation globalement positive de l'établissement d'objectifs nationaux (article 3) et de l'exigence de rénovation (article 4). Aucun avis dominant ne se dégage pour toutes les autres questions de la consultation.

En ce qui concerne le **principe de subsidiarité**, des inquiétudes s'expriment concernant, de manière générale, la nécessité de la directive, ainsi que des dispositions suivantes de la proposition de directive: rénovation des bâtiments publics (article 4), relevés et facturation explicative (article 8), et plans nationaux en matière de chaleur et de froid (article 10). Les préoccupations relatives à la subsidiarité sont principalement exprimées par les autorités autrichiennes et allemandes.

En général, si certains répondants estiment que l'action de l'UE aide à concevoir et à intégrer les interventions en matière d'efficacité énergétique au niveau national, d'autres estiment que cette action limite la flexibilité et l'efficacité de coût des approches, ou simplement n'apporte pas de valeur ajoutée aux mesures nationales existantes.

La nécessité d'appliquer des mesures économiques est également soulignée par les deux **parlements nationaux** qui ont émis un avis motivé. Ils partagent également les inquiétudes de certains répondants concernant la subsidiarité, s'agissant des dispositions de l'**article 4** de la proposition de directive sur la rénovation des bâtiments publics, parce qu'ils estiment que celles-ci ne tiennent pas compte des réalisations existantes en utilisant un taux de rénovation harmonisé dans l'UE, et concernant les dispositions de l'**article 10, qui** empiètent sur l'autonomie des pouvoirs locaux en matière d'aménagement du territoire.

Enfin, la proposition de directive contient plusieurs aspects techniques et définitions qui, de l'avis des répondants, méritent un approfondissement, une clarification ou une modification des dispositions existantes.

## Annexe I – Liste des contributions

N°	Pays	Niveau administratif	Autorité	Réseau
1	Autriche	PN	<i>Bundesrat</i> (chambre régionale), commission UE	RMS
2	Autriche	R	<i>Verbindungsstelle der Bundesländer</i> ("Bureau de liaison" des régions autrichiennes)	Autre partie prenante
3	Autriche	R	Parlement régional de Vorarlberg	RMS
4	Chypre	AE	Agence chypriote de l'énergie	Autre partie prenante
5	Allemagne	R	Parlement régional de Hesse	RMS
6	Allemagne	R	Parlement régional de Bavière	RMS
7	Allemagne	R	Gouvernement régional de Bavière	RMS
8	Allemagne	L	Association des comtés allemands	RMS
9	Allemagne	L	Municipalité d'Augsbourg	RMS
10	Grèce	R	Région d'Attiki	EU2020
11	Italie	R	Région d'Émilie-Romagne – assemblée législative	RMS
12	Italie	P	Province de Ragusa	Autre partie prenante
13	Italie	P	Province de Turin	RMS
14	Portugal	R	Gouvernement régional de Madère – direction des affaires européennes et de la coopération extérieure	RMS
15	Roumanie	AE	Agence locale de l'énergie d'Alba	Autre partie prenante
16	Espagne	R	Parlement de la communauté autonome de Catalogne	RMS
17	Espagne	R	Gouvernement du Pays basque, direction de l'industrie, de l'innovation, du commerce et du tourisme, département de l'énergie et des mines	RMS
18	Espagne	R	Entité régionale de l'énergie de Castilla y León (EREN)	Autre partie prenante
19	Suède	R	Conseil de développement régional du Jämtland	EU2020
20	Suède	L	Ville de Malmö	Autre partie prenante
21	Pays-Bas	P	Province d'Overijssel	RMS

R = régional, P = provincial, L = local, PN = parlement national, AE = agence de l'énergie

# Annexe II – Questionnaire

COMITÉ DES RÉGIONS – DIRECTION E – Politiques horizontales et réseaux



**Questionnaire sur  
la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité  
énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE  
[COM(2011) 370 final]**

**présenté par M. Jean-Louis Joseph (FR/PSE) pour consultation  
du réseau de monitoring de la subsidiarité**

Merci de bien vouloir remplir ce questionnaire, et de le retourner au plus tard le **19 août 2011**. Les questionnaires déjà complétés peuvent être téléchargés directement sur la page Internet du Réseau de monitoring de la subsidiarité à l'adresse suivante: <http://subsidiarity.cor.europa.eu> – (n'oubliez pas de vous identifier). Vous pouvez également l'envoyer par courriel à l'adresse: [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Nom de l'autorité:</b>	
<b>Personne de contact:</b>	
<b>Coordonnées (téléphone, courriel)</b>	

**Veillez répondre aux questions suivantes:**

## **Champ d'application de la directive**

*La directive proposée établit un cadre commun pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union européenne en vue d'assurer la réalisation de l'objectif de 20 % d'économies d'énergie primaire d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date. Elle fixe des règles qui concernent principalement le secteur public et les entreprises du secteur de l'énergie.*

1. *Pensez-vous que la version définitive de la directive doit inclure des dispositions imposant des exigences en matière d'efficacité énergétique à d'autres secteurs, tels que le transport et les entreprises travaillant pas dans le secteur de l'énergie? Veuillez motiver votre réponse.*

*(insérer la réponse)*



### **Rénovation des bâtiments publics**

*Conformément à l'article 4 paragraphe 1 de la proposition de directive "(...) chaque État membre veille à ce qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, 3 % de la surface au sol totale des bâtiments détenus par ses organismes publics soient rénovés chaque année, de manière à satisfaire au moins les exigences minimales en matière de performance énergétique qu'il a fixées en application de l'article 4 de la directive 2010/31/UE<sup>11</sup> "*

2. *D'après vous, quels instruments financiers sont nécessaires pour atteindre cet objectif?*

*(insérer la réponse)*

### **Passation de contrats de performance énergétique dans le secteur public**

*Conformément à l'article 14 de la proposition de directive, les États membres doivent promouvoir le marché des services énergétiques et l'accès des petites et moyennes entreprises à ce marché, entre autres, "en fournissant des contrats types pour la passation de contrats de performance énergétique dans le secteur public; ceux-ci comprennent au moins les éléments énumérés à l'annexe XIII <sup>12</sup>".*

*En même temps, la proposition de directive reconnaît la présence d'"entraves réglementaires et non réglementaires qui font obstacle à l'utilisation de contrats de performance énergétique et d'autres accords de financement par des tiers pour des économies d'énergie. Il s'agit notamment des règles et pratiques comptables qui empêchent les investissements de capitaux et les économies financières annuelles résultant de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique de se refléter de manière adéquate dans les comptes sur toute la durée de vie de l'investissement". (Considérant 32 de la proposition de directive}.*

<sup>11</sup> Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments

<sup>12</sup>

**Liste minimale des éléments à inclure dans les contrats de performance énergétique passés avec le secteur public**

- Liste claire et transparente des mesures d'efficacité énergétique qui seront mises en œuvre
- Économies garanties dans le cadre de la mise en œuvre des mesures prévues dans le contrat
- Durée et étapes du contrat, modalités et délai de préavis.
- Liste claire et transparente des obligations de chaque partie contractante.
- Date(s) de référence pour la détermination des économies réalisées.
- Liste claire et transparente des étapes à réaliser pour mettre en œuvre une mesure et les coûts associés.
- Obligation de mettre pleinement en œuvre les mesures prévues dans le contrat et documentation retraçant toutes les modifications effectuées en cours de projet.
- Réglementation relative à la participation des tiers (sous-traitance).
- Présentation claire et transparente des incidences financières du projet et de la répartition de la contribution relative des deux parties dans les économies financières réalisées (rémunération du fournisseur de service par exemple).
- Dispositions claires et transparentes concernant la mesure et la vérification des économies garanties réalisées, les contrôles de la qualité et les garanties.
- Dispositions relatives à la procédure à suivre en cas de modifications des conditions-cadres ayant une incidence sur le contenu et les résultats du contrat (par exemple, modifications des prix de l'énergie ou variations de l'intensité d'utilisation d'une installation).
- Informations détaillées sur les obligations de chaque partie contractante

3. *Pensez-vous que les dispositions prévues permettront aux États-membres de surmonter les entraves précitées et d'utiliser les contrats de performance énergétique, notamment en ce qui concerne les offres publiques d'achat? Veuillez expliciter votre réponse.*

*(insérer la réponse)*

### ***Relevés et facturation explicative***

*L'article 8 et l'annexe VI de la proposition de directive contiennent des exigences détaillées inhérentes aux relevés et à la facturation explicative de la consommation d'énergie. Les États membres doivent veiller, entre autres, à ce que les clients finals dans les domaines du chauffage urbain à usage domestique reçoivent des compteurs individuels (article 8 paragraphe 1).*

4. *À votre avis, ces dispositions permettent-elles de prendre en compte de manière suffisante les conditions spécifiques socio-économiques et techniques locales et/ou régionales?*

*(insérer la réponse)*

### ***Plans nationaux en matière de chaleur et de froid et leurs implications pour les échelons local et régional***

*En vertu de l'article 10, paragraphe 1 de la proposition de directive, "les États membres établissent et communiquent à la Commission un plan national en matière de chaleur et de froid visant à développer le potentiel en vue de l'application de la cogénération à haut rendement et de systèmes efficaces de chauffage et de refroidissement urbains (...)."*

*Ces plans nationaux en matière de chaleur et de froid doivent être " pris en compte dans les plans de développement locaux et régionaux, notamment les plans d'aménagement du territoire urbain et rural".*

*Par ailleurs, l'Annexe VII, paragraphe 3 de la proposition de directive contient des exigences concrètes pour les plans d'aménagement du territoire urbains.<sup>13</sup>".*

*En dernier lieu, "Les États membres veillent à ce que les réglementations nationales relatives aux plans d'aménagement du territoire urbain et rural soient adaptées aux critères d'autorisation visés à l'[Article 10] paragraphe 3 et soient en conformité avec les plans nationaux en matière de chaleur et de froid visés à l'[Article 10] paragraphe 1".*

13

**Les plans d'aménagement du territoire urbain sont établis de manière à garantir que:**

- a) les nouvelles installations de production d'électricité thermique et les nouvelles installations industrielles génératrices de chaleur perdue sont situées dans des lieux qui permettent une récupération maximale de la chaleur perdue disponible en vue de répondre à la demande actuelle ou prévue de chaleur et de froid;
- b) les nouvelles zones résidentielles ou les nouvelles installations industrielles consommant de la chaleur dans leurs processus de production sont situées dans des lieux qui permettent de satisfaire au maximum leur demande de chaleur au moyen de la chaleur perdue disponible, selon les indications des plans nationaux en matière de chaleur et de froid. Afin de garantir une correspondance optimale entre la demande et l'offre de chaleur et de froid, les plans d'aménagement du territoire favorisent le regroupement de plusieurs installations industrielles dans un même site;

5. À votre avis, l'établissement de ces exigences au niveau de l'UE est-il nécessaire pour atteindre les objectifs fixés (promotion de l'efficacité en matière de chaleur et de froid pour atteindre 20 % d'économies d'énergie primaire d'ici à 2020) ou pensez-vous que les réglementations des niveaux central, régional et/ou local relatives aux plans d'aménagement du territoire urbain et/ou rural sont ou pourraient être suffisantes à cet égard? Veuillez expliciter votre réponse

(insérer la réponse)

### **Objectifs nationaux contraignants/réalisation des objectifs 20/20/20**

La proposition de directive demande aux États membres de définir des objectifs, des systèmes et des programmes nationaux en matière d'efficacité énergétique. Ils seraient libres de décider si ces objectifs devraient être contraignants ou indicatifs sur leur territoire.

Dans une deuxième phase, en 2014, la Commission devrait évaluer ces objectifs et les efforts individuels de chaque État membre, en même temps que des données sur les progrès réalisés, afin d'estimer la probabilité d'atteindre l'objectif global de l'Union et d'évaluer dans quelle mesure les efforts individuels sont suffisants pour atteindre l'objectif commun.

Si l'évaluation révélait que l'objectif global de l'Union risque de ne pas être atteint, la Commission devrait proposer des objectifs nationaux obligatoires pour 2020 (Article 3 et considérant 13 de la proposition de directive).

6. Pensez-vous qu'il est possible de fixer des objectifs nationaux contraignants? Dans l'affirmative, avec quels délais?  
Comment considérez-vous le calendrier de la Commission (2014) pour l'évaluation des objectifs d'efficacité énergétique des États membres?

(insérer la réponse)

### **Réalisation des objectifs nationaux, examen des efforts du niveau local et régional**

En vertu de l'article 19 et de l'annexe XIV, paragraphe 1 de la proposition de directive, les États membres sont tenus de rendre compte annuellement des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs nationaux d'efficacité énergétique.

7. À votre avis, quels instruments devraient être mis en place par les États membres afin de mesurer les progrès réalisés aux niveaux local et régional? Considérez-vous qu'il soit nécessaire d'établir des observatoires régionaux?

(insérer la réponse)

---

c) les installations de production d'électricité thermique, les installations industrielles génératrices de chaleur perdue, les usines d'incinération de déchets et les autres installations de revalorisation des déchets en énergie sont raccordées au réseau de chauffage et de refroidissement urbains;

d) les zones résidentielles et les installations industrielles consommant de la chaleur dans leurs processus de production sont raccordées au réseau local de chauffage et de refroidissement urbains;

Clause de confidentialité: le suivi de votre contribution rend nécessaire le traitement de vos données personnelles (nom, coordonnées, etc.) dans un fichier. Pour de plus amples informations ou pour exercer vos droits en application du règlement (CE) n° 45/2001 (par exemple, pour accéder à des données ou pour les rectifier), veuillez écrire au responsable du traitement des données (chef d'unité – direction des politiques horizontales et des réseaux, unité 2) à l'adresse [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu). Si nécessaire, vous pouvez aussi prendre contact avec le délégué à la protection des données du CdR (à l'adresse: [data.protection@cor.europa.eu](mailto:data.protection@cor.europa.eu)). Vous avez également à tout moment le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([www.edps.europa.eu](http://www.edps.europa.eu)).

---

# Annexe III – Contributions

## EU-Ausschuss Bundesrat AT

Mag.® Susanne Neuwirth



Sehr geehrte Frau Präsidentin!

Wien, 14. September 2011  
GZ. 27000.0040/17-L2.1/2011

Der EU-Ausschuss des Bundesrates hat in seiner Sitzung am 13. September 2011 im Zuge der Beratungen über die EU-Vorlagen

KOM (11) 109 endg.

Mitteilung der Kommission an das Europäische Parlament, den Rat, den Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss und den Ausschuss der Regionen  
Energieeffizienzplan 2011  
(47276/EU XXIV.GP)

und

KOM (11) 370 endg.

Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG  
(54864/EU XXIV.GP)

beiliegende **Ausschussfeststellung** beschlossen.

Mit freundlichen Grüßen

(Mag.® Susanne Neuwirth)

Beilage

Präsidentin des Bundesrates  
A-1017 Wien, Parlament  
Tel. +43 1 401 10-2204 (2387)  
Fax +43 1 401 10-2434  
susanne.neuwirth@parlament.gv.at  
DVR: 6050389

An die  
Präsidentin des  
Ausschusses der Regionen  
Frau Mercedes BRESSO

Rue Belliard 99-101  
1040 Brüssel  
BELGIEN

**AUSSCHUSSFESTSTELLUNG**

**des EU-Ausschusses des Bundesrates  
vom 13. September 2011**

KOM (11) 109 endg.

Mitteilung der Kommission an das Europäische Parlament, den Rat, den Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss und den Ausschuss der Regionen

Energieeffizienzplan 2011

(47276/EU XXIV.GP)

und

KOM (11) 370 endg.

Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG

(54864/EU XXIV.GP)

**"I. Ausschussfeststellung:**

Energieeffizienz ist eine wichtige Maßnahme zur Erreichung der europäischen Klimaziele. Österreich hat sich dazu verpflichtet, die Energieeffizienz um 9% bis zum Jahr 2016 anzuheben. Dies ist ein wesentlicher Beitrag zur Erreichung der vereinbarten Energie- und Klimaschutzziele und auch zu den Zielen im Rahmen der EU 2020 Strategie. Vor dem Hintergrund vermehrter fossiler Energieimporte in die EU zu steigenden Preisen spielt die Energiegewinnung aus Erneuerbaren Energien als auch Maßnahmen zur Energieeffizienz sowohl mittelfristig als auch langfristig eine bedeutende Rolle. Der Vorschlag der Europäischen Kommission schlägt in der Mitteilung verschiedene Maßnahmen vor, wie die EU EU-weit bis zum Jahr 2020 20% des Primärenergieverbrauchs gegenüber den derzeitigen Prognosen einsparen sollen. Die Erreichung dieses Ziels soll nach einer Evaluierung der Maßnahmen von Seiten der Kommission durch die Einrichtung von verbindlichen, nationalen Zielen geschehen. Derzeit ist jedoch nicht absehbar, ob und in welcher Höhe es solche verbindlichen, nationalen Ziele ab 2014 geben wird. Diese Tatsache birgt eine hohe

Präsidentin des Bundesrates  
A-1017 Wien, Parlament  
Tel. +43 1 401 10-2204 (2387)  
Fax +43 1 401 10-2434  
susanne.neuwirth@parlament.gv.at

Planungsunsicherheit für die Mitgliedstaaten und in weiterer Folge für die Bundesländer. Es wird daher die Auffassung vertreten, dass es kontraproduktiv wäre, gleich hohe und damit nicht miteinander in Relation stehende nationale Energieeffizienzziele für jeden EU-MS verbindlich festzuschreiben, da die Ausgangslage bei den Mitgliedstaaten sehr unterschiedlich ist und damit auch die Effizienzziele auf die jeweilige Ausgangslage in dem MS angepasst sein müssen.

Für die Bürgerinnen und Bürger bedeutet Energieeffizienz, dass die Energiekosten für Privatpersonen und auch Unternehmen gesenkt werden. Der Anwendungsbereich des neuen RL Vorschlags überschneidet sich mit anderen, bereits bestehenden RL (Kraft-Wärme-Koppelungs-RL (2004/8/EG) und der EnergiedienstleistungsRL (2006/32/EG). Darum ist es wesentlich, dass darauf geachtet wird, keine Zweigleisigkeiten entstehen zu lassen.

Grundsätzlich sollte es auch zu einer klaren Definition von Energieeffizienz und Energieeinsparung kommen. Ersteres ist durch eine Verbesserung des technischen Standards von Geräten zu erreichen, letzteres durch bewusstes Einsparen von Energie bei den Konsumentinnen und Konsumenten. Gerade bei dem Vorschlag von „smart meters“ kommt es zu einer Vermischung des Begriffs, da diese eine Verhaltensänderung beim Konsumenten/bei der Konsumentin und Unternehmen bewirken und somit eine Energieeinsparung darstellen.

Das Wirtschaftswachstum nach der Krise soll durch gemeinschaftliche und unter Umständen überzogene Maßnahmen nicht gefährdet werden. Darum muss jede Änderung auch mit dem Maßstab einer gesamtwirtschaftlichen Kosten/Nutzen Rechnung gesehen werden. Die Einführung der bereits erwähnten „smart meters“, also intelligente Stromzähler, wird zum Beispiel nach einer gesamtwirtschaftlichen Kosten/Nutzen Rechnung bewertet.

Insbesondere die Verpflichtung, die Energieversorger dazu zu bringen, 1,5% des Vorjahresverbrauchs durch Energieeffizienzmaßnahmen zu erreichen, scheint fragwürdig. Generell weichen die Energiefördersysteme in den Mitgliedstaaten sehr voneinander ab. Durch massive Verpflichtungen werden die bereits bestehenden Energiefördersysteme in den Mitgliedstaaten gestört. Energielieferanten sind Schlüsselakteure in der Energiewirtschaft und daher wird prinzipiell die Einbindung von Energieunternehmen bei der Forcierung von

Energieeffizienz im Endenergiebereich begrüßt. Allerdings gibt es eine Vielzahl kritischer Anmerkungen zu der in Artikel 6 angesprochenen Einsparverpflichtung. Insbesondere wäre es überlegenswert, statt unionsweit einheitlicher verbindlicher Einsparziele, die mit Problemen verbunden sind, konkrete und verbindliche Maßnahmen vorzusehen.

Zur Verbrauchserfassung und informativen Abrechnung ist aus der Sicht des Bundesrates anzumerken, dass eine wie von Seiten der Europäischen Kommission verlangte Umstellung bis 2015 auf ein System, das den tatsächlichen Verbrauch auf der Basis der monatlichen Rechnungen ablesbar ist, ist – wenn überhaupt sinnvoll – nicht bis zu diesem Zeitpunkt zu realisieren und korreliert auch mit der flächendeckenden Einführung der smart meter.

Aus der Sicht der Abgeordneten zum Bundesrat ist insbesondere der Gedanke der Subsidiarität zu prüfen. Die Union wird nur in den Bereichen, die nicht ausschließlich in ihre Zuständigkeit fallen, tätig, wenn die Ziele der in Betracht gezogenen Maßnahmen von den Mitgliedstaaten weder auf zentraler noch auf regionaler oder lokaler Ebene ausreichend verwirklicht werden können, sondern vielmehr wegen ihres Umfangs oder ihrer Wirkungen auf Unionsebene besser zu verwirklichen sind (Art. 5 EUV). Es wird daher in verschiedenen Bereichen wie zum Beispiel bei der Verbesserung der Energieeffizienz generell und der Gebäudeeffizienz im Speziellen zu Maßnahmen kommen, deren konkrete Konformität mit dem Subsidiaritätsprinzip noch zu prüfen und streng zu beachten sein wird.

Von Seiten des Bundesrates wird die Initiative grundsätzlich unterstützt, wobei neben dem Subsidiaritätsgrundsatz auch die Vermeidung von Doppelgleisigkeiten beachtet werden muss. Abschließend ist anzumerken, dass auch die Umsetzungsfrist von 12 Monaten nach In-Kraftsetzen der Richtlinie nicht ausreichend ist, da in Österreich ein komplexer Abstimmungsprozess zwischen Bund und Ländern erforderlich ist.

## II.

Der EU-Ausschuss des Bundesrates geht davon aus, dass die zuständigen Mitglieder der Bundesregierung bei den Verhandlungen und Abstimmungen betreffend das vorliegende Vorhaben im Rat in Übereinstimmung mit der vorstehenden Ausschussfeststellung vorgehen."

# Landeshauptleutekonferenz

EUROPÄISCHE UNION



Ausschuss der Regionen

Versammlung der Regional- und Kommunalvertreter der Europäischen Union



Netz für

Subsidiaritätskontrolle

B<sub>3</sub>

Institution:	Landeshauptleutekonferenz
Titel der EU-Initiative:	Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG
Referenz: (z.B. KOM(2005) 112)	KOM(2011)370 endg.

Der Grundsatz der Subsidiarität soll sicherstellen, dass Entscheidungen auf der am besten für die Erreichung der angestrebten Ziele geeigneten Ebene so bürgernah wie möglich getroffen werden. Daher ist kontinuierlich zu prüfen, ob ein Tätigwerden der EU unter Berücksichtigung der Möglichkeiten auf zentraler, regionaler und lokaler Ebene gerechtfertigt ist. Die Definition des Subsidiaritätsprinzips der EU ist durch die ausdrückliche Erwähnung der lokalen und regionalen Dimension im Vertrag von Lissabon ergänzt worden.

Das vorliegende Schema soll den Partnern des Netzes für Subsidiaritätskontrolle eine Hilfe sein, damit sie leichter prüfen können, ob EU-Initiativen im Einklang mit dem Subsidiaritätsprinzip und dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit stehen und dem Konzept der besseren Rechtsetzung entsprechen. Es beinhaltet einen Anhang mit relevanten Informationsquellen.

<p><b>1- ART DER ZUSTÄNDIGKEIT/RECHTSGRÜNDLAGE</b></p> <p>Das Subsidiaritätsprinzip findet nach Art. 5 EUV nur in Bereichen Anwendung, die nicht in die ausschließliche Zuständigkeit der Union fallen, d.h. bei geteilter und unterstützender Zuständigkeit.</p> <p>Zu Beginn einer Subsidiaritätsprüfung muss die Art der Zuständigkeit einer EU-Initiative ermittelt werden. Dies erfordert zunächst eine Bestimmung der jeweiligen Rechtsgrundlage.</p> <p>EU-Initiativen haben als Rechtsgrundlage einen Artikel des Vertrages, der die EU-Institutionen ermächtigt, in einem bestimmten Politikbereich tätig zu werden. Für Gesetzgebungsakte ist es von besonderer Wichtigkeit, die jeweilige Rechtsgrundlage zu bestimmen, aber auch bei Akten ohne rechtsetzenden Charakter, wie z.B. Mitteilungen sowie Grün- und Weißbüchern, ist dies von Bedeutung. Allerdings ist in diesen Fällen die Feststellung des Politikbereiches bzw. der Politikbereiche in den einschlägigen Titeln oder Kapiteln des Vertrags ausreichend.</p> <p>Die Rechtsgrundlage und die Art der Zuständigkeit können anhand der folgenden Fragen ermittelt werden:</p> <p>1-1 Auf welche(n) Artikel, Titel bzw. welche(s) Kapitel des Vertrags gründet sich die Zuständigkeit der EU in dem jeweiligen Bereich? (zu den Artikeln siehe Anhang, Punkt 1 der Tabelle).</p>
<p>Der Richtlinienvorschlag stützt sich auf Art. 194 AEUV (Energiepolitik der Union).</p>

DE



1.2 Handelt es sich um eine ausschließliche, eine geteilte oder eine unterstützende Zuständigkeit? (s. anhängende Tabelle)  
In Fällen ausschließlicher Zuständigkeit der EU ist nur zu prüfen, ob der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit gewahrt ist (weiter bei Punkt 3).

Der Vorschlag fällt in die Zuständigkeit der Union; dabei handelt es sich um eine geteilte Zuständigkeit zwischen der Union und den Mitgliedstaaten gemäß Art. 2 Abs. 2 AEUV.

**2. SUBSIDIARITÄTSPRINZIP: "Muss die EU tätig werden?"**

[...] die Union [wird] in den Bereichen, die nicht in ihre ausschließliche Zuständigkeit fallen, nur tätig, sofern und soweit die Ziele der in Betracht gezogenen Maßnahmen von den Mitgliedstaaten weder auf zentraler noch auf regionaler oder lokaler Ebene ausreichend verwirklicht werden können, sondern vielmehr wegen ihres Umfangs oder ihrer Wirkungen auf Unionsebene besser zu verwirklichen sind (Art. 5 EUV).

Die EU wird nur tätig, wenn ihre Tätigkeit als notwendig erachtet und ein klarer Nutzen erwartet wird. Die folgenden Fragen ermöglichen die Einschätzung, ob diese kumulativen Bedingungen beide erfüllt sind. Für diesen Zweck hilfreiche Informationsquellen sind Folgenabschätzungen (s. Anhang, Punkt 2) und/oder Begründungen und Erwägungsgründe von Legislativvorschlägen.

**2.1 Ist die in Betracht gezogene Maßnahme notwendig**

- weil der betreffende Punkt transnationale Aspekte aufweist, die von den Mitgliedstaaten und/oder den lokalen und regionalen Gebietskörperschaften alleine nicht angemessen geregelt werden können?

und/oder

- weil alleinige Maßnahmen der Mitgliedstaaten oder das Fehlen von Maßnahmen auf EU-Ebene gegen Anforderungen der Verträge verstoßen oder auf sonstige Weise die Interessen der anderen Mitgliedstaaten erheblich beeinträchtigen könnten?

und/oder

- weil bestehende EU-Maßnahmen und/oder gezielte Unterstützung in diesem Rahmen für die Erreichung der gesetzten Ziele nicht ausreichen?

Die Notwendigkeit, den Energieverbrauch zu reduzieren, ist kein Problem, das sich bloß auf einzelne Mitgliedstaaten beschränken würde; da es sich dabei um ein kontinentales, wenn nicht sogar globales Problem handelt, ist es gleichermaßen sinnvoll wie notwendig, Maßnahmen zur Erhöhung der Energieeffizienz auf übergeordneter Ebene zu regeln. Ein alleiniges nationales Handeln wäre nicht zweckmäßig, da entscheidende Fortschritte bei der Energieersparnis nur dann erzielt werden können, wenn alle Mitgliedstaaten solche Maßnahmen durchführen. Aus diesem Grund kann ohne Zweifel konstatiert werden, dass die Erhöhung der Energieeffizienz ein Bereich ist, welcher transnationale Aspekte aufweist, die weder von den Mitgliedstaaten noch von den lokalen und regionalen Gebietskörperschaften alleine angemessen geregelt werden können.

Gleichzeitig ist anzumerken, dass die in diesem Bereich bereits bestehenden Maßnahmen (RL 2006/32/EG und

.../...

.../...

RL 2004/8/EG) nicht in der Lage waren, das Ziel, bis zum Jahr 2020 20 % des europäischen Primärenergieverbrauchs einzusparen, zu erreichen. Der Fahrplan zur Erreichung dieses vorrangigen Zieles der Strategie Europa 2020 ist in Verzug, weshalb die Schaffung einer rechtlichen Grundlage für neue, erfolgsversprechendere Maßnahmen auch im Lichte des Subsidiaritätsprinzips zweckmäßig erscheint.

2.2 Würde die in Betracht gezogene Maßnahme aufgrund ihres Umfangs und/oder ihrer Wirksamkeit einen deutlichen Nutzen im Vergleich zu einem Handeln auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene erbringen (Größenvorteil, Rechtssicherheit, Einheitlichkeit des rechtlichen Ansatzes usw.)?

Das Tätigwerden der Union in Form eines neuen Richtlinienvorschlages bringt auch für die nationale, regionale und lokale Ebene einen Nutzen, da durch dieses Vorgehen der Union für Wettbewerbsgleichheit unter den Mitgliedsstaaten gesorgt wird. Durch die Festlegung gleicher Pflichten in der Richtlinie wird verhindert, dass einzelne Staaten ausscheren und einen geringeren Beitrag zur notwendigen Energieeinsparung liefern als andere Mitgliedsstaaten. Überdies darf nicht vergessen werden, dass das Vorhandensein unionsrechtlicher Vorgaben die Durchführung von Maßnahmen in diesem Bereich vor allem gegenüber den betroffenen Zielgruppen erleichtert, als dies etwa bei rein nationalen Maßnahmen der Fall wäre.

Zusammenfassend ist für diesen Punkt festzuhalten, dass österreich- wie europaweit ein einheitliches Bekenntnis zum 20 % Ziel existiert; wenn dieses Ziel auch tatsächlich erreicht werden soll, ist es erforderlich, nun auch tatsächlich konkrete weitere Maßnahmen dafür zu setzen. Aus den dargestellten Gründen erscheint eine Tätigwerdung der Union in diesem Bereich auch im Lichte des Subsidiaritätsprinzips gerechtfertigt.

3. GRUNDSATZ DER VERHÄLTNISSÄSSIGKEIT - "Wie soll die EU tätig werden?"

[...] die Maßnahmen der Union [gehen] inhaltlich wie formal nicht über das zur Erreichung der Ziele der Verträge erforderliche Maß hinaus (Art. 5 EUV)

Die von der EU vorgeschlagenen Maßnahmen müssen zur Erreichung der angestrebten Ziele geeignet und angemessen sein.

3.1 Die folgenden Fragen ermöglichen die Einschätzung, ob die Art und der Umfang der in Betracht gezogenen Maßnahme die Erfordernisse der Verhältnismäßigkeit erfüllt. Nützliche Informationsquellen sind dabei Folgenabschätzungen (s. Anhang, Punkt 2) und/oder Begründungen und Erwägungsgründe von Legislativvorschlägen.

- Ist die in Betracht gezogene Maßnahme angemessen, um die angestrebten Ziele zu erreichen?

und

- Ist die Form der in Betracht gezogenen Maßnahme (Wahl des Instruments) so einfach wie möglich, um die angestrebten Ziele zu erreichen?

(Die EU darf in ihrer Rechtsetzungstätigkeit nicht über das erforderliche Maß hinausgehen. Unter Einhaltung der Vorschriften des Vertrages und unter der Voraussetzung, dass es zur Erreichung der angestrebten Ziele ausreichend ist, ist eine Richtlinie einer Verordnung und eine Rahmrichtlinie einer detaillierten Maßnahme sowie eine Maßnahme ohne rechtsetzenden Charakter, wie z.B. eine unverbindliche Empfehlung, einem Gesetzgebungsakt vorzuziehen; vorrangig sollte die Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten gefordert und nationale Maßnahmen abgestimmt bzw. derartige Maßnahmen durch Leitlinien, Schaffung von Mechanismen für den Informationsaustausch usw. ergänzt und unterstützt werden.)

und

.../...

.../...

- Lässt die in Betracht gezogene Maßnahme zur Erreichung der angestrebten Ziele so viel nationalen (d.h. zentralen, regionalen und lokalen) Entscheidungsspielraum wie möglich?  
(Unter Einhaltung der Vorschriften des Vertrags und solange es zur Erreichung der angestrebten Ziele ausreichend ist, muss die EU den Mitgliedstaaten Alternativen zur Erreichung der Ziele anbieten und sich bemühen, gefestigte nationale Regelungen zu achten. Wenn es notwendig ist, Normen auf EU-Ebene festzulegen, sollten vorzugsweise Mindestnormen festgelegt werden und sollte es den Mitgliedstaaten überlassen bleiben, strengere Normen festzulegen.)

Grundsätzlich ist festzuhalten, dass der Richtlinienvorschlag in weiten Teilen auf die Erlassung detaillierter und dementsprechend eng gefasster Vorgaben verzichtet und stattdessen den Mitgliedstaaten einen nicht zu vernachlässigenden Entscheidungsspielraum offen lässt. Die Wahl des Instruments der Richtlinie ist daher zutreffend ausgefallen, die Form der in Betracht gezogenen Maßnahme ist daher so einfach wie möglich, um das angestrebte Ziel der Energieeinsparung zu erreichen. Als plakatives Beispiel für einen verbleibenden Entscheidungsspielraum der Mitgliedsstaaten ist Art. 1 Abs. 2 zu nennen, welcher klargestellt, dass die Richtlinie lediglich Mindestanforderungen festlegt, die die einzelnen Mitgliedstaaten nicht daran hindern, strengere Maßnahmen beizubehalten oder zu ergreifen. Im Sinn des Verhältnismäßigkeitsprinzips ist eine solche Vorgangsweise grundsätzlich zu begrüßen.

Obwohl die in Betracht gezogenen Maßnahmen daher grundsätzlich angemessen sind, um die angestrebten Ziele der Energieeinsparung zu erreichen, so darf nicht übersehen werden, dass die den Mitgliedstaaten eingeräumten Entscheidungsspielräume oftmals durch andere Faktoren beschränkt werden, sodass sich die grundsätzlich begrüßenswerte Vorgangsweise des Richtlinienvorschlags bei näherer Betrachtung etwas relativiert. Als Beispiele seien einige Punkte dazu herausgegriffen:

- In Art. 3 normiert der Richtlinienentwurf, dass die Mitgliedstaaten ein nationales Energieeffizienzziel festlegen und die Kommission bis 30. Juni 2014 bewertet, ob die Union durch die Kumulierung dieser Maßnahmen das Ziel einer 20-prozentigen Energieeinsparung bis 2020 voraussichtlich erreichen wird. Erst in einem solchen Fall soll der Politikrahmen durch die Hinzufügung eines Systems verbindliche Ziele verschärft werden. Es ist grundsätzlich positiv zu vermerken, dass den Mitgliedstaaten so ein erheblicher Entscheidungsspielraum verbleibt und nicht sofort verbindliche Maßnahmen seitens der Union getroffen werden sollen. Allerdings ist es als fraglich zu bezeichnen, ob angesichts der äußerst kurzen Frist bis Mitte 2014 überhaupt eine tatsächliche Erfüllung dieses mitgliedstaatlichen Spielraums möglich ist; angesichts der notwendigen Zeit, die für die Verhandlung und Beschlussfassung der Richtlinie sowie deren Umsetzung in den Mitgliedstaaten erforderlich ist, ist wohl davon auszugehen, dass in der kurzen Zeitspanne, die dann bis zum 30. Juni 2014 noch zur Verfügung steht, noch keine signifikanten Einsparungen seitens der Mitgliedstaaten zu erwarten sind. Es ist daher wahrscheinlich, dass die von der Kommission angekündigten verbindlichen unionsrechtlichen Maßnahmen dann ohnehin gesetzt werden müssen; im Jahre 2014 verblieben dann jedoch zur Zielerreichung lediglich 5 ½ Jahre, was angesichts der ambitionierten Ziele als wohl zu kurz bezeichnet werden muss. Im Ergebnis ist für diesen Punkt daher festzuhalten, dass der den Mitgliedstaaten eingeräumte Spielraum durch die begleitenden Regelungen so erheblich eingeschränkt ist, dass bezweifelt werden muss, ob eine sinnvolle Nutzung desselben überhaupt möglich ist.

.../...

.../...

- Art. 4 legt öffentlichen Einrichtungen die Verpflichtung auf, dass ab 2014 jährlich 3 % der gesamten Gebäudefläche (von Gebäuden mit mehr als 250 Quadratmetern, die die Gesamtenergieeffizienz-Mindestanforderungen nicht erfüllen) im öffentlichen Eigentum renoviert werden müssen. Obwohl Maßnahmen im öffentlichen Bereich angesichts dessen Vorbildwirkung grundsätzlich begrüßt werden, darf nicht aus den Augen verloren werden, dass der Energieverbrauch des öffentlichen Sektors weniger als 10 % des Gesamtverbrauchs ausmacht. Dies bedeutet, dass eine Verpflichtung zu einer jährlichen 3-prozentigen Renovierung den nationalen, lokalen und regionalen Gebietskörperschaften eine hohe Kostenbelastung aufbürdet, obwohl dies gemäß dem Gesamtverbrauch nur eine vergleichsweise geringe Einsparung zur Folge hat. Im Lichte dessen kann diese Maßnahme nicht wirklich als angemessen und geeignet bezeichnet werden, um die angestrebten Ziele einer 20-prozentigen Energieeinsparung zu erreichen; hierfür wären auch stärkere Verpflichtungen für anderer Sektoren mit einem höheren Energieverbrauch erforderlich.
  
- Art. 6 des Richtlinienvorschlags verpflichtet die Mitgliedstaaten dazu, ein Energieeffizienzverpflichtungssystem einzuführen, das gewährleistet, dass alle Energieverteiler oder Energieeinzelhandelsunternehmen jährliche Einsparungen in einer Höhe von 1,5 % des vorjährigen Energieabsatzvolumens erzielen. In Abweichung zu dieser Vorschrift ermöglicht es Art. 6 Abs. 9, dass die Mitgliedstaaten als Alternative zum geschilderten Energieeffizienzverpflichtungssystem sich dafür entscheiden können, andere Maßnahmen zu ergreifen um gleiche Energieeinsparungen bei Endkunden zu bewirken. Diese Maßnahmen sind der Kommission mitzuteilen, welche innerhalb von drei Monaten diese Alternativmaßnahmen ablehnen oder Änderungen vorschlagen kann. Auch hier gilt das zu Art. 3 Gesagte: Grundsätzlich ist die Möglichkeit zur Vornahme von Alternativmaßnahmen durch die Mitgliedstaaten im Sinne des Verhältnismäßigkeits- und Subsidiaritätsprinzips als positiv zu werten. Diese Regelung bringt es allerdings mit sich, dass damit der Druck zur Durchführung von Maßnahmen zur Energieeinsparung von der Union auf die Mitgliedstaaten rückübertragen wird. Alle mitgliedstaatlichen Versuche, ein Energieeffizienzverpflichtungssystem einzuführen würden seitens der betroffenen Wirtschaftsteilnehmer wohl mit dem Hinweis auf die gemäß Abs. 9 möglichen Alternativmaßnahmen erschwert werden; um die von der Kommission geforderte Einsparung zu erreichen, müssten also die Mitgliedstaaten dann gezwungenermaßen andere Maßnahmen treffen, welche wiederum mit großer Wahrscheinlichkeit auf Kosten der Mitgliedstaaten selbst gehen würden. Auch hier erweist sich also der vermeintliche Entscheidungsspielraum für die Mitgliedstaaten in der Praxis als wohl nur wenig praktikabel, was durch die engen Grenzen (Notifikationsverpflichtung und Zustimmungspflicht der Kommission) noch weiter beschränkt wird.
  
- Art. 8 enthält zum Teil detaillierte Regelungen (Zähler am Gebäudeeingang installieren, Kostenverteilungsregeln in Gebäuden mit mehreren Wohnungen), die über den Richtlinien-Charakter deutlich hinaus gehen. Die Bestimmung verweist mehrfach auf den - Anhang VI (Mindestanforderungen an die Erfassung des individuellen Energieverbrauchs), der im Detail die Anforderung und Maßnahmen festlegt. Damit werden bereits konkrete Maßnahmen vorgeschrieben, die den Spielraum zur nationalen Gestaltung maßgeblich einengen. Damit wird das Verhältnismäßigkeitsprinzip verletzt. Zudem ist zu Bedenken - und in dieser Weise strikt abzulehnen -, dass der Anhang VI (wie generell alle Anhänge) einseitig von der Kommission mittels delegiertem Rechtsakt gem. Art. 17 Abs. 2 verschärft werden können.
  
- Als ein uneingeschränkt positives Beispiel für die Angemessenheit des Richtlinienvorschlags ist Art. 9 zu nennen, welcher den Mitgliedstaaten die Verpflichtung zur Festlegung von Sanktionen für den Fall der

.../...

.../...

Nichteinhaltung der auf Grund dieser Richtlinie erlassenen nationalen Vorschriften auferlegt. Bei der Wahl dieser Sanktionen gibt die Richtlinie den Mitgliedstaaten außer den Erfordernissen der Wirksamkeit, Angemessenheit und abschreckenden Wirkung keine weiteren zu beachtenden Grenzen vor, womit den Mitgliedstaaten ein tatsächlicher Spielraum verbleibt.

- Mit der Verpflichtung in Art. 10, dass die nationalen Wärme- und Kältepläne in den lokalen und regionalen Entwicklungsplänen einschließlich der städtischen und ländlichen Raumordnungsplänen Berücksichtigung finden müssen, schlägt die Kommission Maßnahmen im Raumordnungsbereich vor, die gem. Art. 192 Abs. 2 lit. b AEUV der Einstimmigkeit im Rat bedürfen. Dies gilt auch für den umfangreichen und im Detail diese Verpflichtung regelnden Anhang VII, der wiederum in Form eines delegierten Rechtsaktes von der Kommission ("Vollzugsorgan") geändert werden kann. Mit dieser Kombination der Rechtsinstrumente werden nicht nur die Prinzipien der Subsidiarität- und Verhältnismäßigkeit verletzt, sondern wird auch das besondere Gesetzgebungsverfahren gem. Art. 192 Abs. 2 lit. b AEUV umgangen.
- Art. 12 sieht vornehmlich Zielbestimmungen für die Realisierung intelligenter Netze und die Gestaltung der Netztarife vor. Soweit derzeit vorgeschlagen, strebt der diesbezügliche Anhang XI eine Ermöglichung von demand-respond Netztarifen und eine dynamische Tarifierung vor. Im Zusammenhang mit der Ermächtigung der Kommission, diesen Anhang mittels delegierten Rechtsakts zu ändern, ist zu befürchten, dass mit der Verschreibung konkretisierender Maßnahmen in Zukunft das Verhältnismäßigkeitsprinzip verletzt werden kann.

Wie bereits zur Art. 8 und damit zu sämtlichen geplanten Anhängen ausgeführt, sind delegierte Rechtsakte (Art. 17) äußerst problematisch, weil die Kommission diese einseitig ändern und Verschärfungen vornehmen kann. Dies insbesondere im Lichte der unbestimmten Begriffe, wie "technischer Fortschritt" und "Effizienzanforderungen".

Im Hinblick auf die die intelligente Netze und Zähler betreffenden Anhänge sollte die bereits eingeleitete Normung der Geräte für die notwendige Harmonisierung ausreichen. Im Übrigen sind diese Produkte Gegenstand des Wettbewerbs und der Innovation und können so - sofern die Rahmenbedingungen für einen freien Wettbewerb gewährleistet sind - zur technischen Entwicklung und zur Energie- und Kosteneffizienz beitragen.

3.2 Wenn Sie der Meinung sind, dass die in Betracht gezogene Maßnahme über das notwendige Maß hinausgeht, Was wäre in Ihren Augen ein weniger restriktiver, alternativer Weg zur Erreichung der angestrebten Ziele?

Grundsätzlich wird ein Tätigwerden der Union als gerechtfertigt und zweckmäßig erachtet. Hinsichtlich der Bestimmungen in Art. 8 und 12 über intelligente Stromnetze und Zähler wird aber das Verhältnismäßigkeitsprinzip verletzt – die Anhänge der Richtlinie können einseitig von der Kommission mittels delegiertem Rechtsakt gemäß Art. 17 Abs. 2 verändert werden. Den Mitgliedstaaten sollte größere Flexibilität zur Erreichung der Ziele eingeräumt werden.

.../...

.../...

**4. BESSERE RECHTSETZUNG**

4.1 Wenn eine EU-Initiative eine Folgenabschätzung enthält (s. Anhang, Punkt 2), werden die lokalen und regionalen Aspekte dann Ihrer Ansicht nach angemessen berücksichtigt? Kommen Sie zu derselben Einschätzung wie die Europäische Kommission?

Der Richtlinienvorschlag enthält zwar eine Folgenabschätzung, darin werden jedoch die lokalen und regionalen Aspekte in keiner Weise berücksichtigt. Von einer angemessenen Einbeziehung der Interessen der lokalen und regionalen Gebietskörperschaften kann daher nicht die Rede sein.

4.2 Würde die Umsetzung der in Betracht gezogenen Maßnahme der Verwaltung und/oder den Wirtschaftsteilnehmern und/oder den Bürgern Ihrer Region/Stadt/Gemeinde einen Kosten- und/oder Verwaltungsaufwand<sup>1</sup> verursachen?

Sünden diese Kosten in einem angemessenen Verhältnis zu den angestrebten Zielen?

Wenn die Auswirkungen der EU-Initiative nicht beurteilt wurden (weder durch eine separate Folgenabschätzung noch in der Initiative selbst), geben Sie bitte an, ob Ihrer Meinung nach der Kosten- und/oder Verwaltungsaufwand z.B. durch eine Konsultation über die verschiedenen AdR-Netze näher bewertet werden sollte.

Die Umsetzung der vorgeschlagenen Richtlinie würde sowohl der Verwaltung als auch den Wirtschaftsteilnehmern sowie den Bürgern Kosten auferlegen.

Eine Kostenbelastung der Bürger würde etwa durch die Pflicht zur Führung geeigneter individueller Zähler für Strom-, Erdgas-, Fernwärme- oder Fernkälte- und Fernwärmwasserkunden (Art. 8) entstehen, da davon ausgegangen werden muss, dass die Kosten für eine durchgängige Versorgung mit derartigen Zählern wohl auf die Kunden abgewälzt werden würden.

Der Energiewirtschaft würde insbesondere durch die Energieeffizienzverpflichtungssysteme gemäß Art. 6 eine Kostenbelastung entstehen, da die jährlichen Energieeinsparungen von 1,5 % ihres vorjährigen Energieabsatzvolumens wohl nur durch entsprechenden Einsatz zu erzielen sein werden. An dieser Stelle sei jedoch dazu vermerkt, dass die Entwicklung von Märkten für neue Energiedienstleistungen auch entsprechende Chancen bietet.

Schließlich entstehen auch den Mitgliedstaaten erhebliche Kosten bei der Umsetzung dieser Richtlinie; dies betrifft neben den Kosten für die legislative Umsetzung auch die Kosten der zahlreichen auf Basis der Richtlinie zu treffenden Maßnahmen sowie die Vielzahl von Berichtspflichten, die sich in der Richtlinie finden. Auch die Pflicht zur jährlichen Renovierung von öffentlichen Gebäuden (Art. 4) sowie die Verpflichtung zur grünen Vergabe (Art. 5) werden finanzielle Auswirkungen auf die Gebietskörperschaften haben.

Gemessen an der dringenden Erforderlichkeit einer 20-prozentigen Energieeinsparung kann jedoch sehr wohl

<sup>1</sup> Verwaltungsaufwand sind die Kosten, die Unternehmen, Wirtschaftsteilnehmer, Bürger und Gebietskörperschaften tragen, um ihren sich aus den Rechtsvorschriften ergebenden Auskunftspflichten nachzukommen, die ihnen ohne die entsprechenden Rechtsvorschriften nicht entständen.

davon ausgegangen werden, dass diese Kosten in einem angemessenen Verhältnis zu den angestrebten Zielen stehen.

#### 5. ROLLE DER EU

Welche Rolle sollte der EU Ihrer Auffassung nach in dem betreffenden Politikbereich zukommen? (Soll die EU z.B. nur den Rahmen/die wichtigsten Ziele vorgeben oder aber genauere Bestimmungen festlegen? Soll die EU eher unterstützend tätig werden, z.B. durch die Koordinierung der Politik der einzelnen Staaten, oder ist ein weiterreichendes, direkteres Tätigwerden der EU erforderlich? Sind Regulierungsmaßnahmen notwendig, oder würden Sie Alternativen zu Rechtsvorschriften für ausreichend halten, wie etwa Leitfäden der Europäischen Kommission?)

Angesichts der bereits geschilderten Notwendigkeit eines unionsweiten Vorgehens im Bereich der Energieeffizienz wird bezüglich der zukünftigen Rolle der EU in diesem Politikbereich auf unsere Ausführungen zur Frage 2 verwiesen. Ergänzend kann dazu jedoch noch angemerkt werden, dass es wünschenswert wäre, wenn Maßnahmen zur Energieeinsparung nicht nur die Mitgliedstaaten, sondern auch die Union und ihre Institutionen selbst betreffen würden.

**Anhang**

**1. ART DER ZUSTÄNDIGKEIT UND RECHTSGRUNDLAGE VON EU-INITIATIVEN**

AUSSCHLIESSLICHE ZUSTÄNDIGKEIT DER EU (Art. 3 AEUV)		
Politikbereich	Rechtsgrundlage (Artikel der Verträge)	Obligatorische Befassung des AdR?
Zollunion	Art. 31 AEUV	NEIN
Festlegung der für das Funktionieren des Binnenmarkts erforderlichen Wettbewerbsregeln	Art. 103 und 109 AEUV	NEIN
Währungspolitik für die Mitgliedstaaten, deren Währung der Euro ist	Art. 127-138 AEUV (Art. 3 Abs. 4 EUV)	NEIN
Erhaltung der biologischen Meeres-schätze im Rahmen der gemeinsa-men Fischereipolitik	Art. 3, 40 und 43 AEUV	NEIN
Gemeinsame Handelspolitik	Art. 206 und 207 AEUV	NEIN
Abschluss internationaler Überein-künfte (in den vorgenannten und anderen Bereichen, wenn der Abschluss einer solchen Übereinkunft in einem Gesetzgebungsakt der EU vorgesehen ist, wenn er not-wendig ist, damit sie ihre interne Zuständigkeit ausüben kann, oder soweit er gemeinsame Regeln beeinträchtigen oder deren Tragwei-te verändern könnte)	Die Rechtsgrundlage ist immer der Artikel des Vertrags, der den Hauptgegenstand der Übereinkunft betrifft, und hinsichtlich des Verfah-rens Art. 216 und 218 AEUV	NEIN

GETEILTE ZUSTÄNDIGKEIT (Art. 4 AEUV)		
Politikbereich	Rechtsgrundlage (Artikel der Verträge)	Obligatorische Befassung des AdR?
Binnenmarkt	Art. 26 (allgemein) und Art. 46 und 48 (Arbeitnehmer), Art. 50 und 59 (Niederlassungsfreiheit und Dienst-leistungen), Art. 64 (Kapital), Art. 113 (Steuern) und Art. 114 (all-gemeine Harmonisierungsklausel) AEUV (Art. 3 Abs. 3 EUV)	NEIN

.../...

.../...



Sozialpolitik hinsichtlich der im AEUV genannten Aspekte	Art. 153 AEUV (Art. 155 für Vereinbarungen zwischen den Sozialpartnern)	JA Art. 153
	Art. 157 AEUV: Keine Diskriminierung aufgrund des Geschlechts	NEIN
	Art. 19 AEUV: Keine Diskriminierung aus Gründen des Geschlechts, der Rasse, der ethnischen Herkunft, der Religion oder der Weltanschauung, einer Behinderung, des Alters oder der sexuellen Ausrichtung	NEIN
Wirtschaftlicher, sozialer und territorialer Zusammenhalt	Art. 175, 177 und 178 AEUV, Art. 164 AEUV für den ESF (Art. 3 Abs. 3 EUV)	JA Art. 175, 177 und 178 Art. 164 für den ESF
Landwirtschaft und Fischerei, ausgenommen die Erhaltung der biologischen Meeresschätze	Art. 4, 40 und 43 AEUV	NEIN
Umwelt	Art. 192 AEUV (Art. 3 Abs. 3 EUV)	JA Art. 192
Verbraucherschutz	Art. 169 AEUV	NEIN
Verkehr	Art. 91 und 100 AEUV	JA Art. 91 und 100
Transeuropäische Netze	Art. 172 AEUV	JA Art. 172
Energie	Art. 194 AEUV	JA Art. 194
Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts	Art. 67 (Allgemeines), Art. 77 (Grenzen und Grenzübertritt), Art. 78 (Asyl, subsidiärer und vorübergehender Schutz), Art. 79 (Einwanderung), Art. 81 (justizielle Zusammenarbeit in Zivilsachen), Art. 82 (justizielle Zusammenarbeit in Strafsachen), Art. 83 (Strafrecht im Bereich besonders schwerer Kriminalität), Art. 84 (Kriminalprävention), Art. 87, 88 und 89 (polizeiliche Zusammenarbeit) AEUV (Art. 3 Abs. 2 EUV)	NEIN, aber besondere Erwähnung der Subsidiaritätsprüfung durch die nationalen Parlamente nach Art. 69
Gemeinsame Sicherheitsanliegen im Bereich der öffentlichen Gesundheit hinsichtlich der im AEUV genannten Aspekte	Art. 168, insbesondere nach Abs. 4 AEUV erlassene Maßnahmen	JA Art. 168 Abs. 4

.../...

.../...

Forschung, technologische Entwicklung und Raumfahrt*	Art. 182, 188 und 189 AEUV	NEIN
Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe*	Art. 209, 212 und 214 AEUV	NEIN

UNTERSTÜTZENDE ZUSTÄNDIGKEIT DER EU (Art. 6 AEUV)		
Politikbereich	Rechtsgrundlage (Artikel der Verträge)	Obligatorische Befassung des AdR?
Schutz und Verbesserung der menschlichen Gesundheit	Art. 168 AEUV (außer Abs. 4)	JA Art. 168 Abs. 5
Industrie	Art. 173	NEIN
Kultur	Art. 167 (Art. 3 Abs. 3 EUV)	JA Art. 167
Tourismus	Art. 195	NEIN
Allgemeine und berufliche Bildung, Jugend und Sport	Art. 165 und 166 AEUV	JA Art. 165 und 166
Katastrophenschutz	Art. 196	NEIN
Verwaltungszusammenarbeit	Art. 74 und 197	NEIN

BESONDERE POLITIKBEREICHE DER EU		
Politikbereich	Rechtsgrundlage (Artikel der Verträge)	Obligatorische Befassung des AdR?
Koordinierung der Wirtschaftspolitik	Art. 2 Abs. 3 und Art. 5 und 120-123 AEUV	NEIN
Koordinierung der Beschäftigungspolitik	Art. 2 Abs. 3 und Art. 5, 148 und 149 AEUV	JA Art. 148 und 149 AEUV

\* Gemäß Artikel 4 Absatz 3 und 4 hindert die Ausübung der Zuständigkeit durch die Union in diesen Bereichen die Mitgliedstaaten nicht an der Ausübung ihrer Zuständigkeit.

.../...

.../...

## 2. RELEVANTE INFORMATIONSQUELLEN FÜR DIE FOLGENABSCHÄTZUNG VON EU-INITIATIVEN

N.B.: Wenn auf dem Deckblatt einer Kommissionsinitiative der Verweis auf ein "SEK"-Dokument zu finden ist, bedeutet das, dass eine Folgenabschätzung durchgeführt wurde.

2.1 Der Bereich "Bessere Rechtsetzung" auf der Website der Europäischen Kommission:

[http://ec.europa.eu/governance/better\\_regulation/index\\_de.htm](http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/index_de.htm)

Beachten Sie bitte besonders den Punkt "Folgenabschätzung" in dem Menü links.

2.2 Der Bereich "Impact Assessment" auf der Website der Europäischen Kommission (in Englisch):

[http://ec.europa.eu/governance/impact/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/governance/impact/index_en.htm)

Beachten Sie bitte besonders den Punkt "List of impact assessments" in dem Menü links.

2.3 Auf Folgenabschätzungen kann auch über die Website "PreLex" zugegriffen werden:

<http://ec.europa.eu/prelex>

PreLex ist eine Datenbank für interinstitutionelle Verfahren, in der die einzelnen Etappen der Beschlussfassung in der Kommission und den anderen Institutionen aufgeführt sind.

# Landtag von Vorarlberg

EUROPÄISCHE UNION



**Ausschuss der Regionen**



Versammlung der Regional- und Kommunalvertreter der Europäischen Union



**Netz für Subsidiaritätskontrolle**

<b>Institution:</b>	Landtag von Vorarlberg
<b>Titel der EU-Initiative:</b>	Vorschlag für eine Richtlinie zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der RL 2004/8/EG und 2006/32/EG
<b>Referenz:</b> (z.B. KOM(2005) 112)	KOM(2011) 370 endg.

Der Grundsatz der Subsidiarität soll sicherstellen, dass Entscheidungen auf der am besten für die Erreichung der angestrebten Ziele geeigneten Ebene so bürgernah wie möglich getroffen werden. Daher ist kontinuierlich zu prüfen, ob ein Tätigwerden der EU unter Berücksichtigung der Möglichkeiten auf zentraler, regionaler und lokaler Ebene gerechtfertigt ist. Die Definition des Subsidiaritätsprinzips der EU ist durch die ausdrückliche Erwähnung der lokalen und regionalen Dimension im Vertrag von Lissabon ergänzt worden.

Das vorliegende Schema soll den Partnern des Netzes für Subsidiaritätskontrolle eine Hilfe sein, damit sie leichter prüfen können, ob EU-Initiativen im Einklang mit dem Subsidiaritätsprinzip und dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit stehen und dem Konzept der besseren Rechtsetzung entsprechen. Es beinhaltet einen Anhang mit relevanten Informationsquellen.

## **1. ART DER ZUSTÄNDIGKEIT/RECHTSGRUNDLAGE**

Das Subsidiaritätsprinzip findet nach Art. 5 EUV nur in Bereichen Anwendung, die nicht in die ausschließliche Zuständigkeit der Union fallen, d.h. **bei geteilter und unterstützender Zuständigkeit**. Zu Beginn einer Subsidiaritätsprüfung muss die **Art der Zuständigkeit** einer EU-Initiative ermittelt werden.

Dies erfordert zunächst eine Bestimmung der jeweiligen **Rechtsgrundlage**.

EU-Initiativen haben als Rechtsgrundlage einen Artikel des Vertrages, der die EU-Institutionen ermächtigt, in einem bestimmten Politikbereich tätig zu werden. Für Gesetzgebungsakte ist es von besonderer Wichtigkeit, die jeweilige Rechtsgrundlage zu bestimmen, aber auch bei Akten ohne rechtsetzenden Charakter, wie z.B. Mitteilungen sowie Grün- und Weißbüchern, ist dies von Bedeutung. Allerdings ist in diesen Fällen die Feststellung des Politikbereiches bzw. der Politikbereiche in den einschlägigen Titeln oder Kapiteln des Vertrags ausreichend.

Die Rechtsgrundlage und die Art der Zuständigkeit können anhand der folgenden Fragen ermittelt werden:

**1.1** Auf welche(n) Artikel, Titel bzw. welche(s) Kapitel des Vertrags gründet sich die Zuständigkeit der EU in dem jeweiligen Bereich? (zu den Artikeln siehe Anhang, Punkt 1 der Tabelle)

Der Richtlinienvorschlag stützt sich auf Art. 194 Abs. 2 AEUV (Energiepolitik der Europäischen Union).

Darauf hingewiesen wird, dass die EK mit der Verpflichtung in Art. 10 bzw. in Anhang VII des Richtlinienvorschlags, wonach die nationalen Kälte- und Wärmepläne in den lokalen Entwicklungsplänen einschließlich der städtischen und ländlichen Raumordnungspläne Berücksichtigung finden müssen, Maßnahmen im Raumordnungsbereich vorschlägt, die gem. Art. 192 Abs. 2 lit. b AEUV der Einstimmigkeit bedürfen (im Gegensatz zu Maßnahmen gem. Art. 194 Abs. 2 AEUV, die in qualifizierter Mehrheit zu entscheiden sind). Um das besondere Gesetzgebungsverfahren

des Art. 192 Abs. 2 lit. b AEUV nicht zu umgehen, ist der Richtlinienvorschlag jedenfalls im Hinblick auf Art. 10 auch auf diese Kompetenzbestimmung zu stützen.
<b>1.2</b> Handelt es sich um eine ausschließliche, eine geteilte oder eine unterstützende Zuständigkeit? (s. anhängende Tabelle) In Fällen <b>ausschließlicher Zuständigkeit</b> der EU ist nur zu prüfen, ob der <b>Grundsatz der Verhältnismäßigkeit</b> gewahrt ist (weiter bei Punkt 3).
Der Richtlinienvorschlag fällt in einen zwischen EU und MS geeilten Zuständigkeitsbereich (Art 4 AEUV).
<b>2. SUBSIDIARITÄTSPRINZIP - "Muss die EU tätig werden?"</b>
<i>[...] die Union [wird] in den Bereichen, die nicht in ihre ausschließliche Zuständigkeit fallen, nur tätig, sofern und soweit die Ziele der in Betracht gezogenen Maßnahmen von den Mitgliedstaaten weder auf zentraler noch auf regionaler oder lokaler Ebene ausreichend verwirklicht werden können, sondern vielmehr wegen ihres Umfangs oder ihrer Wirkungen auf Unionsebene besser zu verwirklichen sind (Art. 5 EUV).</i> Die EU wird nur tätig, wenn ihre Tätigkeit als <b>notwendig erachtet und ein klarer Nutzen</b> erwartet wird. Die folgenden Fragen ermöglichen die Einschätzung, ob diese <b>kumulativen</b> Bedingungen <b>beide</b> erfüllt sind. Für diesen Zweck hilfreiche Informationsquellen sind Folgenabschätzungen (s. Anhang, Punkt 2) und/oder Begründungen und Erwägungsgründe von Legislativvorschlägen.
<b>2.1</b> Ist die in Betracht gezogene Maßnahme <b>notwendig</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>weil der betreffende Punkt transnationale Aspekte aufweist, die von den Mitgliedstaaten und/oder den lokalen und regionalen Gebietskörperschaften alleine nicht angemessen geregelt werden können?</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>weil alleinige Maßnahmen der Mitgliedstaaten oder das Fehlen von Maßnahmen auf EU-Ebene gegen Anforderungen der Verträge verstoßen oder auf sonstige Weise die Interessen der anderen Mitgliedstaaten erheblich beeinträchtigen könnten?</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>weil bestehende EU-Maßnahmen und/oder gezielte Unterstützung in diesem Rahmen für die Erreichung der gesetzten Ziele nicht ausreichen?</li></ul>
Die Verbesserung der Energieeffizienz ist einer der Bausteine, um die Klimaschutz- und Energieziele der EU bzw. ihre international eingegangenen Verpflichtungen zu erreichen. Zwar haben die MS bereits eine Reihe von Maßnahmen verabschiedet, die jedoch bis dato nicht ausreichen, die Energieeffizienzziele voll umfänglich zu erfüllen. Entscheidende Fortschritte, um dem vorgegebenen Ziel der EU, 20% ihres Primärenergieverbrauchs gegenüber den Prognosen bis 2020 einzusparen, gerecht zu werden, sind nur dann zu erzielen, wenn alle MS Maßnahmen durchführen. Eine grundsätzliche Koordination und transnationale Abstimmung der Energieeffizienz-Maßnahmen auf EU-Ebene ist vor diesem Hintergrund erforderlich.
<b>2.2</b> Würde die in Betracht gezogene Maßnahme aufgrund ihres Umfangs und/oder ihrer Wirksamkeit einen <b>deutlichen Nutzen</b> im Vergleich zu einem Handeln auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene erbringen (Größenvorteil, Rechtssicherheit, Einheitlichkeit des rechtlichen Ansatzes usw.)?
Gem. Art. 8 des Richtlinienvorschlags sind <u>intelligente Zähler</u> – „Smart Meters“ – verpflichtend einzuführen. Diese intelligenten Zähler zur detaillierten Erfassung und Weitergabe des Energieverbrauchs sind – jedenfalls soweit diese verpflichtend vorgeschrieben werden – vor dem Hintergrund des Subsidiaritätsprinzips kritisch zu sehen. Verbraucherinnen und Verbrauchern soll offen stehen, „Smart Meters“ auf freiwilliger Basis zu verwenden, zumal das „Smart Metering“ auch aus Sicht des Datenschutzes nicht unproblematisch ist. Der Nutzen einer EU-weiten Verpflichtung von „Smart Metering“ für die Energieeffizienzgewinnsteigerungen wird möglicherweise überschätzt bzw. ist nicht hinreichend belegt.

### 3. GRUNDSATZ DER VERHÄLTNISSÄSSIGKEIT - "Wie soll die EU tätig werden?"

[...] die Maßnahmen der Union [gehen] inhaltlich wie formal nicht über das zur Erreichung der Ziele der Verträge erforderliche Maß hinaus (Art. 5 EUV).

Die von der EU vorgeschlagenen Maßnahmen müssen zur **Erreichung der angestrebten Ziele geeignet und angemessen** sein.

3.1 Die folgenden Fragen ermöglichen die Einschätzung, ob die Art und der Umfang der in Betracht gezogenen Maßnahme die Erfordernisse der Verhältnismäßigkeit erfüllt. Nützliche Informationsquellen sind dabei Folgenabschätzungen (s. Anhang, Punkt 2) und/oder Begründungen und Erwägungsgründe von Legislativvorschlägen.

- Ist die in Betracht gezogene Maßnahme **angemessen**, um die angestrebten Ziele zu erreichen?

- Ist die **Form der in Betracht gezogenen Maßnahme** (Wahl des Instruments) so einfach wie möglich, um die angestrebten Ziele zu erreichen?

(Die EU darf in ihrer Rechtsetzungstätigkeit nicht über das erforderliche Maß hinausgehen. Unter Einhaltung der Vorschriften des Vertrages und unter der Voraussetzung, dass es zur Erreichung der angestrebten Ziele ausreichend ist, ist eine Richtlinie einer Verordnung und eine Rahmenrichtlinie einer detaillierten Maßnahme sowie eine Maßnahme ohne rechtsetzenden Charakter, wie z.B. eine unverbindliche Empfehlung, einem Gesetzgebungsakt vorzuziehen; vorrangig sollte die Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten gefördert und nationale Maßnahmen abgestimmt bzw. derartige Maßnahmen durch Leitlinien, Schaffung von Mechanismen für den Informationsaustausch usw. ergänzt und unterstützt werden.)

- Lässt die in Betracht gezogene Maßnahme zur Erreichung der angestrebten Ziele so viel **nationalen (d.h. zentralen, regionalen und lokalen) Entscheidungsspielraum** wie möglich?

(Unter Einhaltung der Vorschriften des Vertrags und solange es zur Erreichung der angestrebten Ziele ausreichend ist, muss die EU den Mitgliedstaaten Alternativen zur Erreichung der Ziele anbieten und sich bemühen, gefestigte nationale Regelungen zu achten. Wenn es notwendig ist, Normen auf EU-Ebene festzulegen, sollten vorzugsweise Mindestnormen festgelegt werden und sollte es den Mitgliedstaaten überlassen bleiben, strengere Normen festzulegen.)

Grundsätzlich ist positiv zu vermerken, dass das Instrument der Richtlinie gewählt wurde, das weniger stark in mitgliedstaatliches Recht eingreift als eine Verordnung. Weiters lässt der Richtlinienvorschlag den MS in vielen Bereichen entsprechenden Umsetzungsspielraum, was zu begrüßen ist.

Gem. Art. 3 des Richtlinienvorschlag haben die MS nationale Energieeffizienzziele festzulegen. Bis Juni 2014 will die EK evaluieren, ob sie mit allen nationalen Energieeffizienzzielen das EU-Gesamtziel der Primärenergieeinsparung von 20% bis 2020 voraussichtlich erreichen wird. Grundsätzlich sind nationale Zielvorgaben, die den MS Regelungsspielraum lassen, eine zu befürwortende Vorgangsweise. Sie eröffnen den MS genügend Freiräume in der konkreten Umsetzung der Maßnahmen und die Möglichkeit, auf nationale und regionale Besonderheiten Bedacht zu nehmen.

Gem. Art. 4 des Richtlinienvorschlags haben öffentliche Einrichtungen ab 2014 jährlich 3% der gesamten Gebäudefläche (von Gebäuden mit mehr als 250m<sup>2</sup>, die die Gesamtenergieeffizianforderungen nicht erfüllen) im öffentlichen Eigentum nach den Mindestanforderungen der Gesamtenergieeffizienz zu renovieren. Die Festlegung einer prozentualen jährlichen Zielvorgabe stellt einen gravierenden Eingriff in die Autonomie der MS dar. Es sind gelindere Mittel zur Erreichung des EU-Energieeffizienzzielen denkbar. So könnte den MS z. B. vorgeschrieben werden, dass sie so genannte „Sanierungspläne“ mit dem Ziel, in 30 Jahren 100 % der Gebäude auf einen hinreichenden energetischen Standard zu sanieren mit entsprechenden Zwischenzielen, vorlegen. Vorteil wäre, dass die öffentlichen Gebietskörperschaften bei der Planung und Finanzierung von

Sanierungsmaßnahmen flexibel wären, was gerade für kleinere Einheiten von Relevanz wäre. Alternativ wird ein Durchrechnungszeitraum von 11 Jahren vorgeschlagen, in dem den MS die Möglichkeit eingeräumt wird, Überschüsse auf die jährliche Renovierungsquote so anzurechnen, als ob die Renovierung in den fünf vorherigen oder fünf nachfolgenden Jahren erfolgt wäre (dies anstelle des derzeit in Art. 4 Abs. 2 vorgesehenen fünfjährigen Durchrechnungszeitraums). Im Übrigen ist es auch erforderlich, bereits durchgeführte Sanierungsmaßnahmen bzw. den erreichten Energieeffizienz-Standard bei der Festlegung der Sanierungsverpflichtungen angemessen zu berücksichtigen und Ausnahmeregelungen für denkmalgeschützte Gebäude u. ä. vorzusehen.

Gem. Art. 6 des Richtlinienvorschlags haben die MS ein Energieeffizienzverpflichtungssystem einzuführen, wonach alle Energieverteiler oder Energieeinzelhandelsunternehmen jährliche Einsparungen von 1,5% des vorjährigen Energieabsatzvolumens erzielen müssen. Die gewählte Vorgangsweise, wonach Energieeinsparungsziele für Energieversorgungsbetriebe – sog. „Weißen Zertifikate“ – definiert werden, bietet für die konkret zu treffenden Maßnahmen Umsetzungsspielraum, was grundsätzlich positiv zu vermerken ist. Kritisch wird allerdings gesehen, dass die Energieverteiler oder Energieeinzelhandelsunternehmen für das Erreichen konkret vorgegebener Ziele verantwortlich gemacht werden können (Art. 9 des Richtlinienvorschlags verpflichtet zu angemessenen und abschreckenden Sanktionen, wenn die Ziele nicht eingehalten werden), zumal diese Unternehmen nicht über die die Kompetenzen für die zwangsweise Durchsetzung der Ziele verfügen. Auch ist es im Sinn der Verhältnismäßigkeit wichtig, dass bereits getroffene Vorleistungen der vergangenen Jahre bzw. erreichte Energieeffizienzstandards angemessen zu berücksichtigen, was im derzeitigen Richtlinienvorschlag nicht erfolgt.

Abgesehen davon, dass die in Art. 8 des Richtlinienvorschlags vorgesehen verpflichtenden intelligenten Zähler grundsätzlich abgelehnt werden, enthält Art. 8 bzw. Anhang VI (auf den Art. 8 mehrfach verweist) sehr detaillierte Regelungen (z. B. Zähler am Gebäudeeingang, Kostenverteilungsregelung in Gebäuden mit mehreren Wohnungen, mindestens monatliche Abrechnung etc.). Dieser Detaillierungsgrad wird auch vor dem Hintergrund des Verhältnismäßigkeitsprinzips abgelehnt, zumal er den nationalen Umsetzungsspielraum ungebührlich einschränkt.

**3.2** Wenn Sie der Meinung sind, dass die in Betracht gezogene Maßnahme über das notwendige Maß hinausgeht: Was wäre in Ihren Augen ein weniger restriktiver, alternativer Weg zur Erreichung der angestrebten Ziele?

Sie Punkt 3.1, insbesondere zu den Art. 4 und 6

#### **4. BESSERE RECHTSETZUNG**

**4.1** Wenn eine EU-Initiative eine **Folgenabschätzung** enthält (s. Anhang, Punkt 2), werden die **lokalen und regionalen** Aspekte darin Ihrer Ansicht nach angemessen berücksichtigt? Kommen Sie zu derselben Einschätzung wie die Europäische Kommission?

Die EK hat eine umfangreiche Folgenabschätzung durchgeführt. Eine besondere Berücksichtigung von regionalen und lokalen Aspekten ist nicht erfolgt.

**4.2** Würde die Umsetzung der in Betracht gezogenen Maßnahme der Verwaltung und/oder den Wirtschaftsteilnehmern und/oder den Bürgern Ihrer Region/Stadt/Gemeinde einen **Kosten- und/oder Verwaltungsaufwand**<sup>14</sup> verursachen?

Stünden diese Kosten **in einem angemessenen Verhältnis zu den angestrebten Zielen**?

Wenn die Auswirkungen der EU-Initiative nicht beurteilt wurden (weder durch eine separate Folgenabschätzung noch in der Initiative selbst), geben Sie bitte an, ob Ihrer Meinung nach der Kosten- und/oder Verwaltungsaufwand z.B. durch eine Konsultation über die verschiedenen AdR-Netze näher bewertet werden sollte.

Investitionen in Energieeffizienzmaßnahmen vor Ort (Beispiel Gebäudesanierung) verursachen Kosten. Allerdings stehen diesen auch Einsparungen sowie Wertsteigerungen gegenüber. Sanierungen werden selten ausschließlich aus energetischen Gründen vorgenommen, sondern sind in einem umfassenderen Kontext zu sehen. Es geht als vor allem darum, intensiver und in hoher Qualität zu sanieren. Im Prinzip handelt es sich dabei um Zielsetzungen, die regional und national bereits verfolgt werden. Trotzdem sollte darauf geachtet werden, dass Betroffene, hier vor allem auch Regionen und Kommunen, Entscheidungsspielräume haben, etwa über Zielsetzungen, innerhalb derer eben auch Finanzierungsstrategien flexibel gestaltet werden können.

Unverhältnismäßige Kosten für den Bürger/die Bürgerin würden auch aufgrund von Art. 8 des Richtlinienvorschlags entstehen, da davon ausgegangen werden muss, dass die Kosten für eine durchgängige Versorgung mit derartigen Zählern auf den/die Kunden/in übertragen würden.

Den MS entstehen auch aus der Umsetzung der Richtlinie Kosten, insbesondere auch im Zusammenhang mit den zahlreichen im Richtlinienvorschlag vorgesehenen Berichtspflichten. Hier sollte zumindest darauf geachtet werden, dass die Formate der verschiedenen, im EU-Energiebereich vorgesehenen Berichtspflichten zusammengeführt und von den nationalen Behörden keine Daten angefordert werden, über die diese nicht verfügen.

## **5. ROLLE DER EU**

**Welche Rolle sollte der EU** Ihrer Auffassung nach in dem betreffenden Politikbereich **zukommen**? (Soll die EU z.B. nur den Rahmen/die wichtigsten Ziele vorgeben oder aber genauere Bestimmungen festlegen? Soll die EU eher unterstützend tätig werden, z.B. durch die Koordinierung der Politik der einzelnen Staaten, oder ist ein weiterreichendes, direkteres Tätigwerden der EU erforderlich? Sind Regulierungsmaßnahmen notwendig, oder würden Sie Alternativen zu Rechtsvorschriften für ausreichend halten, wie etwa Leitfäden der Europäischen Kommission?)

<sup>14</sup> Verwaltungsaufwand sind die Kosten, die Unternehmen, Wirtschaftsteilnehmer, Bürger und Gebietskörperschaften tragen, um ihnen sich aus den Rechtsvorschriften ergebenden Auskunftspflichten nachzukommen, die ihnen ohne die entsprechenden Rechtsvorschriften nicht entstünden.



# **CYPRUS ENERGY AGENCY**

COMMITTEE OF THE REGIONS  
DIRECTORATE E – Horizontal Policies and Networks, Unit 2 – Subsidiarity Network  
DIRECTORATE C – Consultative Works - ENVE Commission



**Questionnaire on the  
Proposal for a Directive of the European Parliament and the Council on Energy  
Efficiency and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC  
[COM(2011) 370 final]**

**Submitted by Mr Jean-Louis Joseph (FR/PES) for consultation  
of the Subsidiarity Monitoring Network**

Please complete and submit by **19 August 2011**. You can upload the completed questionnaire directly on to the Subsidiarity Monitoring Network webpage (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – remember to log in). Alternatively, you can send it by email to [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Name of the Authority:</b>	CYPRUS ENERGY AGENCY
<b>Contact person:</b>	Mrs Anthi CHARALAMBOUS
<b>Contact details (phone, email):</b>	<a href="mailto:Anthi.Charalambous@cea.org.cy">Anthi.Charalambous@cea.org.cy</a>

**Please answer the following questions:**

### ***Scope of the Directive***

*The proposed Directive establishes a common framework for promoting energy efficiency in the European Union to ensure the target of 20% primary energy savings by 2020 is met and to pave the way for further energy efficiency afterwards. It lays down rules which primarily concern the public sector and energy companies.*

- 1. Do you think that the final Directive should include provisions containing energy efficiency requirements for other sectors, such as transport and companies not working in the energy field? Please explain your answer.*

*I think that the transport sector should be addressed in this directive. The transport sector and especially the road transport, in some member states, contributes 45% to the greenhouse gas emissions and approximately the same percentage in the final energy consumption. Therefore, we do expect to see the inclusion of measures that address energy use for passenger transport, including both public transportation systems and private vehicles. The companies that are not related with the energy field especially metallurgical, cement, heavy duty industries many times install generators to cover electricity needs. Not always*

*exceed the 20MW. Therefore I think that this threshold should be re-evaluated.*

### **Renovation of public buildings**

*Under Article 4(1) of the draft Directive, "(...) Member States shall ensure that as from 1 January 2014, 3% of the total floor area owned by their public bodies is renovated each year to meet at least the minimum energy performance requirements set by the Member State concerned in application of Article 4 of Directive 2010/31/EU".<sup>15</sup>*

2. *In your opinion, which financial instruments are needed in order to achieve this objective?*

*Harmonised Energy Efficiency Support Schemes in Member States  
ELENA Facility and KfW  
Mobilisation of Regional development Fund and Cohesion Fund.  
Green Loans*

*Note: In this proposed Directive is not mentioned the role of Local Authorities that have particular targets on energy efficiency through the signature of the Covenant of Mayors. Through proper mobilisation of Regional development Fund and Cohesion Fund will be able to implement those measures.*

### **Energy performance contracting in the public sector**

*Under Article 14 of the draft Directive, Member States are to promote the energy services market and access for small and medium-sized enterprises to this market by, inter alia, "providing model contracts for energy performance contracting in the public sector; these shall at least include the items listed in Annex XIII".<sup>16</sup>*

*At the same time, the draft Directive recognises the existence of "regulatory and non-regulatory barriers to the use of energy performance contracting and other third-party financing arrangements for energy savings. These include accounting rules and practices that prevent capital investments and annual financial savings resulting from energy efficiency improvement measures from being adequately reflected in the accounts for the whole life of the investment." (recital 32 of the draft Directive).*

3. *Do you believe that the relevant provisions will allow Member States to overcome the*

<sup>15</sup> Directive on the energy efficiency of buildings

<sup>16</sup> **Minimum items to be included in energy performance contracts with the public sector**

- Clear and transparent list of the efficiency measures to be implemented
- Guaranteed savings to be achieved by implementing the measures of the contract.
- Duration and milestones of the contract, terms and period of notice.
- Clear and transparent list of the obligations of each contracting party.
- Reference date(s) to establish achieved savings.
- Clear and transparent list of steps to be performed to implement a measure and associated costs.
- Obligation to fully implement the measures in the contract and documentation of all changes made during the project.
- Regulations specifying the inclusion of third parties (subcontracting).
- Clear and transparent display of financial implications of the project and distribution of the share of both parties in the monetary savings achieved (i.e. remuneration of the service provider).
- Clear and transparent provisions on measurement and verification of the guaranteed savings achieved, quality checks and guarantees.
- Provisions clarifying the procedure to deal with changing framework conditions that affect the content and the outcome of the contract (i.e. changing energy prices, use intensity of an installation).
- Detailed information on the obligations of each of the contracting parties.

*above-mentioned barriers and implement energy performance contracting, particularly regarding public purchase offers? Please explain your answer.*

*(insert answer)*

### ***Metering and informative billing***

*Article 8 and Annex VI of the draft Directive contain detailed requirements for metering and billing of energy consumption. Member States are to ensure, inter alia, that final customers for district heating are provided with individual meters (Article 8(1)).*

4. *In your opinion, do these provisions allow for sufficient consideration of specific local and/or regional socio-economic and technical conditions?*

*In Cyprus do not exist any district heating. However, I do believe that the "smart metering introduction" is absolute necessity and this is not properly addressed in the Directive.*

### ***National heating and cooling plans and their implications for the local and regional levels***

*Under Article 10(1) of the draft Directive, "Member States shall establish and notify to the Commission a national heating and cooling plan for developing the potential for the application of high efficiency cogeneration and efficient district heating and cooling (...)." These national heating and cooling plans have to be "taken into account in local and regional development plans, including urban and rural spatial plans".*

*Moreover, Annex VII (3) of the draft Directive contains concrete requirements for urban spatial plans.<sup>17</sup>*

*Finally, "Member States shall ensure that national regulations on urban and rural spatial planning are adapted to the authorisation criteria referred to in [Article 10] paragraph 3 and are in line with the national heating and cooling plans referred to in [Article 10] paragraph 1."*

5. *In your opinion, is the setting of these requirements at EU level necessary in order to achieve the intended objectives (promoting energy efficiency in heating and cooling in order to achieve 20% primary energy savings by 2020), or do you believe that central, regional and/or local regulations on urban and/or rural spatial planning are or would be sufficient in this regard? Please explain your answer.*

*I think that the preparation of National Heating and Cooling Plans is good suggestion. However, from my experience, heat and cool could be derived from Biomass co-generation plants which today is waste heat. Therefore, and introduction of obligatory construction of the heating/cooling network for the licensed plants is necessary. The tele-*

<sup>17</sup> **Urban spatial plans shall be designed to ensure that:**

- a) new thermal electricity generation installations and industrial plants producing waste heat are located in sites where a maximum amount of the available waste heat will be recovered to meet existing or forecasted heat and cooling demand;
- b) new residential zones or new industrial plants which consume heat in their production processes are located in sites where a maximum amount of their heat demand will be met by the available waste heat, as identified in national heating and cooling plans. To ensure an optimal matching between demand and supply for heat and cooling, spatial plans shall favour the clustering of a number of industrial plants in the same location;
- c) thermal electricity generating installations, industrial plants producing waste heat, waste incineration plants and other waste-to-energy plants are connected to the local district heating or cooling network;
- d) residential zones and industrial plants which consume heat in their production processes are connected to the local district heating or cooling network.

heating and cooling should be properly also addressed. The proper financing mechanisms should be found.

### **Binding national objectives/achievement of 20/20/20 objectives**

*The draft Directive requires Member States to set national energy efficiency targets, schemes and programmes. It is for them to decide whether these targets should be binding or indicative in their territory.*

*In a second stage, in 2014, these targets and the individual efforts of each Member State will be evaluated by the Commission, alongside data on the progress made, to assess the likelihood of achieving the overall Union target and the extent to which the individual efforts are sufficient to meet the common goal.*

*If this assessment shows that the overall Union target is unlikely to be achieved, then the Commission should propose mandatory national targets for 2020 (Article 3 and recital 13 of the draft Directive).*

6. *Do you consider it possible to establish binding national objectives? If yes, with what deadline?*

*How do you view the Commission's time schedule (2014) for the evaluation of Member States' national energy efficiency targets?*

*Without National Binding targets the overall target of 20% energy saving by 2020 will not be achieved. The 2014 is long period. I believe that the introduction of national binding targets is absolutely necessary with the proper financial instruments. I do not agree with the time schedule of 2014 for the evaluation. I believe that that binding targets should be set within the framework of this Directive.*

### **Achievement of national objectives, consideration of local and regional efforts**

*Under Article 19 and Annex XIV (1) of the draft Directive, Member States are to report annually on the progress achieved towards national energy efficiency targets.*

7. *In your opinion, what tools should be established by Member States in order to evaluate the progress achieved at local and regional level? Do you see a need to establish regional observatories?*

*As you could see from my comments above, I believe that this Directive should also address the efforts of the Cities that Signed the Covenant of Mayors. These cities (local/regional authorities) can easily establish an observatory and should be supported financially for that as without local actions the national targets will never be achieved. More empowerments should be given to the local authorities.*

**NOTE: I HOPE THAT THE COMMITTEE OF THE REGIONS WILL RECOGNISE THE TOTAL ABSENCE IN THE PROPOSAL OF THE ROLE OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES.**

# Hessischer Landtag



18. Wahlperiode

Drucksache 18/4373

## HESSISCHER LANDTAG

30. 08. 2011

Dem  
Europamusschutz  
überwiesen

### Antrag

#### der Fraktionen der CDU, der SPD und der FDP

betreffend Subsidiaritätsbedenken gegen den Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlamentes und des Rates zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG

#### Der Landtag wolle beschließen:

Der Landtag bittet die Landesregierung, im Bundesrat auf Subsidiaritätsbedenken des Landtages gegen den Vorschlag des Europäischen Parlamentes und des Rates für eine Richtlinie zur Energieeffizienz (KOM (2011) 370) hinzuweisen und dafür einzutreten, dass diese Bedenken in der Stellungnahme des Bundesrates berücksichtigt werden.

#### Begründung:

Der Landtag teilt die Einschätzung der Europäischen Kommission und des Europäischen Parlamentes, wonach die Steigerung der Energieeffizienz eine wichtige Zukunftsaufgabe und zentral für die Erreichung der energiepolitischen Zielsetzung auch in Hessen ist.

Allerdings widerspricht der vorliegende Richtlinienvorschlag nach Ansicht des Landtages dem Subsidiaritätsprinzip. Eine ausschließliche vertragliche Zuständigkeit der EU für Energiepolitik besteht nicht. Die Annahme, Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz könnten auf Ebene der Mitgliedsstaaten und/oder der Teilstaaten der Mitglieder nicht ausreichend oder durch die vorgeschlagenen Maßnahmen auf europäischer Ebene deutlich besser erfüllt werden, trifft aus Sicht des Landtages nicht zu. Stattdessen werden staatliche Handlungsoptionen zur Zielerreichung durch den Richtlinienvorschlag unangemessen eingeschränkt. Zur Bewahrung des Grundsatzes der Subsidiarität und zur effektiven Zielerreichung sind daher Subsidiaritätsbedenken anzumelden.

Die Subsidiaritätsbedenken richten sich gegen die Richtlinie als Ganzes.

Wiesbaden, 30. August 2011

Für die Fraktion der CDU  
Der Fraktionsvorsitzende:  
Dr. Wagner (Lahntal)

Für die Fraktion der SPD  
Der Fraktionsvorsitzende:  
Schäfer-Gümbel

Für die Fraktion der FDP  
Der Parlamentarische Geschäftsführer:  
Blum

Eingegangen am 30. August 2011 - Ausgegeben am 31. August 2011

Druck und Auslieferung: Kassei des Hessischen Landtags - Postfach 3240 - 65022 Wiesbaden

# Bayerischer Landtag

## Bayerischer Landtag

16. Wahlperiode

Drucksache 16/9247

11.07.2011

### Antrag

der Abgeordneten **Prof. Ursula Männle, Konrad Kobler, Alexander König, Christa Matschl, Alexander Radwan, Dr. Franz Rieger, Alfred Sauter, Eberhard Sinner CSU, Karsten Klein, Thomas Dechant, Dr. Franz Xaver Kirschner FDP**

**Subsidiarität – Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinie 204/8/EG und 2006/32/EG**

Der Landtag wolle beschließen:

Die Staatsregierung wird aufgefordert, bei den Beratungen des Bundesrates zum „Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG“ auf Subsidiaritätsbedenken hinzuweisen. Sie wird ferner gebeten darauf hinzuwirken, dass diese Bedenken Eingang in die Stellungnahme des Bundesrates finden.

#### Begründung:

Dem Richtlinienvorschlag, durch den die bisherige Kraft-Wärme-Kopplungs-Richtlinie (Richtlinie 2004/8/EG) und die Energiedienstleistungs-Richtlinie (Richtlinie 2006/32/EG) ersetzt werden sollen, stehen erhebliche Subsidiaritätsbedenken entgegen.

Die Kommission führt aus, dass zur Erreichung des Ziels, bis 2020 20 Prozent des Primärenergieverbrauchs der EU einzusparen, ein kollektives Handeln auf EU-Ebene notwendig sei, um eine Koordinierung der Maßnahmen und ein effektiveres Vorgehen zu gewährleisten. Die Annahme, dass dieses Ziel der EU auf Ebene der Mitgliedstaaten nicht ausreichend und auf EU-Ebene durch die konkret vorgeschlagenen Maßnahmen besser verwirklicht werden kann, trifft nicht zu. Der Richtlinienentwurf schränkt im Gegenteil den Raum für nationale Entscheidungen unangemessen ein. Dies gilt im Besonderen für die in Art. 4, 6, 10 und 15 vorgesehenen Regelungen, die mit dem Subsidiaritätsprinzip nicht vereinbar sind:

- Die in Art. 4 festgeschriebene Verpflichtung der öffentlichen Hand, mindestens 3 Prozent der im Eigentum befindlichen Gebäude zu renovieren, berücksichtigt nicht den bisherigen Energieeffizienzstandard des Gebäudebestands. Es wird derjenige bestraft, der bereits energetisch saniert hat. Eine Pflicht zur neuerlichen Sanierung führt zu ökonomisch und ökologisch fragwürdigen Zwangssanierungen in einzelnen Mitgliedstaaten, die sogar aufgrund der dann für andere Bereiche fehlenden Finanzierungsmittel das europäische Einsparziel

gefährden könnten. Ein Mehrwert einer derartigen europaweit geltenden Sanierungspflicht im Sinne des Erreichens der gesetzten Energieeinsparziele ist daher nicht zu erkennen.

- Die Pflicht zur Einführung von „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ in Art. 6 verstößt ebenfalls gegen das Subsidiaritätsprinzip. Die Kommission hat festgestellt, dass einige Mitgliedstaaten positive Erfahrungen mit „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ gemacht haben. Folglich können die Mitgliedstaaten diese Instrumente selbst erfolgreich einsetzen. Darüber hinaus ist zu berücksichtigen, dass die einzelnen Energieeffizienzförderungsstrukturen in den Mitgliedstaaten aufgrund nationaler unterschiedlicher Gegebenheiten stark voneinander abweichen. Die Pflicht zur Einführung von „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ würde bestehende Förderstrukturen empfindlich stören. Da die Mitgliedstaaten aufgrund der unterschiedlichen Gegebenheiten auch unterschiedliche, den jeweiligen Gegebenheiten angepasste Fördersysteme entwickelt haben, ist ein echter Mehrwert der Einführung von bestimmten „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ durch die EU nicht zu erkennen.
- Die in Art. 10 vorgeschriebenen Effizienzmaßnahmen bei der Wärme- und Kälteversorgung verstoßen gegen das Subsidiaritätsprinzip. So haben die Mitgliedstaaten nach Art. 10 Abs. 1 die zu entwickelnden Wärme- und Kältepläne in den lokalen und regionalen Entwicklungsplänen einschließlich städtischer und ländlicher Raumordnungspläne zu berücksichtigen und die Auslegungskriterien des Anhangs VII der Richtlinie zu erfüllen. So sind etwa städtische Raumordnungspläne so zu konzipieren, dass neue Wohngebiete oder auch Industrieanlagen anhand der nationalen Wärme- und Kältepläne auszurichten sind. Bei der Ausrichtung neuer Wohngebiete oder auch Industrieanlagen spielen jedoch nicht nur die abstrakte Deckung des Wärmebedarfs eine Rolle, sondern insbesondere lokale und regionale Gegebenheiten, die in dem Vorschlag nicht berücksichtigt werden. Lokale dezentrale Wärmenutzungskonzepte, die vor allem erneuerbare Energien berücksichtigen, können hierdurch kaum noch verwirklicht werden. Ein Mehrwert unionsweiter Vorgaben in diesem Sinne ist daher nicht erkennbar.
- Darüber hinaus verstößt auch die in Art. 10 Abs. 3 vorgeschlagene Verpflichtung, neue Wärmekraftwerke nur noch in Kraft-Wärme-Kopplung (KWK) zu betreiben, gegen das Subsidiaritätsprinzip. So dürfte die notwendige Errichtung flexibler Gaskraftwerke, die zum Ausgleich fluktuierender erneuerbarer Energien benötigt werden, wesentlich erschwert, wenn nicht gar unmöglich gemacht werden. Zwar können die Mitgliedstaaten Ausnahmen bei der Kommission anmelden. Diese bedürfen jedoch erst der ausdrücklichen Billigung durch die Kommission. Ein Mehrwert unionsweiter Vorgaben vor dem Hintergrund des beschleunigten Umbaus unserer Energieversorgung hin zu erneuerbaren Energien ist insoweit nicht zu erkennen. Unionsweite Vorgaben in diesem Sinne gefährden vielmehr die energiepolitischen Ziele der Europäischen Union, der Bundesregierung und der Landesregierung.

Auch die in Art. 15 vorgesehenen sonstigen Maßnahmen zur Förderung von Energieeffizienz, insbesondere die Teilung von Anreizen zwischen dem Eigentümer und dem Mieter eines Gebäudes

verstoßen gegen das Subsidiaritätsprinzip. Durch diese Regelung wird in die mietrechtlichen Vorschriften der Mitgliedstaaten eingegriffen. Eine Regelungskompetenz für dieses Rechtsgebiet hat die EU nicht. Es ist auch nicht erkennbar, dass das Mietrecht auf übergeordneter, europaweiter Ebene besser geregelt werden könnte, als auf der Ebene der Mitgliedstaaten. Im deutschen Mietrecht

ist das Verhältnis zwischen Mieter und Vermieter ausgewogen geregelt. Einzelne Eingriffe in dieses System ohne Rücksicht auf die bestehenden Regelungen in anderen Bereichen des Mietrechts, könnten zu einer gravierenden Schieflage führen. Aufgrund der mitgliedstaatlichen Besonderheiten können Maßnahmen in diesem Bereich auf Unionsebene nicht besser verwirklicht werden.

## **Bayerische Staatsregierung**

**AUSSCHUSS DER REGIONEN – DIREKTION E – Querschnittspolitiken und Netze**



**Fragebogen zu dem  
"Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur  
Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG"  
[KOM(2011) 370 endg.]**

**vorgelegt von Jean-Louis Joseph (FR/SPE) für die Konsultation  
des Netzes für Subsidiaritätskontrolle**

Bitte bis **19. August 2011** ausfüllen und einreichen. Sie können den ausgefüllten Fragebogen direkt auf den Internetseiten des Netzes für Subsidiaritätskontrolle abspeichern (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – bitte zuerst einloggen) oder ihn per E-Mail an die Adresse [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu) einsenden.

<b>Bezeichnung der Behörde:</b>	Bayerische Staatsregierung
<b>Kontaktperson:</b>	Johannes Frik, Bayerisches Staatsministerium für Wirtschaft, Infrastruktur, Verkehr und Technologie
<b>Kontaktdaten (Telefon, E-Mail):</b>	Tel.: +49 (0)89 21622281 E-Mail: Johannes.Frik@STMWIVT.BAYERN.DE

**Bitte beantworten Sie folgende Fragen:**

### ***Geltungsbereich der Richtlinie***

*Mit dem Richtlinienentwurf wird ein gemeinsamer Rahmen zur Förderung der Energieeffizienz in der Europäischen Union abgesteckt, um zu gewährleisten, dass das Ziel, 20% des Primärenergieverbrauchs bis 2020 einzusparen, erreicht wird, und um den Weg zu mehr Energieeffizienz in der Zeit danach zu bereiten. Die in dem Entwurf festgelegten Regeln betreffen in erster Linie den öffentlichen Sektor und die Energieunternehmen.*

- 1. Sind Sie der Ansicht, dass die endgültige Richtlinie auch für andere Sektoren Bestimmungen über Anforderungen an die Energieeffizienz beinhalten sollte, beispielsweise für den Verkehrssektor oder Unternehmen, die nicht im Energiebereich tätig sind? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*

*(Antwort hier einfügen)*

Die endgültige Richtlinie sollte nicht für andere Sektoren gelten. Mit der Richtlinie 2009/125/EG zur Schaffung eines Rahmens für die Festlegung von Anforderungen an die



umweltgerechte Gestaltung energieverbrauchsrelevanter Produkte, der Richtlinie 2010/30/EU über die Angabe des Verbrauchs an Energie und anderen Ressourcen durch energieverbrauchsrelevante Produkte mittels einheitlicher Etiketten und Produktinformationen sowie der Richtlinie 2010/31/EU über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden sind bereits Energieeffizienzvorgaben geschaffen worden, die alle wesentlichen Sektoren außerhalb des Verkehrsbereichs umfassen.

### **Sanierung öffentlicher Gebäude**

*Nach Art. 4 Abs. 1 des Richtlinienentwurfs "sorgen die Mitgliedstaaten dafür, dass ab dem 1. Januar 2014 jährlich 3% der gesamten Gebäudefläche, die sich im Eigentum ihrer öffentlichen Einrichtungen befindet, mindestens nach den Mindestanforderungen an die Gesamtenergieeffizienz renoviert werden, die von den betroffenen Mitgliedstaaten gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2010/31/EU festgelegt wurden".<sup>18</sup>*

2. Welche Finanzinstrumente werden ihrer Ansicht nach benötigt, um dieses Ziel zu erreichen?

*(Antwort hier einfügen)*

Die in Art. 4 des Richtlinienentwurfs festgeschriebene Verpflichtung der öffentlichen Hand, mindestens 3 Prozent der im Eigentum der öffentlichen Hand befindlichen Gebäude zu renovieren sind, berücksichtigt nicht den bisherigen Energieeffizienzstandard des Gebäudebestands. Es wird derjenige bestraft, der bereits energetisch saniert hat. Eine Pflicht zu neuerlicher Sanierung führt zu ökonomisch und ökologisch fragwürdigen Zwangssanierungen in einzelnen Mitgliedstaaten, die sogar aufgrund der dann für andere Bereiche fehlenden Finanzierungsmittel das europäische Einsparziel gefährden könnten. Auch mittels neuer Finanzinstrumente können unter diesen Bedingungen ökonomisch und ökologisch fragwürdige Zwangssanierungen nicht verhindert werden.

### **Energieleistungsverträge im öffentlichen Sektor**

*In Artikel 14 des Richtlinienentwurfs heißt es, dass die Mitgliedstaaten den Energiedienstleistungsmarkt und den Zugang zu diesem Markt für kleine und mittlere Unternehmen fördern sollen, indem sie unter anderem "Musterverträge für Energieleistungsverträge im öffentlichen Sektor bereitstellen; diese enthalten mindestens die in Anhang*

<sup>18</sup> Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

<sup>19</sup>

#### **Mindestelemente von Energieleistungsverträgen mit dem öffentlichen Sektor**

- Klare und transparente Aufstellung der durchzuführenden Effizienzmaßnahmen.
- Mittels Durchführung der Vertragsmaßnahmen zu erzielende garantierte Einsparungen.
- Vertragslaufzeit und -zwischenziele, Kündigungsbedingungen und -fristen.
- Klare und transparente Aufstellung der Verpflichtungen jeder Vertragspartei.
- Für die Ermittlung der erzielten Einsparungen maßgebliche(s) Datum/Daten.
- Klare und transparente Aufstellung der zur Durchführung einer Maßnahme zu unternehmenden Schritte und der entsprechenden Kosten.
- Verpflichtung zur vollständigen Durchführung der Vertragsmaßnahmen und Dokumentation aller im Laufe des Projekts vorgenommenen Änderungen.
- Vorschriften zur Einbeziehung Dritter (Unterauftragsvergabe).
- Klare und transparente Angabe der finanziellen Implikationen des Projekts und Aufteilung der erzielten monetären Einsparungen zwischen den Parteien (einschl. Bezahlung des Dienstleisters).
- Klare und transparente Bestimmungen zur Messung und Überprüfung der erzielten garantierten Einsparungen, Qualitätskontrollen und Garantien.
- Bestimmungen zur Klärung des Verfahrens zum Umgang mit sich wandelnden Rahmenbedingungen, die den Vertragsinhalt und das Vertragsergebnis berühren (d. h. sich ändernde Energiepreise, Nutzungsintensität der Anlage).
- Detaillierte Informationen zu den Verpflichtungen jeder Vertragspartei.

*XIII aufgeführten Punkte*"<sup>19</sup>.

*Gleichzeitig wird im Richtlinienentwurf eingeräumt, dass es "rechtliche und sonstige Hemmnisse für die Nutzung von Energieleistungsverträgen und anderen Drittfinanzierungen für das Erzielen von Energieeinsparungen" gibt. "Dazu gehören Rechnungslegungsvorschriften und -praktiken, die verhindern, dass Kapitalinvestitionen und jährliche finanzielle Einsparungen infolge von Energieeffizienzverbesserungsmaßnahmen adäquat über die gesamte Laufzeit der Investition ausgewiesen werden." (Erwägungsgrund 32 des Richtlinienentwurfs).*

3. *Glauben Sie, dass die Mitgliedstaaten durch die einschlägigen Bestimmungen in der Lage sein werden, die oben genannten Hemmnisse abzubauen und Energieleistungsverträge einzuführen, insbesondere bezüglich des öffentlichen Beschaffungswesens? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*

*(Antwort hier einfügen)*

Gerade in Deutschland bestehen gute Erfahrungswerte im Bereich des Energiecontractings durch die öffentliche Hand. Entsprechende Musterverträge und Leitfäden wurden von der Bayerischen Staatsregierung bereitgestellt (vgl. [www.cib.bayern.de](http://www.cib.bayern.de)). Deswegen dürften allgemeine und klar gefasste Vorgaben generell geeignet sein, die oben genannten Hemmnisse abzubauen.

#### ***Verbrauchserfassung und informative Abrechnung***

*Artikel 8 und Anhang VI des Richtlinienentwurfs enthalten detaillierte Anforderungen an die Erfassung und Abrechnung des Energieverbrauchs. Die Mitgliedstaaten sollen unter anderem gewährleisten, dass Fernwärmekunden individuelle Zähler erhalten (Art. 8 Abs.1).*

4. *Tragen diese Bestimmungen Ihrer Ansicht nach den spezifischen lokalen und/oder regionalen sozioökonomischen und technischen Bedingungen in angemessener Weise Rechnung?*

*(Antwort hier einfügen)*

Die Frage kann nicht gänzlich beantwortet werden. Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass sensible Kundendaten zu schützen sind. Entsprechende Vorkehrungen sind im Richtlinienentwurf nicht ersichtlich.

#### ***Die nationalen Wärme- und Kältepläne und ihre Auswirkungen auf lokaler und regionaler Ebene***

*Nach Artikel 10 Absatz 1 sollen die Mitgliedstaaten "einen nationalen Wärme- und Kälteplan für den Ausbau des Potenzials für die Anwendung der hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplung und der effizienten Fernwärme und Fernkälte" erstellen und ihn der Kommission mitteilen.*

*Diese nationalen Wärme- und Kältepläne müssen "in den lokalen und regionalen Entwicklungsplänen, einschließlich städtischer und ländlicher Raumordnungspläne, berücksichtigt werden".*

*Des Weiteren enthält Anhang VII (3) des Richtlinienentwurfs detaillierte Anforderungen an die Konzipierung der Raumordnungspläne.<sup>20</sup>*

*Schließlich stellen die Mitgliedstaaten "sicher, dass die nationalen Rechtsvorschriften, die die städtische und ländliche Raumplanung betreffen, an die Genehmigungskriterien gemäß [Artikel 10] Absatz 3 angepasst werden und den nationalen Wärme- und Kälteplänen gemäß [Artikel 10] Absatz 1 entsprechen."*

5. *Ist die Festlegung dieser Anforderungen auf EU-Ebene Ihrer Ansicht nach notwendig, um die angestrebten Ziele zu verwirklichen (Förderung der Energieeffizienz bei der Erzeugung von Wärme und Kälte, um bis 2020 20% der Primärenergie einzusparen), oder denken Sie, dass nationale, regionale und/oder lokale Verordnungen zur städtischen und/oder ländlichen Raumplanung in dieser Hinsicht ausreichend sind bzw. wären? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*

*(Antwort hier einfügen)*

Die Festlegung dieser Anforderungen auf EU-Ebene ist nicht notwendig um die angestrebten Ziele zu verwirklichen. Ein bundesweiter „Wärme- und Kälteplan“ in der vorgeschlagenen Form dürfte in einem Land mit 82 Mio. Einwohnern, 16 Bundesländern und rund 12.000 Gemeinden einen enormen bürokratischen Aufwand begründen, dessen Sinnhaftigkeit sich – gerade auch im Hinblick auf dezentrale Netze – nicht erschließt. Zudem dürfte die Flexibilität unterer Verwaltungsebenen deutlich eingeschränkt werden, was die Energieeffizienz im Zweifel eher verringert als verbessert.

#### ***Verbindliche nationale Ziele/Verwirklichung der 20-20-20-Ziele***

*Im Richtlinienentwurf werden die Mitgliedstaaten aufgefordert, nationale Energieeffizienzziele, -systeme und -programme festzulegen. Die Entscheidung, ob diese Ziele in ihrem Hoheitsgebiet verbindlich sein oder als Richtschnur dienen sollten, bleibt ihnen überlassen.*

*In einem zweiten Schritt sollen 2014 diese Ziele und die Anstrengungen der einzelnen Mitgliedstaaten neben Daten über die erzielten Fortschritte von der Kommission evaluiert werden, um die Wahrscheinlichkeit des Erreichens des Gesamtziels der Union zu bewerten und zu prüfen, inwiefern die Einzelanstrengungen ausreichen, um das gemeinsame Ziel zu erreichen.*

*Falls diese Bewertung zeigt, dass das Gesamtziel der Union voraussichtlich nicht erreicht wird, sollte die Kommission verbindliche nationale Ziele für 2020 vorschlagen (Artikel 3 und Erwägungsgrund 13 des Richtlinienentwurfs).*

6. *Halten Sie es für möglich, verbindliche nationale Ziele festzulegen? Wenn ja, mit*

<sup>20</sup>

#### **Städtische Raumordnungspläne sind so zu konzipieren, dass**

- a) die Standorte neuer Wärmekraftwerke und Abwärme erzeugender Industrieanlagen so liegen, dass die verfügbare Abwärme im größtmöglichen Umfang zur Deckung bestehenden oder prognostizierten Wärme- oder Kältebedarfs rückgewonnen wird;
- b) die Standorte neuer Wohngebiete oder neuer Industrieanlagen, die beim Produktionsprozess Wärme verbrauchen, so liegen, dass ihr Wärmebedarf im größtmöglichen Umfang durch die in den nationalen Wärme- und Kälteplänen ausgewiesene verfügbare Abwärme gedeckt wird. Um eine optimale Abstimmung zwischen dem Wärme- und Kältebedarf und dem Wärme- und Kälteangebot zu gewährleisten, begünstigen die Raumordnungspläne die Ansiedelung einer Reihe von Industrieanlagen am gleichen Standort;
- c) Wärmekraftwerke, Abwärme erzeugende Industrieanlagen, Abfallverbrennungsanlagen und andere Anlagen zur Energiegewinnung aus Abfällen an das lokale Fernwärme- oder -kältenetz angeschlossen sind;
- d) Wohngebiete und Industrieanlagen, die beim Produktionsprozess Wärme verbrauchen, an das lokale Fernwärme- oder -kältenetz angeschlossen sind.

*welcher Frist?*

*Wie schätzen Sie den von der Kommission geplanten Zeitpunkt (2014) für die Bewertung der nationalen Energieeffizienzziele ein?*

*(Antwort hier einfügen)*

Verbindliche nationale Ziele werden derzeit abgelehnt. Bisher ist nicht abschließend geklärt, welches Ziel erreicht werden muss. So ging man bisher von der Energiegesamtbilanz 2005 als Ausgangsbasis aus, unterstellte eine steigende Energiebedarfsentwicklung und zog davon 20 % ab. Ob es jedoch überhaupt einen steigenden Energiebedarf geben wird ist fraglich. In Deutschland wird der Energiebedarf mittelfristig eher nicht steigen, in den neuen Mitgliedstaaten hingegen schon. Bevor nicht zuverlässige Zahlen, Perspektiven und Prognosen vorgelegt werden, sind verbindliche Zielvorgaben nicht zu realisieren.

Der von der Kommission geplante Zeitpunkt ist zu knapp bemessen. Angesichts der zu erwartenden weiteren Verhandlungen bis ins Jahr 2013 dürfte die in Artikel 22 des Richtlinienentwurfs zur Umsetzung genannte Frist im Jahr 2014 liegen.

***Verwirklichung der nationalen Ziele, Berücksichtigung der Bemühungen auf lokaler und regionaler Ebene***

*Nach Artikel 19 und Anhang XIV (1) des Richtlinienentwurfs sollen die Mitgliedstaaten jährlich über die bei der Erfüllung der nationalen Energieeffizienzziele erreichten Fortschritte berichten.*

7. *Welche Instrumente sollten Ihrer Ansicht nach von den Mitgliedstaaten geschaffen werden, um die auf lokaler und regionaler Ebene erzielten Fortschritte zu bewerten? Halten Sie es für erforderlich, regionale Beobachtungsstellen einzurichten?*

*(Antwort hier einfügen)*

Die in Art. 19 des Richtlinienentwurfs vorgeschlagenen Berichtspflichten sind äußerst umfangreich und werden mit einem erheblichen Verwaltungsaufwand verbunden sein. Das Schaffen regionaler Beobachtungsstellen würde den Verwaltungsaufwand und die damit verbundenen Kosten weiter steigern und ist deshalb abzulehnen.

**"Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG"  
[KOM(2011) 370 endg.]**

**Berichterstatter des AdR: Jean-Louis Joseph (FR/SPE)**

<b>Bezeichnung der Behörde:</b>	Bayerische Staatsregierung
<b>Kontaktperson:</b>	Johannes Frik, Bayerisches Staatsministerium für Wirtschaft, Infrastruktur, Verkehr und Technologie
<b>Kontaktdaten (Telefon, E-Mail):</b>	Tel.: +49 (0)89 21622281 E-Mail: Johannes.Frik@STMWIVT.BAYERN.DE

**Gezielte Konsultation im Rahmen des Netzes für Subsidiaritätskontrolle**

**Ergänzende Anmerkungen zur Einhaltung des Subsidiaritätsprinzips:**

Nach dem Subsidiaritätsprinzip wird die Union in den Bereichen, die nicht in ihre ausschließliche Zuständigkeit fallen, nur tätig, sofern und soweit die Ziele der in Betracht gezogenen Maßnahmen von den Mitgliedstaaten weder auf zentraler noch auf regionaler oder lokaler Ebene ausreichend verwirklicht werden können, sondern vielmehr wegen ihres Umfangs oder ihrer Wirkung auf Unionsebene besser zu verwirklichen sind.

Die Kommission führt aus, dass zur Erreichung des Ziels, bis 2020 20 % des Primärenergieverbrauchs der EU einzusparen, ein kollektives Handeln auf EU-Ebene notwendig sei, um eine Koordinierung der Maßnahmen und ein effektiveres Vorgehen zu gewährleisten. Es wird jedoch bestritten, dass dieses Ziel der EU auf Ebene der Mitgliedstaaten nicht ausreichend und auf EU-Ebene durch die konkret vorgeschlagenen Maßnahmen besser verwirklicht werden kann.

Der Richtlinienentwurf schränkt im Gegenteil den Raum für nationale Entscheidungen unangemessen ein.

- Die in Art. 4 festgeschriebene Verpflichtung der öffentlichen Hand, mindestens 3 Prozent der im Eigentum befindlichen Gebäude zu renovieren, verstößt gegen das Subsidiaritätsprinzip. Der bisherige Energieeffizienzstandard des Gebäudebestands wird nicht berücksichtigt. Es wird derjenige bestraft, der bereits energetisch saniert hat. Eine Pflicht zur neuerlichen Sanierung führt zu ökonomisch und ökologisch fragwürdigen Zwangssanierungen in einzelnen Mitgliedstaaten, die sogar aufgrund der dann für andere Bereiche fehlenden Finanzierungsmittel das europäische Einsparziel gefährden könnten. Ein Mehrwert einer derartigen europaweit geltenden Sanierungspflicht im Sinne des Erreichens der gesetzten Energieeinsparziele ist daher nicht zu erkennen.
- Die Pflicht zur Einführung von „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ in Art. 6 verstößt ebenfalls gegen das Subsidiaritätsprinzip. Die Kommission hat festgestellt, dass einige Mitgliedstaaten positive Erfahrungen mit „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ gemacht haben. Folglich können die Mitgliedstaaten diese Instrumente selbst erfolgreich einsetzen. Darüber hinaus ist zu berücksichtigen, dass die einzelnen Energieeffizienzfördersysteme in

den Mitgliedstaaten aufgrund nationaler unterschiedlicher Gegebenheiten stark voneinander abweichen. Die Pflicht zur Einführung von „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ würde bestehende Förderstrukturen empfindlich stören. Da die Mitgliedstaaten aufgrund der unterschiedlichen Gegebenheiten auch unterschiedliche den jeweiligen Gegebenheiten angepasste Fördersysteme entwickelt haben, ist ein echter Mehrwert der Einführung von bestimmten „Energieeffizienzverpflichtungssystemen“ durch die EU nicht zu erkennen.

- Die in Art. 10 vorgeschriebenen Effizienzmaßnahmen bei der Wärme- und Kälteversorgung verstoßen gegen das Subsidiaritätsprinzip. So haben die Mitgliedstaaten nach Art. 10 Abs. 1 die zu entwickelnden Wärme- und Kältepläne in den lokalen und regionalen Entwicklungsplänen einschließlich städtischer und ländlicher Raumordnungspläne zu berücksichtigen und die Auslegungskriterien des Anhangs VII der Richtlinie zu erfüllen. So sind etwa städtische Raumordnungspläne so zu konzipieren, dass neue Wohngebiete oder auch Industrieanlagen anhand der nationalen Wärme- und Kältepläne auszurichten sind. Bei der Ausrichtung neuer Wohngebiete oder auch Industrieanlagen spielen jedoch nicht nur die abstrakte Deckung des Wärmebedarfs eine Rolle, sondern insbesondere lokale und regionale Gegebenheiten, die in dem Vorschlag nicht berücksichtigt werden. Lokale dezentrale Wärmenutzungskonzepte, die vor allem erneuerbare Energien berücksichtigen, können hierdurch kaum noch verwirklicht werden. Ein Mehrwert unionsweiter Vorgaben in diesem Sinne ist daher nicht erkennbar.
- Darüber hinaus verstößt auch die in Art. 10 Abs. 3 vorgeschlagene Verpflichtung, neue Wärmekraftwerke nur noch in Kraft-Wärme-Kopplung (KWK) zu betreiben, gegen das Subsidiaritätsprinzip. So dürfte die notwendige Errichtung flexibler Gaskraftwerke, die zum Ausgleich fluktuierender erneuerbarer Energien benötigt werden, wesentlich erschwert, wenn nicht gar unmöglich gemacht werden. Zwar können die Mitgliedstaaten Ausnahmen bei der Kommission anmelden. Diese bedürfen jedoch erst der ausdrücklichen Billigung durch die Kommission. Ein Mehrwert unionsweiter Vorgaben vor dem Hintergrund des beschleunigten Umbaus unserer Energieversorgung hin zu erneuerbaren Energien ist insoweit nicht zu erkennen. Unionsweite Vorgaben in diesem Sinne gefährden vielmehr die energiepolitischen Ziele der Europäischen Union, der Bundesregierung und der Landesregierung.
- Auch die in Art. 15 vorgesehenen sonstigen Maßnahmen zur Förderung von Energieeffizienz, insbesondere die Teilung von Anreizen zwischen dem Eigentümer und dem Mieter eines Gebäudes verstoßen gegen das Subsidiaritätsprinzip. Durch diese Regelung wird in die mietrechtlichen Vorschriften der Mitgliedstaaten eingegriffen. Eine Regelungskompetenz für dieses Rechtsgebiet hat die EU nicht. Es ist auch nicht erkennbar, dass das Mietrecht auf übergeordneter, europaweiter Ebene besser geregelt werden könnte, als auf der Ebene der Mitgliedstaaten. Im deutschen Mietrecht ist das Verhältnis zwischen Mieter und Vermieter ausgewogen geregelt. Einzelne Eingriffe in dieses System ohne Rücksicht auf die bestehenden Regelungen in anderen Bereichen des Mietrechts, könnten zu einer gravierenden Schieflage

führen. Aufgrund der mitgliedstaatlichen Besonderheiten können Maßnahmen in diesem Bereich auf Unionsebene nicht besser verwirklicht werden.

---

## Deutscher Landkreistag

AUSSCHUSS DER REGIONEN – DIREKTION E – Querschnittspolitiken und Netze



**Fragebogen zu dem  
"Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur  
Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG"  
[KOM(2011) 370 endg.]**

**vorgelegt von Jean-Louis Joseph (FR/SPE) für die Konsultation  
des Netzes für Subsidiaritätskontrolle**

Bitte bis **19. August 2011** ausfüllen und einreichen. Sie können den ausgefüllten Fragebogen direkt auf den Internetseiten des Netzes für Subsidiaritätskontrolle abspeichern (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – bitte zuerst einloggen) oder ihn per E-Mail an die Adresse [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu) einsenden.

<b>Bezeichnung der Behörde:</b>	Deutscher Landkreistag
<b>Kontaktperson:</b>	Friederike Thorstenson
<b>Kontaktdaten (Telefon, E-Mail):</b>	Friederike.Thorstenson@landkreistag.de

**Bitte beantworten Sie folgende Fragen:**

### *Geltungsbereich der Richtlinie*

*Mit dem Richtlinienentwurf wird ein gemeinsamer Rahmen zur Förderung der Energieeffizienz in der Europäischen Union abgesteckt, um zu gewährleisten, dass das Ziel, 20% des Primärenergieverbrauchs bis 2020 einzusparen, erreicht wird, und um den Weg zu mehr Energieeffizienz in der Zeit danach zu bereiten. Die in dem Entwurf festgelegten Regeln betreffen in erster Linie den öffentlichen Sektor und die Energieunternehmen.*

- 1. Sind Sie der Ansicht, dass die endgültige Richtlinie auch für andere Sektoren Bestimmungen über Anforderungen an die Energieeffizienz beinhalten sollte, beispielsweise für den Verkehrssektor oder Unternehmen, die nicht im Energiebereich tätig sind? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*



(Antwort hier einfügen)

### **Sanierung öffentlicher Gebäude**

*Nach Art. 4 Abs. 1 des Richtlinienentwurfs "sorgen die Mitgliedstaaten dafür, dass ab dem 1. Januar 2014 jährlich 3% der gesamten Gebäudefläche, die sich im Eigentum ihrer öffentlichen Einrichtungen befindet, mindestens nach den Mindestanforderungen an die Gesamtenergieeffizienz renoviert werden, die von den betroffenen Mitgliedstaaten gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2010/31/EU festgelegt wurden".<sup>21</sup>*

2. Welche Finanzinstrumente werden Ihrer Ansicht nach benötigt, um dieses Ziel zu erreichen?

Die verbindliche Vorgabe von Sanierungsquoten ist aus Sicht des Deutschen Landkreistages nachdrücklich abzulehnen. Angesichts der schwierigen Finanzlage in vielen Kommunen gerät sie zwangsläufig in Konflikt mit der Erfüllung anderer öffentlicher Aufgaben und greift unverhältnismäßig in der Recht der kommunalen Selbstverwaltung ein, indem sie eine Abwägung mit diesen anderen öffentlichen Zwecken und Aufgaben nicht zulassen. Aufgrund der in Artikel 4 Abs. 2 des Richtlinienentwurfs vorgesehenen Anrechnungsmöglichkeiten ist zudem unklar, ob sich die in Art. 4 Abs. 1 des Richtlinienentwurfs vorgesehene 3%-ige jährliche Sanierungsquote auf einen nationalen, d.h. bundesweiten, Durchschnitt oder auf den Gebäudebestand der jeweiligen öffentlichen Einrichtung beziehen soll. Im letzteren Fall ist die Bundesregierung aufgefordert, den unverhältnismäßigen Eingriff in die kommunale Selbstverwaltung gegenüber den europäischen Institutionen durch ein entsprechendes Abstimmungsverhalten im Rat abzuwehren.

Das Problem lässt sich durch europäische Förderung allein nicht lösen. Statt verbindlicher Vorgaben zu Sanierungsquoten oder für das öffentliche Beschaffungswesen sollten daher ausschließlich Anreize geschaffen werden, die den Kommunen durch den erleichterten Zugang zu Geldern die Erfüllung ehrgeiziger Energiestandards ermöglichen. Dabei sollte bereits heute – über die derzeit geltenden Vorgaben zur Energieeffizienz (in Deutschland EnEV 2009) hinaus – der ab 2019 EU-weit verpflichtende Passivhausstandard gefördert werden. Die Ankündigung, verstärkt Mittel aus Europäischen Fonds für kommunale Energieeffizienzprojekte zur Verfügung zu stellen, ist insoweit grundsätzlich zu begrüßen. Als bloße Umwidmung von bestehenden Mitteln aus den Strukturfonds geht dies jedoch zugleich zulasten anderer Ziele und ist allein nicht ausreichend.

Zu begrüßen ist in diesem Zusammenhang ausdrücklich Artikel 15 Abs. 1 b) des Richtlinienentwurfs. Er dürfte in Deutschland vor allem auf Restriktionen im Rahmen der Kommunalaufsicht abzielen, die es insbesondere Kommunen in Haushaltssicherungskonzepten immer wieder erschweren, mittel- bis langfristig kostensparende Investitionen in einer Verbesserung der Energieeffizienz zu tätigen.

### **Energieleistungsverträge im öffentlichen Sektor**

*In Artikel 14 des Richtlinienentwurfs heißt es, dass die Mitgliedstaaten den Energiedienstleistungsmarkt und den Zugang zu diesem Markt für kleine und mittlere Unternehmen fördern sollen, indem sie unter anderem "Musterverträge für Energieleistungs-*

<sup>21</sup> Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

verträge im öffentlichen Sektor bereitstellen; diese enthalten mindestens die in Anhang XIII aufgeführten Punkte"<sup>22</sup>.

Gleichzeitig wird im Richtlinienentwurf eingeräumt, dass es "rechtliche und sonstige Hemmnisse für die Nutzung von Energieleistungsverträgen und anderen Drittfinanzierungen für das Erzielen von Energieeinsparungen" gibt. "Dazu gehören Rechnungslegungsvorschriften und -praktiken, die verhindern, dass Kapitalinvestitionen und jährliche finanzielle Einsparungen infolge von Energieeffizienzverbesserungsmaßnahmen adäquat über die gesamte Laufzeit der Investition ausgewiesen werden." (Erwägungsgrund 32 des Richtlinienentwurfs).

3. Glauben Sie, dass die Mitgliedstaaten durch die einschlägigen Bestimmungen in der Lage sein werden, die oben genannten Hemmnisse abzubauen und Energieleistungsverträge einzuführen, insbesondere bezüglich des öffentlichen Beschaffungswesens? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.

(Antwort hier einfügen)

#### **Verbrauchserfassung und informative Abrechnung**

Artikel 8 und Anhang VI des Richtlinienentwurfs enthalten detaillierte Anforderungen an die Erfassung und Abrechnung des Energieverbrauchs. Die Mitgliedstaaten sollen unter anderem gewährleisten, dass Fernwärmekunden individuelle Zähler erhalten (Art. 8 Abs.1).

4. Tragen diese Bestimmungen Ihrer Ansicht nach den spezifischen lokalen und/oder regionalen sozioökonomischen und technischen Bedingungen in angemessener Weise Rechnung?

(Antwort hier einfügen)

#### **Die nationalen Wärme- und Kältepläne und ihre Auswirkungen auf lokaler und regionaler Ebene**

Nach Artikel 10 Absatz 1 sollen die Mitgliedstaaten "einen nationalen Wärme- und Kälteplan für den Ausbau des Potenzials für die Anwendung der hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplung und der effizienten Fernwärme und Fernkälte" erstellen und ihn der Kommission mitteilen.

22

##### **Mindestelemente von Energieleistungsverträgen mit dem öffentlichen Sektor**

- Klare und transparente Aufstellung der durchzuführenden Effizienzmaßnahmen.
- Mittels Durchführung der Vertragsmaßnahmen zu erzielende garantierte Einsparungen.
- Vertragslaufzeit und -zwischenziele, Kündigungsbedingungen und -fristen.
- Klare und transparente Aufstellung der Verpflichtungen jeder Vertragspartei.
- Für die Ermittlung der erzielten Einsparungen maßgebliche(s) Datum/Daten.
- Klare und transparente Aufstellung der zur Durchführung einer Maßnahme zu unternehmenden Schritte und der entsprechenden Kosten.
- Verpflichtung zur vollständigen Durchführung der Vertragsmaßnahmen und Dokumentation aller im Laufe des Projekts vorgenommenen Änderungen.
- Vorschriften zur Einbeziehung Dritter (Unterauftragsvergabe).
- Klare und transparente Angabe der finanziellen Implikationen des Projekts und Aufteilung der erzielten monetären Einsparungen zwischen den Parteien (einschl. Bezahlung des Dienstleisters).
- Klare und transparente Bestimmungen zur Messung und Überprüfung der erzielten garantierten Einsparungen, Qualitätskontrollen und Garantien.
- Bestimmungen zur Klärung des Verfahrens zum Umgang mit sich wandelnden Rahmenbedingungen, die den Vertragsinhalt und das Vertragsergebnis berühren (d. h. sich ändernde Energiepreise, Nutzungsintensität der Anlage).
- Detaillierte Informationen zu den Verpflichtungen jeder Vertragspartei.

*Diese nationalen Wärme- und Kältepläne müssen "in den lokalen und regionalen Entwicklungsplänen, einschließlich städtischer und ländlicher Raumordnungspläne, berücksichtigt werden".*

*Des Weiteren enthält Anhang VII (3) des Richtlinienentwurfs detaillierte Anforderungen an die Konzipierung der Raumordnungspläne.<sup>23</sup>*

*Schließlich stellen die Mitgliedstaaten "sicher, dass die nationalen Rechtsvorschriften, die die städtische und ländliche Raumplanung betreffen, an die Genehmigungskriterien gemäß [Artikel 10] Absatz 3 angepasst werden und den nationalen Wärme- und Kälteplänen gemäß [Artikel 10] Absatz 1 entsprechen."*

5. *Ist die Festlegung dieser Anforderungen auf EU-Ebene Ihrer Ansicht nach notwendig, um die angestrebten Ziele zu verwirklichen (Förderung der Energieeffizienz bei der Erzeugung von Wärme und Kälte, um bis 2020 20% der Primärenergie einzusparen), oder denken Sie, dass nationale, regionale und/oder lokale Verordnungen zur städtischen und/oder ländlichen Raumplanung in dieser Hinsicht ausreichend sind bzw. wären? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*

*(Antwort hier einfügen)*

#### ***Verbindliche nationale Ziele/Verwirklichung der 20-20-20-Ziele***

*Im Richtlinienentwurf werden die Mitgliedstaaten aufgefordert, nationale Energieeffizienzziele, -systeme und -programme festzulegen. Die Entscheidung, ob diese Ziele in ihrem Hoheitsgebiet verbindlich sein oder als Richtschnur dienen sollten, bleibt ihnen überlassen.*

*In einem zweiten Schritt sollen 2014 diese Ziele und die Anstrengungen der einzelnen Mitgliedstaaten neben Daten über die erzielten Fortschritte von der Kommission evaluiert werden, um die Wahrscheinlichkeit des Erreichens des Gesamtziels der Union zu bewerten und zu prüfen, inwiefern die Einzelanstrengungen ausreichen, um das gemeinsame Ziel zu erreichen.*

*Falls diese Bewertung zeigt, dass das Gesamtziel der Union voraussichtlich nicht erreicht wird, sollte die Kommission verbindliche nationale Ziele für 2020 vorschlagen (Artikel 3 und Erwägungsgrund 13 des Richtlinienentwurfs).*

6. *Halten Sie es für möglich, verbindliche nationale Ziele festzulegen? Wenn ja, mit welcher Frist?*  
*Wie schätzen Sie den von der Kommission geplanten Zeitpunkt (2014) für die Bewertung der nationalen Energieeffizienzziele ein?*

23

#### **Städtische Raumordnungspläne sind so zu konzipieren, dass**

- die Standorte neuer Wärmekraftwerke und Abwärme erzeugender Industrieanlagen so liegen, dass die verfügbare Abwärme im größtmöglichen Umfang zur Deckung bestehenden oder prognostizierten Wärme- oder Kältebedarfs rückgewonnen wird;
- die Standorte neuer Wohngebiete oder neuer Industrieanlagen, die beim Produktionsprozess Wärme verbrauchen, so liegen, dass ihr Wärmebedarf im größtmöglichen Umfang durch die in den nationalen Wärme- und Kälteplänen ausgewiesene verfügbare Abwärme gedeckt wird. Um eine optimale Abstimmung zwischen dem Wärme- und Kältebedarf und dem Wärme- und Kälteangebot zu gewährleisten, begünstigen die Raumordnungspläne die Ansiedelung einer Reihe von Industrieanlagen am gleichen Standort;
- Wärmekraftwerke, Abwärme erzeugende Industrieanlagen, Abfallverbrennungsanlagen und andere Anlagen zur Energiegewinnung aus Abfällen an das lokale Fernwärme- oder -kältenetz angeschlossen sind;
- Wohngebiete und Industrieanlagen, die beim Produktionsprozess Wärme verbrauchen, an das lokale Fernwärme- oder -kältenetz angeschlossen sind.

(Antwort hier einfügen)

**Verwirklichung der nationalen Ziele, Berücksichtigung der Bemühungen auf lokaler und regionaler Ebene**

*Nach Artikel 19 und Anhang XIV (1) des Richtlinienentwurfs sollen die Mitgliedstaaten jährlich über die bei der Erfüllung der nationalen Energieeffizienzziele erreichten Fortschritte berichten.*

7. *Welche Instrumente sollten Ihrer Ansicht nach von den Mitgliedstaaten geschaffen werden, um die auf lokaler und regionaler Ebene erzielten Fortschritte zu bewerten? Halten Sie es für erforderlich, regionale Beobachtungsstellen einzurichten?*

(Antwort hier einfügen)

## Stadt Augsburg

AUSSCHUSS DER REGIONEN – DIREKTION E – Querschnittpolitiken und Netze



**Fragebogen zu dem  
"Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur  
Energieeffizienz und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG"  
[KOM(2011) 370 endg.]**

**vorgelegt von Jean-Louis Joseph (FR/SPE) für die Konsultation  
des Netzes für Subsidiaritätskontrolle**

Bitte bis **19. August 2011** ausfüllen und einreichen. Sie können den ausgefüllten Fragebogen direkt auf den Internetseiten des Netzes für Subsidiaritätskontrolle abspeichern (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – bitte zuerst einloggen) oder ihn per E-Mail an die Adresse [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu) einsenden.

<b>Bezeichnung der Behörde:</b>	Stadt Augsburg
<b>Kontaktperson:</b>	Referat 2, Herr Rainer Schaal
<b>Kontaktdaten (Telefon, E-Mail):</b>	0821 / 324-4801; umweltreferat@augzburg.de

**Bitte beantworten Sie folgende Fragen:**

### *Geltungsbereich der Richtlinie*

*Mit dem Richtlinienentwurf wird ein gemeinsamer Rahmen zur Förderung der Energieeffizienz in der Europäischen Union abgesteckt, um zu gewährleisten, dass das Ziel, 20% des Primärenergieverbrauchs bis 2020 einzusparen, erreicht wird, und um den Weg zu mehr Energieeffizienz in der Zeit danach zu bereiten. Die in dem Entwurf festgelegten Regeln betreffen in erster Linie den öffentlichen Sektor und die Energieunternehmen.*

- 1. Sind Sie der Ansicht, dass die endgültige Richtlinie auch für andere Sektoren Bestimmungen über Anforderungen an die Energieeffizienz beinhalten sollte, beispielsweise für den Verkehrssektor oder Unternehmen, die nicht im Energiebereich tätig sind? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*

(Antwort hier einfügen)

### **Sanierung öffentlicher Gebäude**

Nach Art. 4 Abs. 1 des Richtlinienentwurfs "sorgen die Mitgliedstaaten dafür, dass ab dem 1. Januar 2014 jährlich 3% der gesamten Gebäudefläche, die sich im Eigentum ihrer öffentlichen Einrichtungen befindet, mindestens nach den Mindestanforderungen an die Gesamtenergieeffizienz renoviert werden, die von den betroffenen Mitgliedstaaten gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2010/31/EU festgelegt wurden".<sup>24</sup>

2. Welche Finanzinstrumente werden Ihrer Ansicht nach benötigt, um dieses Ziel zu erreichen?

In erster Linie ist eine staatliche Förderung notwendig, um Sanierungsstau im Bereich des öffentlichen Gebäudebestandes abzubauen. Finanzinstrumente in Form von nicht rückzahlbaren Geldern, zinsgünstigen Krediten als Investitionsanreiz. Auch alternative Finanzierungsmodelle müssen zur Anwendung kommen, wie Contracting oder Public Private Partnership um ohne vorhergehende Kapitalkosten energetisch zu sanieren.

### **Energieleistungsverträge im öffentlichen Sektor**

In Artikel 14 des Richtlinienentwurfs heißt es, dass die Mitgliedstaaten den Energiedienstleistungsmarkt und den Zugang zu diesem Markt für kleine und mittlere Unternehmen fördern sollen, indem sie unter anderem "Musterverträge für Energieleistungsverträge im öffentlichen Sektor bereitstellen; diese enthalten mindestens die in Anhang XIII aufgeführten Punkte"<sup>25</sup>.

Gleichzeitig wird im Richtlinienentwurf eingeräumt, dass es "rechtliche und sonstige Hemmnisse für die Nutzung von Energieleistungsverträgen und anderen Drittfinanzierungen für das Erzielen von Energieeinsparungen" gibt. "Dazu gehören Rechnungslegungsvorschriften und -praktiken, die verhindern, dass Kapitalinvestitionen und jährliche finanzielle Einsparungen infolge von Energieeffizienzverbesserungsmaßnahmen adäquat über die gesamte Laufzeit der Investition ausgewiesen werden." (Erwägungsgrund 32 des Richtlinienentwurfs).

3. Glauben Sie, dass die Mitgliedstaaten durch die einschlägigen Bestimmungen in der

<sup>24</sup> Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

<sup>25</sup>

#### **Mindestelemente von Energieleistungsverträgen mit dem öffentlichen Sektor**

- Klare und transparente Aufstellung der durchzuführenden Effizienzmaßnahmen.
- Mittels Durchführung der Vertragsmaßnahmen zu erzielende garantierte Einsparungen.
- Vertragslaufzeit und -zwischenziele, Kündigungsbedingungen und -fristen.
- Klare und transparente Aufstellung der Verpflichtungen jeder Vertragspartei.
- Für die Ermittlung der erzielten Einsparungen maßgebliche(s) Datum/Daten.
- Klare und transparente Aufstellung der zur Durchführung einer Maßnahme zu unternehmenden Schritte und der entsprechenden Kosten.
- Verpflichtung zur vollständigen Durchführung der Vertragsmaßnahmen und Dokumentation aller im Laufe des Projekts vorgenommenen Änderungen.
- Vorschriften zur Einbeziehung Dritter (Unterauftragsvergabe).
- Klare und transparente Angabe der finanziellen Implikationen des Projekts und Aufteilung der erzielten monetären Einsparungen zwischen den Parteien (einschl. Bezahlung des Dienstleisters).
- Klare und transparente Bestimmungen zur Messung und Überprüfung der erzielten garantierten Einsparungen, Qualitätskontrollen und Garantien.
- Bestimmungen zur Klärung des Verfahrens zum Umgang mit sich wandelnden Rahmenbedingungen, die den Vertragsinhalt und das Vertragsergebnis berühren (d. h. sich ändernde Energiepreise, Nutzungsintensität der Anlage).
- Detaillierte Informationen zu den Verpflichtungen jeder Vertragspartei.

*Lage sein werden, die oben genannten Hemmnisse abzubauen und Energieleistungsverträge einzuführen, insbesondere bezüglich des öffentlichen Beschaffungswesens? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*

Diese Frage kann mit „Ja“ beantwortet werden. Allerdings ist zu berücksichtigen, dass die jeweilige Einkaufsstrategie von vielen verschiedenen, weiteren Kriterien beeinflusst wird und für die Erreichung bestimmter (Strategischer Einkaufs-) Ziele verantwortlich sind. Entscheidend ist, dass entsprechende Kennzahlen die auch messbar sind, im Rahmen des Einkaufscontrollings, ergänzend zu einer detaillierten und ausführlichen Vertragsgestaltung, definiert werden und später auch Anwendung finden. (z. B. im Rahmen von Benchmarking).

#### ***Verbrauchserfassung und informative Abrechnung***

*Artikel 8 und Anhang VI des Richtlinienentwurfs enthalten detaillierte Anforderungen an die Erfassung und Abrechnung des Energieverbrauchs. Die Mitgliedstaaten sollen unter anderem gewährleisten, dass Fernwärmekunden individuelle Zähler erhalten (Art. 8 Abs.1).*

4. *Tragen diese Bestimmungen Ihrer Ansicht nach den spezifischen lokalen und/oder regionalen sozioökonomischen und technischen Bedingungen in angemessener Weise Rechnung?*

Im Fernwärmeversorgungsgebiet der Stadtwerke Augsburg werden Verbräuche mit Wärmemengenzählern gebäudeweise erfasst. Eine wohnungsweise Messung wird nur in wenigen Einzelfällen realisiert. Wohnungen werden über Heizkostenverteilungssysteme abgerechnet. Wohnungen grundsätzlich über Einzelmessungen abzurechnen, würde die Kosten für die Heizungsanlagen wesentlich erhöhen und somit die Marktfähigkeit von Fernwärme und somit die Anwendung energieeffizienter Heizungsanlagen verschlechtern.

#### ***Die nationalen Wärme- und Kältepläne und ihre Auswirkungen auf lokaler und regionaler Ebene***

*Nach Artikel 10 Absatz 1 sollen die Mitgliedstaaten "einen nationalen Wärme- und Kälteplan für den Ausbau des Potenzials für die Anwendung der hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplung und der effizienten Fernwärme und Fernkälte" erstellen und ihn der Kommission mitteilen.*

*Diese nationalen Wärme- und Kältepläne müssen "in den lokalen und regionalen Entwicklungsplänen, einschließlich städtischer und ländlicher Raumordnungspläne, berücksichtigt werden".*

*Des Weiteren enthält Anhang VII (3) des Richtlinienentwurfs detaillierte Anforderungen an die Konzipierung der Raumordnungspläne.<sup>26</sup>*

26

#### **Städtische Raumordnungspläne sind so zu konzipieren, dass**

- a) die Standorte neuer Wärmekraftwerke und Abwärme erzeugender Industrieanlagen so liegen, dass die verfügbare Abwärme im größtmöglichen Umfang zur Deckung bestehenden oder prognostizierten Wärme- oder Kältebedarfs rückgewonnen wird;
- b) die Standorte neuer Wohngebiete oder neuer Industrieanlagen, die beim Produktionsprozess Wärme verbrauchen, so liegen, dass ihr Wärmebedarf im größtmöglichen Umfang durch die in den nationalen Wärme- und Kälteplänen ausgewiesene verfügbare Abwärme gedeckt wird. Um eine optimale Abstimmung zwischen dem Wärme- und Kältebedarf und dem Wärme- und Kälteangebot zu gewährleisten, begünstigen die Raumordnungspläne die Ansiedelung einer Reihe von Industrieanlagen am gleichen Standort;
- c) Wärmekraftwerke, Abwärme erzeugende Industrieanlagen, Abfallverbrennungsanlagen und andere Anlagen zur Energiegewinnung aus Abfällen an das lokale Fernwärme- oder -kältenetz angeschlossen sind;

*Schließlich stellen die Mitgliedstaaten "sicher, dass die nationalen Rechtsvorschriften, die die städtische und ländliche Raumplanung betreffen, an die Genehmigungskriterien gemäß [Artikel 10] Absatz 3 angepasst werden und den nationalen Wärme- und Kälteplänen gemäß [Artikel 10] Absatz 1 entsprechen."*

5. *Ist die Festlegung dieser Anforderungen auf EU-Ebene Ihrer Ansicht nach notwendig, um die angestrebten Ziele zu verwirklichen (Förderung der Energieeffizienz bei der Erzeugung von Wärme und Kälte, um bis 2020 20% der Primärenergie einzusparen), oder denken Sie, dass nationale, regionale und/oder lokale Verordnungen zur städtischen und/oder ländlichen Raumplanung in dieser Hinsicht ausreichend sind bzw. wären? Bitte erläutern Sie Ihre Antwort.*

Die Erstellung nationaler Wärme- und Kältepläne (Pläne im Sinne technischer Planung) ist sinnvoll nicht möglich, weil derartige Pläne nur mit regionalen Detailkenntnissen erstellt werden können. Allgemein gültige Festlegungen, wie in Anhang VIII, die eine Standortwahl nur von den Parametern Entfernung, Leistung und Arbeit abhängig machen, sind zu starr. Hier gibt es wesentlich mehr Einflussfaktoren die zu berücksichtigen sind. Trotzdem sind nationale, regionale und lokale Verordnungen erforderlich, um Wärme und Kälte energieeffizient erzeugen und verteilen zu können. Bei sinkendem Wärmebedarf und steigenden Verteilungskosten, können großflächige Areale, unter wirtschaftlichen Gesichtspunkten, nur noch dann mit energieeffizienter Fernwärme und -kälte erschlossen werden, wenn Anschluss- und Benutzungspflicht verordnet wird. Hier wären nationale Vorgaben erforderlich, auf die sich die Regionen und Städte berufen können.

#### ***Verbindliche nationale Ziele/Verwirklichung der 20-20-20-Ziele***

*Im Richtlinienentwurf werden die Mitgliedstaaten aufgefordert, nationale Energieeffizienzziele, -systeme und -programme festzulegen. Die Entscheidung, ob diese Ziele in ihrem Hoheitsgebiet verbindlich sein oder als Richtschnur dienen sollten, bleibt ihnen überlassen.*

*In einem zweiten Schritt sollen 2014 diese Ziele und die Anstrengungen der einzelnen Mitgliedstaaten neben Daten über die erzielten Fortschritte von der Kommission evaluiert werden, um die Wahrscheinlichkeit des Erreichens des Gesamtziels der Union zu bewerten und zu prüfen, inwiefern die Einzelanstrengungen ausreichen, um das gemeinsame Ziel zu erreichen.*

*Falls diese Bewertung zeigt, dass das Gesamtziel der Union voraussichtlich nicht erreicht wird, sollte die Kommission verbindliche nationale Ziele für 2020 vorschlagen (Artikel 3 und Erwägungsgrund 13 des Richtlinienentwurfs).*

6. *Halten Sie es für möglich, verbindliche nationale Ziele festzulegen? Wenn ja, mit welcher Frist?  
Wie schätzen Sie den von der Kommission geplanten Zeitpunkt (2014) für die Bewertung der nationalen Energieeffizienzziele ein?*

*(Antwort hier einfügen)*

---

d) Wohngebiete und Industrieanlagen, die beim Produktionsprozess Wärme verbrauchen, an das lokale Fernwärme- oder -kältenetz angeschlossen sind.



***Verwirklichung der nationalen Ziele, Berücksichtigung der Bemühungen auf lokaler und regionaler Ebene***

*Nach Artikel 19 und Anhang XIV (1) des Richtlinienentwurfs sollen die Mitgliedstaaten jährlich über die bei der Erfüllung der nationalen Energieeffizienzziele erreichten Fortschritte berichten.*

7. *Welche Instrumente sollten Ihrer Ansicht nach von den Mitgliedstaaten geschaffen werden, um die auf lokaler und regionaler Ebene erzielten Fortschritte zu bewerten? Halten Sie es für erforderlich, regionale Beobachtungsstellen einzurichten?*

*(Antwort hier einfügen)*

## **REGION OF ATTIKI**

COMMITTEE OF THE REGIONS  
DIRECTORATE E – Horizontal Policies and Networks, Unit 2 – Subsidiarity Network  
DIRECTORATE C – Consultative Works - ENVE Commission



**Questionnaire on the  
Proposal for a Directive of the European Parliament and the Council on Energy  
Efficiency and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC  
[COM(2011) 370 final]**

**Submitted by Mr Jean-Louis Joseph (FR/PES) for consultation  
of the Subsidiarity Monitoring Network**

Please complete and submit by **19 August 2011**. You can upload the completed questionnaire directly on to the Subsidiarity Monitoring Network webpage (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – remember to log in). Alternatively, you can send it by email to [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Name of the Authority:</b>	REGION OF ATTIKI
<b>Contact person:</b>	EFFROSYNI KALOEIDA
<b>Contact details (phone, email):</b>	+30 2106914145 gperatt@patt.gov.gr +30 2132063505 efrosini.kaloeida@patt.gov.gr

**Please answer the following questions:**

### ***Scope of the Directive***

*The proposed Directive establishes a common framework for promoting energy efficiency in the European Union to ensure the target of 20% primary energy savings by 2020 is met and to pave the way for further energy efficiency afterwards. It lays down rules which primarily concern the public sector and energy companies.*

- 1. Do you think that the final Directive should include provisions containing energy efficiency requirements for other sectors, such as transport and companies not working in the energy field? Please explain your answer.*

*Yes for transport and companies such as shopping centres- malls.*

- Energy consumption in the transport sector depends almost exclusively on imported fossil fuel. The sector is forecast to grow more rapidly than any other up to 2020 and beyond. And the sector is crucial to the functioning of the whole economy. The importance, and the vulnerability of the transport sector require that action is taken rapidly to reduce its malign contribution to sustainability and the insecurity of Europe's energy supply.*

*Under the Directive 2003/30/EC of 8 May 2003 on the promotion of the use of biofuels or other renewable fuels for transport, Europe established the goal of reaching a 5,75% share of renewable energy in the transport sector by 2010.*

- *Solar Heating and Cooling for malls.*
- *Marine-transport. Biofuels*

### **Renovation of public buildings**

*Under Article 4(1) of the draft Directive, "(...) Member States shall ensure that as from 1 January 2014, 3% of the total floor area owned by their public bodies is renovated each year to meet at least the minimum energy performance requirements set by the Member State concerned in application of Article 4 of Directive 2010/31/EU".<sup>27</sup>*

2. *In your opinion, which financial instruments are needed in order to achieve this objective?*

*The Region of Attica welcomes the strong emphasis placed by the European Commission on energy refurbishments of buildings in its two recent communications, the Roadmap for moving to a low carbon economy 2050 and the Energy Efficiency Plan 2011. Buildings take up about 40% of all energy used in the EU and-as is argued by the commission- even a dramatic 90% reduction in the CO2 of the sector is possible by 2050 at very low costs. The cost of energy refurbishments is in fact generally considerably lower than the concomitant saving in energy bills. As the energy performance companies (ESCOs) offering this service can tap into the future energy savings as their source of income, while largely covering the necessary upfront costs. For ESCOs in turn to have necessary funding available, financial instruments such as Cohesion Policy Funds has to be used more efficiently. The level of funding for energy refurbishments will need to be considerably increased by all the EU institutions concerned, including European Investment Bank*

### **Energy performance contracting in the public sector**

*Under Article 14 of the draft Directive, Member States are to promote the energy services*

27

Directive on the energy efficiency of buildings

28

#### **Minimum items to be included in energy performance contracts with the public sector**

- Clear and transparent list of the efficiency measures to be implemented
- Guaranteed savings to be achieved by implementing the measures of the contract.
- Duration and milestones of the contract, terms and period of notice.
- Clear and transparent list of the obligations of each contracting party.
- Reference date(s) to establish achieved savings.
- Clear and transparent list of steps to be performed to implement a measure and associated costs.
- Obligation to fully implement the measures in the contract and documentation of all changes made during the project.
- Regulations specifying the inclusion of third parties (subcontracting).
- Clear and transparent display of financial implications of the project and distribution of the share of both parties in the monetary savings achieved (i.e. remuneration of the service provider).
- Clear and transparent provisions on measurement and verification of the guaranteed savings achieved, quality checks and guarantees.
- Provisions clarifying the procedure to deal with changing framework conditions that affect the content and the outcome of the contract (i.e. changing

market and access for small and medium-sized enterprises to this market by, inter alia, "providing model contracts for energy performance contracting in the public sector; these shall at least include the items listed in Annex XIII".<sup>28</sup>

At the same time, the draft Directive recognises the existence of "regulatory and non-regulatory barriers to the use of energy performance contracting and other third-party financing arrangements for energy savings. These include accounting rules and practices that prevent capital investments and annual financial savings resulting from energy efficiency improvement measures from being adequately reflected in the accounts for the whole life of the investment." (recital 32 of the draft Directive).

3. Do you believe that the relevant provisions will allow Member States to overcome the above-mentioned barriers and implement energy performance contracting, particularly regarding public purchase offers? Please explain your answer.

For Regions like Attica the stakes are high. Better delivery of services is critical to the well-being and economic potential of their inhabitants-and to economic growth more generally. Better use of the funds spent on energy services is critical to fiscal viability. Local Governments seeking to recover from indebtedness, and to avoid it in the future, need to ensure that projects increase productivity and are financially sustainable. Public sector contracting, however, is not new. It has been going on for centuries. The Public Sector does not think of making pencils. It buys them.

#### **Metering and informative billing**

Article 8 and Annex VI of the draft Directive contain detailed requirements for metering and billing of energy consumption. Member States are to ensure, inter alia, that final customers for district heating are provided with individual meters (Article 8(1)).

4. In your opinion, do these provisions allow for sufficient consideration of specific local and/or regional socio-economic and technical conditions?

To promote awareness of domestic energy use through a requirement on energy suppliers to present consumption data on consumers' energy bills to allow them to compare different periods of energy consumption;

To promote awareness of domestic energy use through a requirement to provide certain customers with real time information so that they can see in real time, and in a way that is relevant to them, how much energy they are consuming and what is the cost; and

To ensure that business customers in those sectors of the market where it was cost effective would receive smart meters over the next five years.

#### **National heating and cooling plans and their implications for the local and regional levels**

Under Article 10(1) of the draft Directive, "Member States shall establish and notify to the Commission a national heating and cooling plan for developing the potential for the application of high efficiency cogeneration and efficient district heating and cooling (...)." These national heating and cooling plans have to be "taken into account in local and regional development plans, including urban and rural spatial plans".

Moreover, Annex VII (3) of the draft Directive contains concrete requirements for urban

---

energy prices, use intensity of an installation).

• Detailed information on the obligations of each of the contracting parties.

*spatial plans.*<sup>29</sup>

*Finally, "Member States shall ensure that national regulations on urban and rural spatial planning are adapted to the authorisation criteria referred to in [Article 10] paragraph 3 and are in line with the national heating and cooling plans referred to in [Article 10] paragraph 1."*

5. *In your opinion, is the setting of these requirements at EU level necessary in order to achieve the intended objectives (promoting energy efficiency in heating and cooling in order to achieve 20% primary energy savings by 2020), or do you believe that central, regional and/or local regulations on urban and/or rural spatial planning are or would be sufficient in this regard? Please explain your answer.*

*(insert answer)*

***Binding national objectives/achievement of 20/20/20 objectives***

*The draft Directive requires Member States to set national energy efficiency targets, schemes and programmes. It is for them to decide whether these targets should be binding or indicative in their territory.*

*In a second stage, in 2014, these targets and the individual efforts of each Member State will be evaluated by the Commission, alongside data on the progress made, to assess the likelihood of achieving the overall Union target and the extent to which the individual efforts are sufficient to meet the common goal.*

*If this assessment shows that the overall Union target is unlikely to be achieved, then the Commission should propose mandatory national targets for 2020 (Article 3 and recital 13 of the draft Directive).*

6. *Do you consider it possible to establish binding national objectives? If yes, with what deadline?*

*How do you view the Commission's time schedule (2014) for the evaluation of Member States' national energy efficiency targets?*

*(insert answer)*

***Achievement of national objectives, consideration of local and regional efforts***

*Under Article 19 and Annex XIV (1) of the draft Directive, Member States are to report annually on the progress achieved towards national energy efficiency targets.*

29

**Urban spatial plans shall be designed to ensure that:**

- a) new thermal electricity generation installations and industrial plants producing waste heat are located in sites where a maximum amount of the available waste heat will be recovered to meet existing or forecasted heat and cooling demand;
- b) new residential zones or new industrial plants which consume heat in their production processes are located in sites where a maximum amount of their heat demand will be met by the available waste heat, as identified in national heating and cooling plans. To ensure an optimal matching between demand and supply for heat and cooling, spatial plans shall favour the clustering of a number of industrial plants in the same location;
- c) thermal electricity generating installations, industrial plants producing waste heat, waste incineration plants and other waste-to-energy plants are connected to the local district heating or cooling network;
- d) residential zones and industrial plants which consume heat in their production processes are connected to the local district heating or cooling network.

7. *In your opinion, what tools should be established by Member States in order to evaluate the progress achieved at local and regional level? Do you see a need to establish regional observatories?*

*However some important issues relevant to local and regional authorities still remain open in the strategy, concerning the need for differentiated targets at the territorial level, the need for indicators going beyond GDP, the actual role of the local and regional authorities in the design and implementation of the new strategy, the relationships between Europe 2020, cohesion policy and the EU budget and the need to communicate the new strategy to all citizens.*

*From the European Cluster observatory experience let's establish the regional observatory!*

# **Assemblea legislativa Regione Emilia-Romagna**

*Atti assembleari*

IX LEGISLATURA

*Commissioni*

---

DOCUMENTI - PROGETTI DI LEGGE E DI REGOLAMENTO - PROVVEDIMENTI E RELAZIONI DI COMPETENZA DELL'ASSEMBLEA LEGISLATIVA

---

REGIONE EMILIA-ROMAGNA

IX LEGISLATURA

ASSEMBLEA LEGISLATIVA

---

OGGETTO 1660

I COMMISSIONE PERMANENTE

"BILANCIO AFFARI GENERALI ED ISTITUZIONALI"

**RISOLUZIONE SULLA PROPOSTA DI DIRETTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO E DEL CONSIGLIO SULL'EFFICIENZA ENERGETICA E CHE ABROGA LE DIRETTIVE 2004/8/CE E 2006/32/CE – COM (2011) 370 DEFINITIVO DEL 22 GIUGNO 2011. OSSERVAZIONI DELL'ASSEMBLEA LEGISLATIVA DELLA REGIONE EMILIA-ROMAGNA AI SENSI DELL'ARTICOLO 5, COMMA 3, DELLA LEGGE N. 11 DEL 2005 E CONTROLLO DI SUSSIDIARIETÀ**

Approvata dalla I Commissione assembleare "Bilancio Affari generali ed istituzionali" nella seduta del 21 luglio 2011

OGGETTO: Risoluzione sulla Proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio sull'efficienza energetica e che abroga le direttive 2004/8/CE e 2006/32/CE - COM(2011) 370 definitivo del 22 giugno 2011. Osservazioni dell'Assemblea legislativa della Regione Emilia-Romagna ai sensi dell'articolo 5, comma 3, della legge n. 11 del 2005 e controllo di sussidiarietà.

## RISOLUZIONE

### La I Commissione "Bilancio Affari generali ed istituzionali" dell'Assemblea legislativa della Regione Emilia - Romagna

**Visto** l'articolo 38, comma 4, del Regolamento interno dell'Assemblea legislativa e la legge regionale 28 luglio 2008, n. 16, in particolare gli articoli 3, 4, 6 e 7;

**Visto** l'articolo 5, comma 3, della legge n. 11 del 2005;

**Visto** l'articolo 5 del Trattato sull'Unione europea (TUE) e il Protocollo n. 2 sull'applicazione dei principi di sussidiarietà e proporzionalità allegato al Trattato sull'Unione europea e al Trattato sul funzionamento dell'Unione europea;

**Vista** la Risoluzione dell'Assemblea legislativaogg. 1434 dell'8 giugno 2011 contenente "Indirizzi relativi alla partecipazione della Regione Emilia - Romagna alla fase ascendente e discendente del diritto dell'Unione europea - Sessione comunitaria 2011", in particolare le lettere m), n), o), v);

**Vista** la lettera del Presidente dell'Assemblea legislativa (prot. n. 22574 del 7 luglio 2011);

**Vista** la Proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio sull'efficienza energetica e che abroga le direttive 2004/8/CE e 2006/32/CE - COM(2011) 370 definitivo del 22 giugno 2011;

**Visto** l'articolo 194 del Trattato sul funzionamento dell'Unione europea (TFUE);

**Visto** il questionario fornito dall'Unità sussidiarietà del Comitato delle regioni per l'esame della citata proposta di direttiva nell'ambito delle attività del Network sussidiarietà di cui l'Assemblea legislativa fa parte;

**Viste** le risposte al suddetto questionario, come predisposte nell'ambito del gruppo di lavoro interdirezionale sulla fase ascendente Giunta-Assemblea con il



supporto tecnico delle competenti Direzioni generali della Giunta, che costituiscono parte integrante e sostanziale del presente atto;

**Visto** il parere reso dalla III Commissione "Territorio, Ambiente, Mobilità" nella seduta del 21 luglio 2011 (prot. n. 24384 del 21 luglio 2011);

**Visto** il parere reso dalla II Commissione "Politiche economiche" nella seduta del 21 luglio 2011 (prot. n. 24401 del 22 luglio 2011);

**Considerato** che l'entrata in vigore del Trattato di Lisbona il 1° dicembre 2009 ha rafforzato il ruolo regionale nel processo decisionale dell'Unione europea, introducendo, con il Protocollo n. 2 ad esso allegato, il coinvolgimento delle Assemblee legislative regionali nel controllo della sussidiarietà in collaborazione con i rispettivi Parlamenti nazionali nell'ambito del cd. "*early warning system*";

**Considerato** che la citata proposta di direttiva sull'efficienza energetica è uno degli atti segnalati nell'ambito della sessione comunitaria 2011 sui quali l'Assemblea e la Giunta regionale si sono impegnate a valutare, al momento della effettiva presentazione, l'opportunità di inviare osservazioni al Governo ai sensi della legge n. 11 del 2005, articolo 5, comma 3, per gli aspetti di competenza regionale, oltre all'eventuale esame della sussidiarietà delle proposte legislative da parte dell'Assemblea;

**Considerato** infine che la proposta di direttiva sull'efficienza energetica è una delle priorità strategiche del Programma di lavoro della Commissione europea per il 2011 e costituisce una tappa fondamentale dell'azione dell'Unione europea in materia di risparmio energetico e che il risparmio, entro il 2020, del 20% di energia primaria, è uno dei cinque obiettivi della strategia Europa 2020 per una crescita intelligente, sostenibile ed inclusiva;

**Si esprime in senso favorevole** rilevando quanto segue:

- a) la base giuridica appare correttamente individuata nell'articolo 194 TFUE;
- b) la proposta di direttiva appare conforme al principio di sussidiarietà e proporzionalità come definito dall'articolo 5, paragrafi 3 e 4 del TUE;
- c) per quanto attiene al merito della proposta, osserva:
  - con riferimento alle misure previste dall'articolo 4 sulla riqualificazione energetica degli edifici pubblici, considerata l'attuale situazione finanziaria degli Enti locali, è necessario favorire l'attivazione di un mercato dei servizi energetici in grado di dare risposte efficaci all'esigenza di realizzare interventi di efficientamento energetico degli edifici esistenti, e di reperire risorse finanziarie adeguate attraverso i risparmi derivanti dalla gestione dei sistemi energetici. A tal fine **sottolinea** l'importanza di

adottare misure per favorire lo sviluppo delle *Energy Service Companies* (Esco) come la diffusione di un sistema efficace di qualificazione delle Esco, la possibilità di ricorrere a specifici fondi di co-garanzia, per facilitarne l'accesso al credito, nonché la disponibilità di specifici fondi rotativi per sostenere le iniziative, i programmi ed i progetti di dimensione più rilevante per la cui realizzazione potrebbe anche essere prevista la costituzione di apposite società e la semplificazione e finalizzazione delle procedure di affidamento dei contratti per la realizzazione di interventi di efficientamento energetico. Inoltre, poiché gli investimenti effettuati in materia di efficienza energetica dovrebbero essere finalizzati ad un risparmio dei consumi e quindi ad una riduzione della spesa corrente, sarebbe opportuno che la direttiva autorizzasse gli Stati membri a sottrarre le spese effettuate dagli Enti pubblici in questo specifico settore dal Patto di stabilità;

- sempre con riferimento all'articolo 4, **sottolinea** l'opportunità di consentire agli Stati membri la possibilità di autorizzare i loro Enti pubblici a contabilizzare le superfici degli immobili da efficientare, facendo riferimento o al patrimonio immobiliare del singolo ente pubblico, o, in alternativa, al patrimonio di più enti pubblici che si accordano per utilizzare un'unica stazione appaltante per l'affidamento dei servizi di efficientamento, inserendo, ad esempio, nell'articolo 4 un ulteriore paragrafo che preveda che *"Gli Stati membri possono autorizzare i loro enti pubblici a dare attuazione agli obblighi di cui ai paragrafi precedenti anche in modo unitario a condizione che ricorrano ad un'unica stazione appaltante per l'affidamento dei servizi di miglioramento delle prestazioni energetiche"*.
- Con riferimento all'articolo 5, in materia di cd. *green procurement*, **rileva** l'opportunità di estendere il principio oltre che all'acquisto di beni anche alla fornitura di servizi.
- Con riferimento all'articolo 6, valuta positivamente l'obiettivo di istituire regimi obbligatori di efficienza energetica a carico dei distributori/venditori finali di energia, ma **rileva** che la direttiva dovrebbe prevedere l'obbligo, non la facoltà, da parte degli Stati membri di consentire l'acquisizione dei "Titoli di Efficienza Energetica" (TEE) anche da parte di soggetti diversi da quelli obbligati e innalzare l'obiettivo di risparmio annuale minimo individuato attualmente nella proposta di direttiva e pari al 1,5% annuo.
- Con riferimento all'articolo 7, valuta positivamente l'obiettivo di promuovere la realizzazione, per tutti i clienti finali, di audit energetici e di sistemi di gestione dell'energia, ma, a proposito di

questi ultimi, **rileva** che la direttiva dovrebbe richiamare esplicitamente la specifica normativa tecnica (EN 16001) e promuovere l'applicazione della relativa certificazione.

- Con riferimento all'articolo 10, valuta positivamente la previsione di una pianificazione sia a livello nazionale, che a livello locale, nell'ambito degli strumenti di pianificazione territoriale e urbanistica, per lo sviluppo di sistemi efficienti per la fornitura di calore agli edifici, soprattutto per gli impianti di cogenerazione, tuttavia, per garantire che, nel caso di energia elettrica da cogenerazione, gli Stati membri non operino effettivamente alcuna distinzione tra quella consumata sul posto e quella trasferita alla rete, **rileva** che la direttiva dovrebbe stabilire alcuni criteri applicativi fondamentali, come l'obbligo per un impianto di cogenerazione di fornire energia direttamente ad una pluralità di utenti (o ad un gruppo), tramite la realizzazione di una "rete locale di utenza" o "sistema efficiente di utenza", che andrebbe specificamente definito dalla direttiva stessa come *"Sistema in cui un impianto di produzione di energia elettrica, alimentato da fonti rinnovabili o in assetto cogenerativo ad alto rendimento, anche nella titolarità di un soggetto diverso dal cliente finale, è direttamente connesso, tramite una linea diretta o una rete locale di utenza, all'impianto utilizzatore di uno o più clienti finali o di gruppi di utenti finali destinatari di un programma di miglioramento dell'efficienza energetica, ed è realizzato all'interno dell'area di proprietà o nella piena disponibilità del medesimo cliente o clienti o gruppi di clienti finali"*.
- Con riferimento all'articolo 13, valuta positivamente l'indicazione di adottare sistemi di certificazione per i fornitori di servizi energetici, tuttavia, allo scopo di favorire omogeneità di approccio da parte dei diversi Stati membri, **ritiene** che la direttiva dovrebbe prevedere, analogamente a quanto fatto nel caso delle cd. "direttive prodotto", uno specifico mandato al Comitato europeo di normalizzazione (CEN) per la elaborazione di norme tecniche di riferimento.
- Con riferimento all'articolo 14, **rileva** che la direttiva dovrebbe sottolineare maggiormente l'importanza dello strumento dei contratti di rendimento energetico, inserendo nel testo della direttiva previsioni indirizzate agli Stati membri, finalizzate a valutare l'opportunità di rendere vincolante – o comunque preferenziale – il ricorso a contratti di questo tipo da parte degli Enti pubblici e di consentire il ricorso a questo strumento solo dopo aver espletato le opportune indagini preliminari (diagnosi energetica e *due diligence*); **sottolinea**, inoltre, l'opportunità di un maggior dettaglio ed approfondimento dei contenuti dello schema di contratto di cui all'allegato XIII della proposta di direttiva, con particolare riferimento all'obbligo di consentire la realizzazione degli interventi previsti

dalla diagnosi energetica, sulla base di un ordine di rilevanza, fondato sul rapporto costi-benefici dell'intervento.

- d) **Approva** le risposte al questionario del Comitato delle regioni sulla Proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio in merito all'efficienza energetica e che abroga le direttive 2004/8/CE e 2006/32/CE - COM(2011) 370 definitivo, che costituiscono parte integrante del presente atto;
- e) Sulla base di quanto precede **rileva** l'opportunità di trasmettere la presente Risoluzione al Governo, per il tramite della Conferenza dei Presidenti delle Assemblee legislative delle Regioni e delle Province autonome, quali osservazioni ai sensi dell'articolo 5, comma 3, della legge n. 11 del 2005, ai fini della formazione della posizione italiana;
- f) **Dispone** l'invio della presente Risoluzione al Senato della Repubblica e alla Camera dei Deputati per l'inoltro alle competenti Commissioni parlamentari, anche ai fini dell'espressione del parere di cui al Protocollo n. 2 sull'applicazione dei principi di sussidiarietà e proporzionalità allegato al Trattato sull'Unione europea e al Trattato sul funzionamento dell'Unione europea;
- g) **Dispone** la trasmissione della presente Risoluzione e delle risposte al questionario all'Unità sussidiarietà del Comitato delle regioni entro la data del 19 agosto 2011;
- h) **Dispone** l'invio della presente Risoluzione e delle risposte al questionario alla Giunta della Regione Emilia – Romagna, per garantire il massimo raccordo tra gli organi della Regione nello svolgimento delle rispettive attività e competenze, assegnate dalla legge e dal Regolamento interno;
- i) **Impegna** la Giunta ad assicurare un'adeguata informazione sul seguito dato alla proposta di direttiva, informando le competenti Commissioni assembleari circa le modalità e i contributi concreti della partecipazione della Regione Emilia-Romagna al processo decisionale e le iniziative assunte nelle opportune sedi nazionali ed europee;
- j) **Dispone** inoltre l'invio della presente Risoluzione ai parlamentari europei eletti in Emilia – Romagna e ai membri emiliano – romagnoli del Comitato delle regioni, alle Assemblee legislative regionali italiane ed europee per favorire la massima circolazione delle informazioni sulle attività di partecipazione alla fase ascendente.

*Approvata a maggioranza nella seduta del 21 luglio 2011, ai sensi dell'articolo 38, comma 4 del Regolamento interno e della legge regionale n. 16 del 2008.*



COMITATO DELLE REGIONI – DIREZIONE E – Politiche orizzontali e reti



**Questionario sulla  
Proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio in merito all'efficienza energetica e  
che abroga le direttive 2004/8/CE e 2006/32/CE  
COM(2011) 370 definitivo**

**Presentato da Jean-Louis Joseph (FR/PSE) per consultazione  
alla Rete di controllo della sussidiarietà**

Si prega di compilare e restituire entro il **19 agosto 2011**. È possibile caricare direttamente i questionari compilati sulla pagina web della Rete di controllo della sussidiarietà (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – è necessario eseguire il *log in*). In alternativa, è possibile inviarli per e-mail all'indirizzo [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Nome dell'ente:</b>	Assemblea legislativa Regione Emilia-Romagna
<b>Responsabile:</b>	Anna Voltan
<b>Recapiti (telefono, e-mail):</b>	tel. : +390515275351 e-mail: <a href="mailto:avoltan@regione.emilia-romagna.it">avoltan@regione.emilia-romagna.it</a>

**Si prega di rispondere alle seguenti domande:**

***Ambito di applicazione della direttiva***

*La direttiva proposta istituisce un quadro comune per la promozione dell'efficienza energetica nell'Unione europea inteso a garantire che sia raggiunto l'obiettivo di realizzare un risparmio di energia primaria pari al 20 % entro il 2020 e preparare la strada per un ulteriore miglioramento dell'efficienza energetica negli anni successivi. Le norme in essa contenute interessano principalmente il settore pubblico e le imprese del settore energetico.*

1. *A suo avviso, la versione definitiva della direttiva dovrebbe prevedere disposizioni che impongano requisiti di efficienza energetica anche ad altri settori, come i trasporti e le imprese operanti in settori diversi da quello energetico? Si prega di motivare la risposta.*

Si premette che l'obiettivo di realizzare un risparmio di energia primaria pari al 20 % entro il 2020 richiede una pluralità di politiche, generali e settoriali, e di interventi connessi tra di loro, però, considerata la diversità di approccio che può derivare dalle peculiarità tecnico-procedurali che caratterizzano i vari settori (trasporti, industria...), sarebbe opportuno che le disposizioni che impongono requisiti di efficienza energetica siano stabilite dalle specifiche normative di settore. Per garantire il necessario coordinamento, potrebbe essere utile che le diverse normative di settore mantengano i necessari riferimenti comuni e le indicazioni prestazionali consistenti per le tipologie di impianti appartenenti ai diversi campi di applicazione (es. impianti termici civili).

### **Ristrutturazione di edifici pubblici**

*In base all'articolo 4, paragrafo 1, della proposta di direttiva, "[...]gli Stati membri garantiscono che dal 1° gennaio 2014 il 3 % della superficie totale degli immobili di proprietà di enti pubblici è [sic] ristrutturata ogni anno per rispettare almeno i requisiti minimi di prestazione energetica stabiliti dallo Stato membro interessato in applicazione dell'articolo 4 della direttiva 2010/31/UE."*<sup>1</sup>

2. *A suo avviso, quali strumenti finanziari sono necessari per realizzare questo obiettivo?*

L'obiettivo è ambizioso ma percorribile, oltre che condivisibile nel merito. Il suo conseguimento, però, passa necessariamente attraverso la attivazione di un mercato dei servizi energetici (vedi punto seguente) in grado di dare risposte efficaci all'esigenza di realizzare interventi di efficientamento energetico degli edifici esistenti, da "ripagare" attraverso i risparmi derivanti dalla gestione dei sistemi energetici. Occorre quindi creare le condizioni per uno sviluppo strutturale delle Esco (Energy Service Companies), attraverso misure che solo in parte sono di competenza regionale (o su cui la Regione può incidere direttamente) tra cui:

- la disponibilità e la diffusione di un sistema efficace di qualificazione delle Esco;
- la possibilità da parte delle Esco di ricorrere a specifici fondi di co-garanzia, per facilitare il loro accesso al credito ;
- la disponibilità di specifici fondi rotativi per sostenere le iniziative, i programmi ed i progetti di dimensione più rilevante per la cui realizzazione potrebbe essere anche prevista la costituzione di apposite società;
- la semplificazione e finalizzazione delle procedure di affidamento dei contratti per la realizzazione di interventi di efficientamento energetico (in project financing o finanziamenti tramite terzi (FTT) nel settore pubblico).

Inoltre, poiché gli investimenti effettuati in materia di efficienza energetica, dovrebbero essere finalizzati ad un risparmio dei consumi e quindi ad una riduzione della spesa corrente, sarebbe opportuno che la direttiva autorizzasse gli Stati membri a sottrarre le spese effettuate dagli Enti pubblici in questo specifico settore, dal Patto di stabilità.

### **Contratti di prestazione energetica nel settore pubblico**

*Ai sensi dell'articolo 14 della proposta di direttiva, gli Stati membri devono promuovere il mercato dei servizi energetici e l'accesso delle piccole e medie imprese a questo mercato, fra l'altro "offrendo contratti tipo per i contratti di prestazione energetica sottoscritti nel settore pubblico, che devono contenere almeno gli elementi elencati all'allegato XIII"*<sup>2</sup>.

*Al tempo stesso, la proposta di direttiva riconosce l'esistenza di "barriere di tipo regolamentare e non regolamentare che ostacolano l'uso dei contratti di prestazione energetica e le forme di finanziamento tramite terzi per realizzare risparmi energetici. Tali barriere comprendono norme e pratiche contabili che ostacolano gli investimenti di capitale e impediscono che i risparmi finanziari annui ottenuti grazie alle misure di miglioramento dell'efficienza energetica siano adeguatamente ripresi nella contabilità per l'intera durata dell'investimento" (considerando 32 della proposta di direttiva).*

3. *Ritiene che le disposizioni contenute nella direttiva in merito consentiranno agli Stati membri di superare tali barriere e di applicare i contratti di prestazione energetica, in particolare per quanto riguarda le offerte pubbliche di acquisto? Si prega di motivare la risposta.*

Non v'è dubbio che il problema esiste, soprattutto per il settore pubblico. Nonostante il recente sviluppo della

normativa nazionale in materia di contratti pubblici (D.Lgs. 163/2006 ed il suo regolamento di attuazione DPR 207/2010, recentemente entrato in vigore) permangono difficoltà ed ostacoli alla diffusione di formule contrattuali aderenti alla definizione di “contratto di prestazione energetica” proposto dalla direttiva, sia nella fase di individuazione dei potenziali interlocutori (qualificazione), che nella predisposizione del bando di gara, nella procedura di aggiudicazione, e in fase di gestione del contratto, soprattutto con riferimento alle necessarie attività di controllo. Le indicazioni fornite dalla proposta di direttiva in merito sono – forse necessariamente – generiche, e rischiano pertanto di essere poco incisive.

#### **Misurazione e fatturazione informativa**

*L'articolo 8 e l'allegato VI della proposta di direttiva contengono requisiti dettagliati in materia di misurazione e di fatturazione del consumo di energia. Gli Stati membri devono, fra le altre cose, garantire che i clienti finali del teleriscaldamento usufruiscano di contatori individuali (articolo 8, paragrafo 1).*

4. *A suo avviso queste disposizioni consentono di tenere sufficientemente conto delle specifiche condizioni, socioeconomiche e tecniche dal punto di vista locale e/o regionale?*

Si. Per quanto riguarda la fornitura di energia elettrica, in Italia è già stata portata a termine la campagna di sostituzione gratuita di tutti i vecchi contatori elettromeccanici (circa 32 Milioni) con i più innovativi contatori elettronici. I nuovi contatori, oltre a misurare l'energia utilizzata, consentono da remoto la Telelettura dei consumi e la Telegestione del contratto (nuovi allacci, cessazioni, subentri ecc.), permettendo così al cliente di verificare gli aggiornamenti direttamente sul display.

Per quanto riguarda la contabilizzazione del calore per singola unità immobiliare (nel caso di impianti centralizzati o serviti da teleriscaldamento), tra l'altro, il quadro normativo attualmente applicato nella Regione Emilia – Romagna è già coerente con le prescrizioni contenute nella proposta di direttiva, e prevede:

- l'obbligo di adottare sistemi di termoregolazione e contabilizzazione del calore per ogni singola unità immobiliare, nel caso di edifici di nuova costruzione o di ristrutturazione edilizia;
- l'obbligo di dotarsi di sistemi di questo tipo in occasione della sostituzione del generatore di calore.

#### **Piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento e loro implicazioni per gli enti regionali e locali**

*In base all'articolo 10, paragrafo 1, della proposta di direttiva "gli Stati membri stabiliscono e notificano alla Commissione un piano nazionale di riscaldamento e raffreddamento inteso a sviluppare il potenziale di applicazione della cogenerazione ad alto rendimento nonché del teleriscaldamento e teleraffreddamento [...]*

*Tali piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento devono essere "presi in considerazione nei piani di sviluppo locali e regionali, compresi i piani regolatori urbani e rurali."*

*Inoltre, l'allegato VII, punto 3, della proposta di direttiva contiene requisiti concreti in materia di piani regolari urbani<sup>3</sup>.*

*Infine, "Gli Stati membri garantiscono che le regolamentazioni nazionali sulla pianificazione urbana e rurale siano adattate ai criteri di autorizzazione di cui all'[l'art. 10,] paragrafo 3 e siano in linea con i piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento di cui all'[l'art. 10,] paragrafo 1."*

5. *A suo giudizio, per conseguire l'obiettivo voluto (promuovere l'efficienza energetica degli*

*impianti di riscaldamento e di raffreddamento per ottenere un risparmio di energia primaria pari al 20 % entro il 2020) è necessario fissare requisiti a livello europeo o ritiene che sia/sarebbe sufficiente una regolamentazione della pianificazione urbana e/o rurale a livello nazionale, regionale e/o locale? Si prega di motivare la risposta.*

Si.

Nel rispetto dei principi di sussidiarietà e di autonomia normativa e organizzativa dei vari livelli territoriali, pare utile che la direttiva fornisca indicazioni circa i contenuti minimi dei Piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento, che dovranno essere successivamente declinati in modo coerente con gli strumenti di pianificazione urbana e territoriale adottati ai diversi livelli di competenza.

***Obiettivi nazionali vincolanti/ conseguimento degli obiettivi 20/20/20***

*La proposta di direttiva impone agli Stati membri la definizione di obiettivi, piani e programmi nazionali per il miglioramento dell'efficienza energetica. Spetta agli Stati membri stabilire se sul loro territorio tali obiettivi debbano essere vincolanti o indicativi.*

*In un secondo momento (2014), la Commissione valuterà gli obiettivi e gli sforzi compiuti da ciascuno Stato membro insieme ai dati relativi ai progressi realizzati, onde valutare il grado di probabilità di conseguire l'obiettivo generale dell'Unione e se l'impegno dei singoli Stati membri sia sufficiente per il conseguimento dell'obiettivo comune.*

*Se dalla valutazione risulterà improbabile che l'obiettivo globale dell'Unione possa essere conseguito, la Commissione proporrà obiettivi nazionali vincolanti per il 2020 (articolo 3 e considerando 13 della proposta di direttiva).*

6. *Ritiene possibile stabilire obiettivi nazionali vincolanti? In caso affermativo, con quale scadenza?*

*Come giudica il calendario della Commissione per la valutazione degli obiettivi nazionali di efficienza energetica (valutazione nel 2014)?*

Si.

Già oggi Regione Emilia-Romagna si è data degli obiettivi di efficienza energetica, declinati nell'ambito del II Piano Attuativo del Piano Energetico regionale e quantificati sulla base dei dati contenuti nel Piano d'azione nazionale per la promozione della produzione di energia da fonti energetiche rinnovabili di cui alla direttiva 2009/28/CE, nonché del PAEE, Piano d'Azione Nazionale per l'efficienza energetica di cui alla direttiva 2006/32/CE. Nell'ambito di tale quadro di riferimento, per la Regione Emilia-Romagna si prevede un consumo finale lordo di energia al 2020 pari a 15,87 Mtep: a partire da ciò, Regione Emilia-Romagna ha previsto nella propria programmazione la realizzazione di misure aggiuntive nel settore dell'efficienza energetica, grazie alle quali ci si attende un consumo finale lordo, sempre al 2020, pari a 14,30 Mtep. Si prevede quindi di attuare misure che conducano ad un risparmio energetico supplementare di 1,57 Mtep: quest'ultimo dato è congruente con l'obiettivo comunitario di riduzione dei consumi energetici del 20% rispetto allo scenario tendenziale iniziale e pari a 18,12 Mtep (stimato a partire dallo studio Primes 2007) e rappresenta una riduzione dei consumi del 10% rispetto al valore tendenziale al 2020 aggiornato a dopo la crisi (e pari, come detto, a 15,87 Mtep). Coerentemente a tali indirizzi programmatici, si valuta positivamente la definizione di obiettivi vincolanti.

***Conseguimento degli obiettivi nazionali, esame delle azioni locali e regionali***



*Ai sensi dell'articolo 19 e del punto 1 dell'allegato XIV della proposta di direttiva, gli Stati membri riferiscono ogni anno sui progressi realizzati nel conseguimento degli obiettivi di efficienza energetica.*

7. *Secondo lei, quali strumenti dovrebbero adottare gli Stati membri per valutare i progressi realizzati a livello regionale e locale? Ritiene necessario creare degli osservatori regionali?*

Si.

E' opportuno istituire osservatori a livello regionale che possano tenere conto dei risultati sul territorio derivanti sia da misure attuate a livello nazionale, sia da specifiche misure di competenza regionale e locale.

Tale approccio, tra l'altro, è già coerente con gli strumenti attivati dalla Regione Emilia-Romagna, infatti, con riferimento specifico alla pianificazione degli interventi di realizzazione di reti di teleriscaldamento o di impianti di generazione di energia termica, la disciplina regionale (Delibera Assemblea Legislativa n. 156/08 e ss.mm.) prevede che:

I Comuni nell'ambito delle attività di elaborazione e aggiornamento dei pertinenti strumenti di pianificazione urbanistica in forma singola o associata, ....., provvedono:

- ad individuare le parti del territorio per le quali si prevede la realizzazione di infrastrutture energetiche a rete a servizio del sistema insediativo;
- ad individuare le aree idonee a realizzare gli impianti di produzione di energia da fonti rinnovabili o mediante cogenerazione ad alto rendimento;

ad attivare le procedure attraverso cui selezionare, anche con modalità concorsuali, le proposte di intervento più idonee a realizzare le infrastrutture e gli impianti di cui ai precedenti alinea, di interesse pubblico e della comunità locale, conformemente a quanto previsto dall'art. 18 e dagli art. 36-bis e seguenti della L.R. 20/2000.

Al concorso possono prendere parte i proprietari degli immobili nonché gli operatori interessati a partecipare alla realizzazione degli interventi

## **PROVINCIA REGIONALE DI RAGUSA**

COMITATO DELLE REGIONI – DIREZIONE E – Politiche orizzontali e reti



**Questionario sulla  
Proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio in merito all'efficienza  
energetica e che abroga le direttive 2004/8/CE e 2006/32/CE  
COM(2011) 370 definitivo**

**Presentato da Jean-Louis Joseph (FR/PSE) per consultazione  
alla Rete di controllo della sussidiarietà**

Si prega di compilare e restituire entro il **19 agosto 2011**. È possibile caricare direttamente i questionari compilati sulla pagina web della Rete di controllo della sussidiarietà (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – è necessario eseguire il *log in*). In alternativa, è possibile inviarli per e-mail all'indirizzo [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Nome dell'ente:</b>	PROVINCIA REGIONALE DI RAGUSA
<b>Responsabile:</b>	ING. CARMELO GIUNTA
<b>Recapiti (telefono, e-mail):</b>	0932675517 – 3351405944 <a href="mailto:carmelo.giunta@provincia.ragusa.it">carmelo.giunta@provincia.ragusa.it</a>

**Si prega di rispondere alle seguenti domande:**

### ***Ambito di applicazione della direttiva***

*La direttiva proposta istituisce un quadro comune per la promozione dell'efficienza energetica nell'Unione europea inteso a garantire che sia raggiunto l'obiettivo di realizzare un risparmio di energia primaria pari al 20 % entro il 2020 e preparare la strada per un ulteriore miglioramento dell'efficienza energetica negli anni successivi. Le norme in essa contenute interessano principalmente il settore pubblico e le imprese del settore energetico.*

- 1. A suo avviso, la versione definitiva della direttiva dovrebbe prevedere disposizioni che impongano requisiti di efficienza energetica anche ad altri settori, come i trasporti e le imprese operanti in settori diversi da quello energetico? Si prega di motivare la risposta.*

*Il settore dei trasporti in Italia è un settore molto energivoro, al pari del settore pubblico se non anche superiore ad esso, quindi l'inserimento di questo settore all'interno di una normativa specifica volta alla promozione dell'efficienza energetica è fondamentale.*

### ***Ristrutturazione di edifici pubblici***

*In base all'articolo 4, paragrafo 1, della proposta di direttiva, "[...]gli Stati membri garantiscono che dal 1° gennaio 2014 il 3 % della superficie totale degli immobili di proprietà di enti pubblici è [sic] ristrutturata ogni anno per rispettare almeno i requisiti minimi di prestazione energetica stabiliti dallo Stato membro interessato in applicazione*

dell'articolo 4 della direttiva 2010/31/UE.<sup>30</sup>

2. A suo avviso, quali strumenti finanziari sono necessari per realizzare questo obiettivo?

*Finanziamenti a fondo perduto su specifici bandi formulati per tipologie di edifici (tipo scuole, uffici, edifici sportivi, ecc...).*

### **Contratti di prestazione energetica nel settore pubblico**

*Ai sensi dell'articolo 14 della proposta di direttiva, gli Stati membri devono promuovere il mercato dei servizi energetici e l'accesso delle piccole e medie imprese a questo mercato, fra l'altro "offrendo contratti tipo per i contratti di prestazione energetica sottoscritti nel settore pubblico, che devono contenere almeno gli elementi elencati all'allegato XIII"<sup>31</sup>.*

*Al tempo stesso, la proposta di direttiva riconosce l'esistenza di "barriere di tipo regolamentare e non regolamentare che ostacolano l'uso dei contratti di prestazione energetica e le forme di finanziamento tramite terzi per realizzare risparmi energetici. Tali barriere comprendono norme e pratiche contabili che ostacolano gli investimenti di capitale e impediscono che i risparmi finanziari annui ottenuti grazie alle misure di miglioramento dell'efficienza energetica siano adeguatamente ripresi nella contabilità per l'intera durata dell'investimento" (considerando 32 della proposta di direttiva).*

3. Ritiene che le disposizioni contenute nella direttiva in merito consentiranno agli Stati membri di superare tali barriere e di applicare i contratti di prestazione energetica, in particolare per quanto riguarda le offerte pubbliche di acquisto? Si prega di motivare la risposta.

*Si, mi sembrano abbastanza dettagliate e chiare in grado di superare gli ostacoli ed i limiti che l'attuale normativa sui contratti pubblici di forniture di servizi prevede.*

### **Misurazione e fatturazione informativa**

*L'articolo 8 e l'allegato VI della proposta di direttiva contengono requisiti dettagliati in materia di misurazione e di fatturazione del consumo di energia. Gli Stati membri devono, fra le altre cose, garantire che i clienti finali del teleriscaldamento usufruiscano di contatori individuali (articolo 8, paragrafo 1).*

4. A suo avviso queste disposizioni consentono di tenere sufficientemente conto delle

<sup>30</sup> Direttiva 2010/31/UE del Parlamento europeo e del Consiglio sulla prestazione energetica nell'edilizia.

<sup>31</sup> **Elementi minimi che devono figurare nei contratti di prestazione energetica sottoscritti con il settore pubblico**

- Un elenco chiaro e trasparente delle misure di efficienza da applicare
- I risparmi garantiti da conseguire applicando le misure previste dal contratto
- La durata e gli aspetti fondamentali del contratto, le modalità e i termini previsti
- Un elenco chiaro e trasparente degli obblighi che incombono a ciascuna parte contrattuale
- Data o date di riferimento per la determinazione dei risparmi realizzati
- Un elenco chiaro e trasparente delle fasi di attuazione di una misura e dei relativi costi
- L'obbligo di dare piena attuazione alle misure previste dal contratto e la documentazione di tutti i cambiamenti effettuati nel corso del progetto.
- Disposizioni che disciplinino l'inclusione di terze parti (subcontraenti)
- Un'indicazione chiara e trasparente delle implicazioni finanziarie del progetto e la quota di partecipazione delle due parti ai risparmi pecuniari realizzati (ad esempio, remunerazione dei prestatori di servizi)
- Disposizioni chiare e trasparenti per la quantificazione e la verifica dei risparmi garantiti conseguiti, controlli della qualità e garanzie
- Disposizioni che chiariscano la procedura per gestire modifiche delle condizioni quadro che incidono sul contenuto e i risultati del contratto (ad esempio, modifica dei prezzi dell'energia, intensità d'uso di un impianto)
- Informazioni dettagliate sugli obblighi di ciascuna delle parti contraenti.

<p><i>specifiche condizioni, socioeconomiche e tecniche dal punto di vista locale e/o regionale?</i></p>
<p><i>Sicuramente l'attuale sistema di fatturazione dei vettori energetici, differente per ogni società fornitrice di energia, non permette a tutte le fasce sociali di utenti di comprenderne il contenuto e quindi di intervenire sulle scelte. Pertanto una normativa che obblighi tutti i fornitori al rispetto di regole mirate all'immediata individuazione di parametri essenziali nei sistemi di fatturazione è auspicabile ed anche basilare per la tutela degli utenti nelle attuali condizioni di libero mercato.</i></p>
<p><b><i>Piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento e loro implicazioni per gli enti regionali e locali</i></b></p>
<p><i>In base all'articolo 10, paragrafo 1, della proposta di direttiva "gli Stati membri stabiliscono e notificano alla Commissione un piano nazionale di riscaldamento e raffreddamento inteso a sviluppare il potenziale di applicazione della cogenerazione ad alto rendimento nonché del teleriscaldamento e teleraffreddamento [...]</i></p>
<p><i>Tali piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento devono essere "presi in considerazione nei piani di sviluppo locali e regionali, compresi i piani regolatori urbani e rurali."</i></p>
<p><i>Inoltre, l'allegato VII, punto 3, della proposta di direttiva contiene requisiti concreti in materia di piani regolari urbani<sup>32</sup>.</i></p>
<p><i>Infine, "Gli Stati membri garantiscono che le regolamentazioni nazionali sulla pianificazione urbana e rurale siano adattate ai criteri di autorizzazione di cui all'[art. 10,] paragrafo 3 e siano in linea con i piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento di cui all'[art. 10,] paragrafo 1."</i></p>
<p><i>5. A suo giudizio, per conseguire l'obiettivo voluto (promuovere l'efficienza energetica degli impianti di riscaldamento e di raffreddamento per ottenere un risparmio di energia primaria pari al 20 % entro il 2020) è necessario fissare requisiti a livello europeo o ritiene che sia/sarebbe sufficiente una regolamentazione della pianificazione urbana e/o rurale a livello nazionale, regionale e/o locale? Si prega di motivare la risposta.</i></p>
<p><i>La regolamentazione locale, rispetto a quella più o meno dettagliata di livello europeo, risulta più efficace in quanto permette l'applicazione dei principi generali adattati alle singole attitudini locali dei territori.</i></p>

32

**I piani regolatori urbani devono essere concepiti in modo da garantire che:**

- a) i nuovi impianti di generazione di energia termica e gli impianti industriali che producono calore di scarto siano ubicati in siti nei quali possa essere recuperato il massimo del calore di scarto disponibile per soddisfare la domanda effettiva o attesa di riscaldamento e raffreddamento;
- b) le nuove zone residenziali o i nuovi impianti industriali che consumano calore nei loro processi produttivi siano ubicati in siti nei quali il massimo livello possibile della loro domanda di calore possa essere soddisfatto dal calore di scarto disponibile, come indicato nei piani nazionali per il riscaldamento e il raffreddamento. Al fine di garantire un equilibrio ottimale tra domanda e offerta di calore e raffreddamento, i piani regolatori dovrebbero favorire il raggruppamento di diversi impianti industriali nello stesso sito;
- c) gli impianti di generazione di energia termica, gli impianti industriali che producono calore di scarto, gli impianti di incenerimento dei rifiuti e altri impianti di termovalorizzazione siano collegati alla rete locale di teleriscaldamento/teleraffreddamento;
- d) le zone residenziali e gli impianti industriali che consumano calore nei loro processi produttivi siano collegati alla rete locale di teleriscaldamento/teleraffreddamento.

**Obiettivi nazionali vincolanti/ conseguimento degli obiettivi 20/20/20**

*La proposta di direttiva impone agli Stati membri la definizione di obiettivi, piani e programmi nazionali per il miglioramento dell'efficienza energetica. Spetta agli Stati membri stabilire se sul loro territorio tali obiettivi debbano essere vincolanti o indicativi.*

*In un secondo momento (2014), la Commissione valuterà gli obiettivi e gli sforzi compiuti da ciascuno Stato membro insieme ai dati relativi ai progressi realizzati, onde valutare il grado di probabilità di conseguire l'obiettivo generale dell'Unione e se l'impegno dei singoli Stati membri sia sufficiente per il conseguimento dell'obiettivo comune.*

*Se dalla valutazione risulterà improbabile che l'obiettivo globale dell'Unione possa essere conseguito, la Commissione proporrà obiettivi nazionali vincolanti per il 2020 (articolo 3 e considerando 13 della proposta di direttiva).*

6. *Ritiene possibile stabilire obiettivi nazionali vincolanti? In caso affermativo, con quale scadenza?*

*Come giudica il calendario della Commissione per la valutazione degli obiettivi nazionali di efficienza energetica (valutazione nel 2014)?*

*Si è possibile stabilire obiettivi nazionali vincolanti con cadenze quinquennali.*

**Conseguimento degli obiettivi nazionali, esame delle azioni locali e regionali**

*Ai sensi dell'articolo 19 e del punto 1 dell'allegato XIV della proposta di direttiva, gli Stati membri riferiscono ogni anno sui progressi realizzati nel conseguimento degli obiettivi di efficienza energetica.*

7. *Secondo lei, quali strumenti dovrebbero adottare gli Stati membri per valutare i progressi realizzati a livello regionale e locale? Ritiene necessario creare degli osservatori regionali?*

*Per prima cosa andrebbe fatta applicare la normativa esistente su tutto il territorio nazionale, valutandone a livello centrale il grado di applicazione, in sede locale (Regioni) delle normative sull'efficienza energetica. L'osservatorio regionale ha senso quando in quel territorio la normativa viene applicata e quindi produce i suoi effetti.*

## Provincia di Torino

COMITATO DELLE REGIONI – DIREZIONE E – Politiche orizzontali e reti



**Questionario sulla  
Proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio in merito all'efficienza  
energetica e che abroga le direttive 2004/8/CE e 2006/32/CE  
COM(2011) 370 definitivo**

**Presentato da Jean-Louis Joseph (FR/PSE) per consultazione  
alla Rete di controllo della sussidiarietà**

Si prega di compilare e restituire entro il **19 agosto 2011**. È possibile caricare direttamente i questionari compilati sulla pagina web della Rete di controllo della sussidiarietà (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – è necessario eseguire il *log in*). In alternativa, è possibile inviarli per e-mail all'indirizzo [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Nome dell'ente:</b>	Provincia di Torino
<b>Responsabile:</b>	Silvio De Nigris
<b>Recapiti (telefono, e-mail):</b>	+39 011 861 6883 - <a href="mailto:denigris@provincia.torino.it">denigris@provincia.torino.it</a>

**Si prega di rispondere alle seguenti domande:**

### ***Ambito di applicazione della direttiva***

*La direttiva proposta istituisce un quadro comune per la promozione dell'efficienza energetica nell'Unione europea inteso a garantire che sia raggiunto l'obiettivo di realizzare un risparmio di energia primaria pari al 20 % entro il 2020 e preparare la strada per un ulteriore miglioramento dell'efficienza energetica negli anni successivi. Le norme in essa contenute interessano principalmente il settore pubblico e le imprese del settore energetico.*

- 1. A suo avviso, la versione definitiva della direttiva dovrebbe prevedere disposizioni che impongano requisiti di efficienza energetica anche ad altri settori, come i trasporti e le imprese operanti in settori diversi da quello energetico? Si prega di motivare la risposta.*

*(inserire la risposta)*

*Ritengo condivisibile l'impostazione della Direttiva. Il settore degli usi civili (domestico e terziario) è responsabile di quasi la metà dei consumi energetici negli usi finali del nostro territorio con un trend evolutivo abbastanza stazionario. E' pertanto il settore su cui bisogna incidere maggiormente per cercare di ridurre i consumi di energia con efficaci politiche di contenimento della Domanda. Molti studi e analisi infatti mostrano come questo settore abbia potenzialità di miglioramento dell'efficienza energetica molto significative, gran parte realizzabile con interventi a costo molto contenuto. La rimozione di barriere informative,*

*gestionali, amministrative è pertanto indispensabile per trasformare gli interventi potenziali in effettivi risultati.*

### **Ristrutturazione di edifici pubblici**

*In base all'articolo 4, paragrafo 1, della proposta di direttiva, "[...]gli Stati membri garantiscono che dal 1° gennaio 2014 il 3 % della superficie totale degli immobili di proprietà di enti pubblici è [sic] ristrutturata ogni anno per rispettare almeno i requisiti minimi di prestazione energetica stabiliti dallo Stato membro interessato in applicazione dell'articolo 4 della direttiva 2010/31/UE."*<sup>33</sup>

2. *A suo avviso, quali strumenti finanziari sono necessari per realizzare questo obiettivo?*

*(inserire la risposta)*

*Un intervento indispensabile è la revisione del patto di stabilità che consenta di agevolare e aumentare la capacità di spesa degli enti pubblici per interventi di efficienza energetica. In seconda battuta sono considerati utili: contributi in conto capitale abbinati eventualmente a prestiti agevolati.*

### **Contratti di prestazione energetica nel settore pubblico**

*Ai sensi dell'articolo 14 della proposta di direttiva, gli Stati membri devono promuovere il mercato dei servizi energetici e l'accesso delle piccole e medie imprese a questo mercato, fra l'altro "offrendo contratti tipo per i contratti di prestazione energetica sottoscritti nel settore pubblico, che devono contenere almeno gli elementi elencati all'allegato XIII"*<sup>34</sup>.

*Al tempo stesso, la proposta di direttiva riconosce l'esistenza di "barriere di tipo regolamentare e non regolamentare che ostacolano l'uso dei contratti di prestazione energetica e le forme di finanziamento tramite terzi per realizzare risparmi energetici. Tali barriere comprendono norme e pratiche contabili che ostacolano gli investimenti di capitale e impediscono che i risparmi finanziari annui ottenuti grazie alle misure di miglioramento dell'efficienza energetica siano adeguatamente ripresi nella contabilità per l'intera durata dell'investimento" (considerando 32 della proposta di direttiva).*

<sup>33</sup> Direttiva 2010/31/UE del Parlamento europeo e del Consiglio sulla prestazione energetica nell'edilizia.

<sup>34</sup> **Elementi minimi che devono figurare nei contratti di prestazione energetica sottoscritti con il settore pubblico**

- Un elenco chiaro e trasparente delle misure di efficienza da applicare
- I risparmi garantiti da conseguire applicando le misure previste dal contratto
- La durata e gli aspetti fondamentali del contratto, le modalità e i termini previsti
- Un elenco chiaro e trasparente degli obblighi che incombono a ciascuna parte contrattuale
- Data o date di riferimento per la determinazione dei risparmi realizzati
- Un elenco chiaro e trasparente delle fasi di attuazione di una misura e dei relativi costi
- L'obbligo di dare piena attuazione alle misure previste dal contratto e la documentazione di tutti i cambiamenti effettuati nel corso del progetto.
- Disposizioni che disciplinino l'inclusione di terze parti (subcontraenti)
- Un'indicazione chiara e trasparente delle implicazioni finanziarie del progetto e la quota di partecipazione delle due parti ai risparmi pecuniari realizzati (ad esempio, remunerazione dei prestatori di servizi)
- Disposizioni chiare e trasparenti per la quantificazione e la verifica dei risparmi garantiti conseguiti, controlli della qualità e garanzie
- Disposizioni che chiariscano la procedura per gestire modifiche delle condizioni quadro che incidono sul contenuto e i risultati del contratto (ad esempio, modifica dei prezzi dell'energia, intensità d'uso di un impianto)
- Informazioni dettagliate sugli obblighi di ciascuna delle parti contraenti.

3. *Ritiene che le disposizioni contenute nella direttiva in merito consentiranno agli Stati membri di superare tali barriere e di applicare i contratti di prestazione energetica, in particolare per quanto riguarda le offerte pubbliche di acquisto? Si prega di motivare la risposta.*

*(inserire la risposta)*

*Ad integrazione di quanto previsto dalla Direttiva si può pensare di predisporre servizi di assistenza tecnica per le Pubbliche Amministrazioni al fine di supportarle nella stesura di capitolati e nelle analisi energetiche preliminari necessarie all'indizione degli appalti di servizi.*

#### **Misurazione e fatturazione informativa**

*L'articolo 8 e l'allegato VI della proposta di direttiva contengono requisiti dettagliati in materia di misurazione e di fatturazione del consumo di energia. Gli Stati membri devono, fra le altre cose, garantire che i clienti finali del teleriscaldamento usufruiscano di contatori individuali (articolo 8, paragrafo 1).*

4. *A suo avviso queste disposizioni consentono di tenere sufficientemente conto delle specifiche condizioni, socioeconomiche e tecniche dal punto di vista locale e/o regionale?*

*(inserire la risposta)*

*L'introduzione di elementi di cogenza su questo aspetto è molto importante. Una norma della Regione Piemonte impone come obbligatoria la contabilizzazione e termoregolazione individuale del calore in tutte le utenze servite da sistemi centralizzati a partire dal 2012. La corretta gestione dell'energia da parte degli utenti finali è uno degli aspetti essenziali da tenere in conto per ridurre gli sprechi e le inefficienze; accrescere la consapevolezza e la responsabilità degli utenti finali è indispensabile per avviare questo tipo di processo in modo efficace .*

#### **Piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento e loro implicazioni per gli enti regionali e locali**

*In base all'articolo 10, paragrafo 1, della proposta di direttiva "gli Stati membri stabiliscono e notificano alla Commissione un piano nazionale di riscaldamento e raffreddamento inteso a sviluppare il potenziale di applicazione della cogenerazione ad alto rendimento nonché del teleriscaldamento e teleraffreddamento [...]*

*Tali piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento devono essere "presi in considerazione nei piani di sviluppo locali e regionali, compresi i piani regolatori urbani e rurali."*

*Inoltre, l'allegato VII, punto 3, della proposta di direttiva contiene requisiti concreti in materia di piani regolari urbani<sup>35</sup>.*

*Infine, "Gli Stati membri garantiscono che le regolamentazioni nazionali sulla pianificazione urbana e rurale siano adattate ai criteri di autorizzazione di cui all'art. 10, paragrafo 3 e siano in linea con i piani nazionali di riscaldamento e raffreddamento di cui all'art. 10, paragrafo 1."*

35

I piani regolatori urbani devono essere concepiti in modo da garantire che:



5. *A suo giudizio, per conseguire l'obiettivo voluto (promuovere l'efficienza energetica degli impianti di riscaldamento e di raffreddamento per ottenere un risparmio di energia primaria pari al 20 % entro il 2020) è necessario fissare requisiti a livello europeo o ritiene che sia/sarebbe sufficiente una regolamentazione della pianificazione urbana e/o rurale a livello nazionale, regionale e/o locale? Si prega di motivare la risposta.*

*(inserire la risposta)*

*Standard e obiettivi europei sono molto importanti perché consentono di “segnare la strada” ai singoli Stati Membri. In passato sono stati realizzati molti impianti (anche alimentati da fonti rinnovabili, quali ad esempio la biomassa) che non massimizzano l'assetto cogenerativo proprio perché non progettati in funzione dei carichi termici disponibili ad assorbire il calore recuperato durante la produzione elettrica.*

*L'autorizzazione di questi impianti è stata resa perché la normativa di riferimento non contiene appigli tecnico-normativi in grado di impedire la loro autorizzazione. E' pertanto essenziale che standard europei vengano recepiti a livello nazionale e resi operativi a livello regionale e locale nel minor tempo possibile.*

*E' importante altresì che la Direttiva dia maggiore forza e rilevanza al livello regionale e locale per la formulazione dei Piani di riscaldamento e raffreddamento. Se tali Piani fossero solo Nazionali, rischierebbero di essere troppo generici e non terrebbero in considerazione numerose potenzialità di sviluppo che solo Piani di livello regionale o intercomunale possono garantire.*

- 
- a) i nuovi impianti di generazione di energia termica e gli impianti industriali che producono calore di scarto siano ubicati in siti nei quali possa essere recuperato il massimo del calore di scarto disponibile per soddisfare la domanda effettiva o attesa di riscaldamento e raffreddamento;
  - b) le nuove zone residenziali o i nuovi impianti industriali che consumano calore nei loro processi produttivi siano ubicati in siti nei quali il massimo livello possibile della loro domanda di calore possa essere soddisfatto dal calore di scarto disponibile, come indicato nei piani nazionali per il riscaldamento e il raffreddamento. Al fine di garantire un equilibrio ottimale tra domanda e offerta di calore e raffreddamento, i piani regolatori dovrebbero favorire il raggruppamento di diversi impianti industriali nello stesso sito;
  - c) gli impianti di generazione di energia termica, gli impianti industriali che producono calore di scarto, gli impianti di incenerimento dei rifiuti e altri impianti di termovalorizzazione siano collegati alla rete locale di teleriscaldamento/teleraffreddamento;
  - d) le zone residenziali e gli impianti industriali che consumano calore nei loro processi produttivi siano collegati alla rete locale di teleriscaldamento/teleraffreddamento.

**Obiettivi nazionali vincolanti/ conseguimento degli obiettivi 20/20/20**

*La proposta di direttiva impone agli Stati membri la definizione di obiettivi, piani e programmi nazionali per il miglioramento dell'efficienza energetica. Spetta agli Stati membri stabilire se sul loro territorio tali obiettivi debbano essere vincolanti o indicativi.*

*In un secondo momento (2014), la Commissione valuterà gli obiettivi e gli sforzi compiuti da ciascuno Stato membro insieme ai dati relativi ai progressi realizzati, onde valutare il grado di probabilità di conseguire l'obiettivo generale dell'Unione e se l'impegno dei singoli Stati membri sia sufficiente per il conseguimento dell'obiettivo comune.*

*Se dalla valutazione risulterà improbabile che l'obiettivo globale dell'Unione possa essere conseguito, la Commissione proporrà obiettivi nazionali vincolanti per il 2020 (articolo 3 e considerando 13 della proposta di direttiva).*

6. *Ritiene possibile stabilire obiettivi nazionali vincolanti? In caso affermativo, con quale scadenza?*

*Come giudica il calendario della Commissione per la valutazione degli obiettivi nazionali di efficienza energetica (valutazione nel 2014)?*

*(inserire la risposta)*

*E' importante fissare obiettivi nazionali vincolanti. Sebbene condivisibile, la procedura "a due step" prevista può introdurre elementi di complicazione che rischia di far perdere efficacia (soprattutto in termini di tempo) all'azione locale volta a raggiungere l'obiettivo finale al 2020.*

**Conseguimento degli obiettivi nazionali, esame delle azioni locali e regionali**

*Ai sensi dell'articolo 19 e del punto 1 dell'allegato XIV della proposta di direttiva, gli Stati membri riferiscono ogni anno sui progressi realizzati nel conseguimento degli obiettivi di efficienza energetica.*

7. *Secondo lei, quali strumenti dovrebbero adottare gli Stati membri per valutare i progressi realizzati a livello regionale e locale? Ritiene necessario creare degli osservatori regionali?*

*(inserire la risposta)*

*La nascita di osservatori sull'energia (in termini di rilevazione dei consumi e della produzione dell'energia, nonché delle politiche e azioni programmate/implementate) è essenziale. Ogni Regione/Provincia dovrebbe avere il suo, sotto un coordinamento nazionale ed europeo. Attualmente invece l'attività di osservatorio viene attuata in modo sporadico e "a macchia di leopardo" tra le Regioni e non viene considerata un'attività istituzionale svolta in modo continuativo e sistematico.*

## Governo Regional da Madeira - Direcção Regional dos Assuntos Europeus e da Cooperação Externa

COMITÉ DAS REGIÕES – DIRECÇÃO E – POLÍTICAS HORIZONTAIS E REDES



Questionário sobre a  
Proposta de directiva do Parlamento Europeu e do Conselho relativa à eficiência energética e  
que revoga as Directivas 2004/8/CE e 2006/32/CE  
[COM(2011) 370 final]

Apresentado por Jean-Louis Joseph (FR-PSE) para consulta  
pela Rede de Observância da Subsidiariedade

Queira preencher e enviar até **19 de Agosto de 2011**. O questionário preenchido pode ser enviado directamente através do sítio Internet da Rede de Observância da Subsidiariedade [<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – não se esqueça de se conectar (Log in)] ou por correio electrónico para: [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

Nome da entidade	Governo Regional da Madeira - Direcção Regional dos Assuntos Europeus e da Cooperação Externa
Pessoa de contacto	Dra. Fernanda Cardoso
Telefone e endereço electrónico	351291212060 <a href="mailto:fernandacardoso.vp@gov-madeira.pt">fernandacardoso.vp@gov-madeira.pt</a>

Queira responder às questões que se seguem:

### Âmbito de aplicação da directiva

A proposta de directiva define um quadro comum para a promoção da eficiência energética na União Europeia a fim de cumprir o objectivo de 20% de poupança de energia primária até 2020 e abrir caminho a uma maior eficiência energética para além de 2020. As regras nela contidas dizem respeito, em primeiro lugar, ao sector público e a empresas do sector da energia.

1. É de opinião que a directiva final deveria prever disposições que incluíssem requisitos relativos à eficiência energética aplicáveis a outros sectores, como os transportes e as empresas que não operam no sector energético? Justifique a sua resposta.

Entendemos que deveriam ser previstos requisitos associados a outros sectores, nomeadamente esses requisitos deverão ser do lado da procura, como é o caso dos edifícios, transportes, indústria e etc.

O alargamento de requisitos relativos à eficiência energética é importante se tivermos em conta que as estatísticas a nível europeu demonstram que a utilização de energia em

edifícios residenciais e comerciais é responsável por cerca de 40% do consumo total de energia final da UE e que o sector dos transportes é responsável por cerca de 20% do consumo total de energia primária.

#### Renovação de edifícios públicos

O artigo 4.º, n.º 1, da proposta de directiva dispõe que "os Estados-Membros devem assegurar que, a partir de 1 de Janeiro de 2014, seja renovada todos os anos uma taxa de 3% da área construída total que seja propriedade dos seus organismos públicos, a fim de cumprir, pelo menos, os requisitos mínimos de desempenho energético estabelecidos por cada Estado-Membro em aplicação do artigo 4.º da Directiva 2010/31/UE"<sup>36</sup>.

2. Em sua opinião, quais são os instrumentos financeiros necessários para alcançar este objectivo?

O financiamento deste objectivo, em especial nas Regiões Ultraperiféricas da Europa e em outras regiões menos desenvolvidas, exige a adopção de medidas que facilitem a sua concretização.

Um dos instrumentos financeiros para alcançar este objectivo poderia ser, por exemplo, via um fundo destinado à eficiência energética, que fosse financiado por taxas provenientes da utilização das diversas formas de energia mais poluentes (ex: combustíveis fósseis, taxas do carbono e do óleo usado, etc), para fazer face aos investimentos.

#### Contratos de desempenho energético no sector público

Nos termos do artigo 14.º da proposta de directiva, os Estados-Membros devem promover o mercado dos serviços energéticos e o acesso das pequenas e médias empresas a esse mercado, entre outras medidas, "fornecendo contratos-modelo para a celebração de contratos de desempenho energético no sector público; estes devem conter, pelo menos, os elementos indicados no anexo XIII"<sup>37</sup>.

Ao mesmo tempo, a proposta de directiva reconhece a existência de "obstáculos regulamentares e não regulamentares à utilização de contratos de desempenho energético e outros acordos de financiamento por terceiros para a poupança de energia. Estes obstáculos incluem as regras e práticas contabilísticas que impedem que os investimentos de capital e as poupanças financeiras anuais resultantes de medidas de melhoria da eficiência energética sejam reflectidos nas contas relativas à totalidade do período de investimento" (considerando 32 da proposta de directiva).

3. Considera que as disposições pertinentes permitirão aos Estados-Membros ultrapassar os obstáculos atrás referidos e realizar contratos de desempenho energético, em particular no que diz respeito a ofertas públicas de aquisição? Justifique a sua resposta.

<sup>36</sup> Directiva 2010/31/UE do Parlamento Europeu e do Conselho relativa ao desempenho energético dos edifícios.

<sup>37</sup> Elementos mínimos a incluir nos contratos de desempenho energético celebrados com o sector público:

- Lista clara e transparente das medidas de eficiência a aplicar;
- Poupanças garantidas com a aplicação das medidas previstas no contrato;
- Duração e etapas do contrato, condições e prazo de pré-aviso;
- Lista clara e transparente das obrigações de cada parte contratante;
- Data(s) de referência para a determinação das poupanças alcançadas;

A nível nacional, o Decreto-Lei nº 29/2011 de 28 de Fevereiro, estabelece o regime jurídico para a formação e execução dos contratos de desempenho energético a celebrar entre organismos públicos e empresas de serviços energéticos.

Sugerimos a criação de incentivos que promovam este tipo de contrato. Do mesmo modo, os organismos públicos poderão dar o exemplo fazendo um contrato com uma ESCO (Empresa de Serviços de Energia).

#### Contagem e facturação discriminada

O artigo 8.º e o anexo VI da proposta de directiva contêm requisitos detalhados para a contagem e facturação do consumo de energia. Os Estados-Membros devem assegurar, entre outras medidas, que os consumidores finais de redes de aquecimento disponham de contadores individuais (artigo 8.º, n.º 1).

4. Considera que estas disposições têm devidamente em conta as especificidades socioeconómicas e técnicas locais e/ou regionais?

- 
- Lista clara e transparente das fases a cumprir para a execução de uma acção e custos associados;
  - Obrigação de aplicar integralmente as medidas do contrato e documentação sobre todas as alterações introduzidas durante o projecto;
  - Regulamentação em matéria de participação de terceiros (subcontratação);
  - Apresentação clara e transparente das implicações financeiras do projecto e da forma como se reparte a quota de ambas as partes nas poupanças monetárias alcançadas (isto é, remuneração do prestador de serviços);
  - Disposições claras e transparentes em matéria de medição e verificação das poupanças garantidas alcançadas, controlos de qualidade e garantias;
  - Disposições que clarifiquem o procedimento a adoptar no caso de alteração das condições-quadro que afecte o conteúdo e os resultados do contrato (alterações dos preços da energia, variações da intensidade de utilização de uma instalação);
  - Informações pormenorizadas sobre as obrigações da cada parte contratante.

Não podemos responder a esta questão na medida em que a Região não dispõe de redes de aquecimento.

Os planos nacionais de aquecimento e arrefecimento e o seu impacto ao nível local e regional

O artigo 10.º, n.º 1, da proposta de directiva dispõe que "os Estados-Membros devem estabelecer e comunicar à Comissão planos nacionais de aquecimento e arrefecimento para o desenvolvimento do potencial de cogeração de elevada eficiência e de aquecimento e arrefecimento urbano eficientes [...]".

Estes planos nacionais de aquecimento e arrefecimento têm de ser "tomados em consideração nos planos locais e regionais de desenvolvimento, incluindo planos de ordenamento territorial urbano e rural".

Além disso, o anexo VII, ponto 3, elenca os requisitos que devem conter os planos de ordenamento territorial urbano<sup>38</sup>.

Por último, os "Estados-Membros devem assegurar que a regulamentação nacional em matéria de ordenamento territorial urbano e rural seja adaptada aos critérios de autorização referidos no n.º 3 [artigo 10.º] e compatível com os planos nacionais de aquecimento e arrefecimento referidos no n.º 1 [artigo 10.º]."

5. Em sua opinião, impõe-se a necessidade de estabelecer estes requisitos a nível da UE para alcançar os objectivos pretendidos (promoção da eficiência energética na União Europeia a fim de cumprir o objectivo de 20% de poupança de energia primária até 2020), ou considera que as regulamentações centrais, regionais e/ou locais em matéria de ordenamento territorial urbano e/ou rural são, ou seriam, suficientes para o efeito?

Justifique a sua resposta.

Apenas se ao nível nacional não for possível estabelecer esses requisitos e metas para alcançar os respectivos objectivos é que se considera necessário estabelecer estes requisitos a nível da UE. Além de que, tal, permitiria a harmonização de regras nos Estados-Membros. Todavia, a regulamentação europeia, a existir, deverá prever situações de excepção quando fundamentadamente justificadas.

Recorde-se que as redes de abastecimento de calor/frio não são aplicáveis na Região Autónoma da Madeira. A única excepção, é o abastecimento de calor na Zona Franca

<sup>38</sup> Os planos de ordenamento territorial urbano devem ser elaborados de forma a garantir que:

- a) As novas instalações de produção de electricidade de origem térmica e as instalações industriais que produzem calor residual sejam implantadas em locais em que se recupere o máximo do calor residual disponível a fim de satisfazer a procura existente ou prevista de calor e arrefecimento;
- b) As novas zonas residenciais ou novas instalações industriais que consomem calor nos seus processos de produção sejam implantadas em locais em que seja possível satisfazer o máximo da sua procura de calor utilizando o calor residual disponível, tal como indicado nos planos nacionais de aquecimento e arrefecimento. A fim de assegurar a melhor adequação entre a oferta e a procura de calor e frio, os planos de ordenamento territorial devem favorecer o agrupamento de várias instalações industriais no mesmo local;
- c) As instalações de produção de electricidade térmica, as instalações industriais geradoras de calor residual, as instalações de incineração de resíduos e outras instalações de valorização energética de resíduos sejam ligadas à rede local de aquecimento ou de arrefecimento urbano;
- d) As zonas residenciais e as instalações industriais que consomem calor nos seus processos de produção sejam ligadas à rede local de aquecimento ou arrefecimento urbano.

Industrial da Madeira a partir do calor gerado pela central térmica do Caniçal.

Objectivos nacionais vinculativos/cumprimento dos objectivos 20/20/20

A proposta de directiva solicita aos Estados-Membros o estabelecimento de objectivos, regimes e programas nacionais de eficiência energética. Devem ser eles a decidir se, no seu território, tais objectivos seriam vinculativos ou indicativos.

Numa segunda fase, em 2014, estes objectivos e os esforços individuais desenvolvidos por cada Estado-Membro serão avaliados pela Comissão, juntamente com os dados sobre os progressos realizados, a fim de avaliar as probabilidades de alcançar o objectivo global da União e em que medida tais esforços individuais são suficientes para atingir o objectivo comum.

Se esta avaliação mostrar ser pouco provável que o objectivo global da União venha a ser alcançado, a Comissão deveria propor objectivos nacionais vinculativos para 2020 (artigo 3.º e considerando 13 da proposta de directiva).

6. Em sua opinião, é possível estabelecer objectivos nacionais vinculativos? Se sim, em que prazo? Que pensa do calendário da Comissão (2014) para a avaliação dos objectivos nacionais de eficiência energética?

Consideramos que é possível estabelecer objectivos nacionais vinculativos no curto prazo - deverá para o efeito, ser efectuado o levantamento do potencial energético baseado no consumo de energia existente.

Cumprimento dos objectivos nacionais, consideração dos esforços desenvolvidos a nível local e regional

Nos termos do artigo 19.º e do anexo XIV, ponto 1, os Estados-Membros devem apresentar um relatório sobre os progressos realizados no sentido do cumprimento dos objectivos nacionais de eficiência energética.

7. Em sua opinião, que instrumentos deveriam ser estabelecidos pelos Estados-Membros para avaliar os progressos realizados a nível local e regional? Considera necessário estabelecer observatórios regionais?

Deverão ser estabelecidos instrumentos que obriguem ao cumprimento da Certificação Energética, devendo para o efeito ser estabelecidos objectivos de melhoria de eficiência energética e de monitorização das reduções do consumo de energia.

Sem pôr em causa a mais valia que o estabelecimento de observatórios regionais possam trazer, poderá não ser a melhor altura para os implementar dadas as actuais restrições financeiras existentes em grande parte dos Estados-membros.

## **Alba Local Energy Agency**

COMMITTEE OF THE REGIONS – DIRECTORATE E – Horizontal Policies and Networks



**Questionnaire on the  
Proposal for a Directive of the European Parliament and the Council on energy  
efficiency and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC  
[COM(2011) 370 final]**

**Submitted by Mr Jean-Louis Joseph (FR/PES) for consultation  
of the Subsidiarity Monitoring Network**

Please complete and submit by **19 August 2011**. You can upload the completed questionnaire directly on to the Subsidiarity Monitoring Network webpage (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – remember to log in). Alternatively, you can send it by email to [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Name of the Authority:</b>	Alba Local Energy Agency
<b>Contact person:</b>	Florin Andronescu
<b>Contact details (phone, email):</b>	+40755093350, director@alea.ro

**Please answer the following questions:**

### ***Scope of the Directive***

*The proposed Directive establishes a common framework for promoting energy efficiency in the European Union to ensure the target of 20% primary energy savings by 2020 is met and to pave the way for further energy efficiency afterwards. It lays down rules which primarily concern the public sector and energy companies.*

- 1. Do you think that the final Directive should include provisions containing energy efficiency requirements for other sectors, such as transport and companies not working in the energy field? Please explain your answer.*

(insert answer)

Surely, I think that it would be better if the new directive on energy efficiency would also contain other important sectors as transport and industrial companies (non energy field); In Romania, especially, these sectors have a low level of energy efficiency and without binding measures for reducing specific energy consumptions, it won't be possible to reach targets set for 2020.

I think the new directive should address in a coherent manner all sectors with an important share of energy consumption.



### **Renovation of public buildings**

*Under Article 4(1) of the draft Directive, "(...) Member States shall ensure that as from 1 January 2014, 3% of the total floor area owned by their public bodies is renovated each year to meet at least the minimum energy performance requirements set by the Member State concerned in application of Article 4 of Directive 2010/31/EU".<sup>39</sup>*

2. *In your opinion, which financial instruments are needed in order to achieve this objective?*

*(insert answer)*

European Funds (Structural Funds and Cohesion Fund) must have in the future (since 2013) dedicated funding lines for local governments that coherent action plans have planned for the renovation of at least 3% of the floor area owned by their public bodies. Private funding for energy efficiency measures in buildings should be strongly stimulated by the creation in all European countries (especially in Eastern Europe) to the optimal framework of energy performance contracts.

### **Energy performance contracting in the public sector**

*Under Article 14 of the draft Directive, Member States are to promote the energy services market and access for small and medium-sized enterprises to this market by, inter alia, "providing model contracts for energy performance contracting in the public sector; these shall at least include the items listed in Annex XIII".<sup>40</sup>*

*At the same time, the draft Directive recognises the existence of "regulatory and non-regulatory barriers to the use of energy performance contracting and other third-party financing arrangements for energy savings. These include accounting rules and practices that prevent capital investments and annual financial savings resulting from energy efficiency improvement measures from being adequately reflected in the accounts for the whole life of the investment." (recital 32 of the draft Directive).*

3. *Do you believe that the relevant provisions will allow Member States to overcome the above-mentioned barriers and implement energy performance contracting, particularly regarding public purchase offers? Please explain your answer.*

*(insert answer)*

<sup>39</sup> Directive on the energy efficiency of buildings

<sup>40</sup>

#### **Minimum items to be included in energy performance contracts with the public sector**

- Clear and transparent list of the efficiency measures to be implemented
- Guaranteed savings to be achieved by implementing the measures of the contract.
- Duration and milestones of the contract, terms and period of notice.
- Clear and transparent list of the obligations of each contracting party.
- Reference date(s) to establish achieved savings.
- Clear and transparent list of steps to be performed to implement a measure and associated costs.
- Obligation to fully implement the measures in the contract and documentation of all changes made during the project.
- Regulations specifying the inclusion of third parties (subcontracting).
- Clear and transparent display of financial implications of the project and distribution of the share of both parties in the monetary savings achieved (i.e. remuneration of the service provider).
- Clear and transparent provisions on measurement and verification of the guaranteed savings achieved, quality checks and guarantees.
- Provisions clarifying the procedure to deal with changing framework conditions that affect the content and the outcome of the contract (i.e. changing energy prices, use intensity of an installation).
- Detailed information on the obligations of each of the contracting parties.

The mentioned provisions of draft Directive only create a suitable framework for carrying out energy performance contracts in Member States. In countries as Romania is necessary to simplify the procedure for public works contracts; in the accounting system should be accepted as sources of investment for energy efficiency works, future energy savings guaranteed by energy performance contracts. Also, it would be very useful to create a national / European registry of certified energy services companies.

***Metering and informative billing***

*Article 8 and Annex VI of the draft Directive contain detailed requirements for metering and billing of energy consumption. Member States are to ensure, inter alia, that final customers for district heating are provided with individual meters (Article 8(1)).*

4. *In your opinion, do these provisions allow for sufficient consideration of specific local and/or regional socio-economic and technical conditions?*

*(insert answer)* Indeed, these provisions would have to take into account for more consideration of local/regional specific conditions.

***National heating and cooling plans and their implications for the local and regional levels***

*Under Article 10(1) of the draft Directive, "Member States shall establish and notify to the Commission a national heating and cooling plan for developing the potential for the application of high efficiency cogeneration and efficient district heating and cooling (...)." These national heating and cooling plans have to be "taken into account in local and regional development plans, including urban and rural spatial plans".*

*Moreover, Annex VII (3) of the draft Directive contains concrete requirements for urban spatial plans.<sup>41</sup>*

*Finally, "Member States shall ensure that national regulations on urban and rural spatial planning are adapted to the authorisation criteria referred to in [Article 10] paragraph 3 and are in line with the national heating and cooling plans referred to in [Article 10] paragraph 1."*

5. *In your opinion, is the setting of these requirements at EU level necessary in order to achieve the intended objectives (promoting energy efficiency in heating and cooling in order to achieve 20% primary energy savings by 2020), or do you believe that central, regional and/or local regulations on urban and/or rural spatial planning are or would be sufficient in this regard?*

*Please explain your answer.*

*(insert answer)*

<sup>41</sup> **Urban spatial plans shall be designed to ensure that:**

- a) new thermal electricity generation installations and industrial plants producing waste heat are located in sites where a maximum amount of the available waste heat will be recovered to meet existing or forecasted heat and cooling demand;
- b) new residential zones or new industrial plants which consume heat in their production processes are located in sites where a maximum amount of their heat demand will be met by the available waste heat, as identified in national heating and cooling plans. To ensure an optimal matching between demand and supply for heat and cooling, spatial plans shall favour the clustering of a number of industrial plants in the same location;
- c) thermal electricity generating installations, industrial plants producing waste heat, waste incineration plants and other waste-to-energy plants are connected to the local district heating or cooling network;
- d) residential zones and industrial plants which consume heat in their production processes are connected to the local district heating or cooling network.

In my opinion, above mentioned requirements are necessary in countries as Romania where a lot of public heating network were destructured in the last 10-15 years. Plans and national support schemes are required for rebuilding public heating / cooling network in cities and promote high cogeneration systems and use of heating and cooling from waste heat and renewable energy sources.

***Binding national objectives/achievement of 20/20/20 objectives***

*The draft Directive requires Member States to set national energy efficiency targets, schemes and programmes. It is for them to decide whether these targets should be binding or indicative in their territory.*

*In a second stage, in 2014, these targets and the individual efforts of each Member State will be evaluated by the Commission, alongside data on the progress made, to assess the likelihood of achieving the overall Union target and the extent to which the individual efforts are sufficient to meet the common goal.*

*If this assessment shows that the overall Union target is unlikely to be achieved, then the Commission should propose mandatory national targets for 2020 (Article 3 and recital 13 of the draft Directive).*

6. *Do you consider it possible to establish binding national objectives? If yes, with what deadline?*

*How do you view the Commission's time schedule (2014) for the evaluation of Member States' national energy efficiency targets?*

*(insert answer)*

I think it's possible and even necessary to establish binding national targets in terms of energy efficiency; this stage should be preceded by an assessment of the achievement level of current national energy efficiency plans. In my opinion, is necessary to be brought forward to 2013 the time schedule to assess national energy efficiency targets; however the remaining time until 2020 is close enough to reach the EU targets in terms of energy efficiency,

***Achievement of national objectives, consideration of local and regional efforts***

*Under Article 14 and Annex IX of the draft Directive, Member States are to report annually on the progress achieved towards national energy efficiency targets.*

7. *In your opinion, what tools should be established by Member States in order to evaluate the progress achieved at local and regional level? Do you see a need to establish regional observatories?*

*(insert answer)*

In Romania is not yet implemented a functional system for registration of statistical data on specific energy consumptions at local / regional level. In this respect, the establishment of regional energy observatories is very important to review progress made in implementing energy efficiency plans.

## **Parlament de Catalunya**

COMITÉ DE LAS REGIONES – DIRECCIÓN E – Políticas Horizontales y Redes



**Cuestionario sobre la  
Propuesta de Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la eficiencia  
energética y por la que se derogan las Directivas 2004/8/CE y 2006/32/CE [COM(2011)  
370 final]**

**sometido por Jean-Louis Joseph (FR/PSE) para consulta a la  
Red de Seguimiento de la Subsidiariedad**

Por favor, cumplimente y envíe este cuestionario antes del **19 de agosto de 2011**. El cuestionario completo puede cargarse directamente en la página Internet de la Red de Seguimiento de la Subsidiariedad (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – deberá conectarse primero). También puede enviarlo por correo electrónico a [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Nombre del ente:</b>	Parlament de Catalunya
<b>Persona de contacto:</b>	Blanca Massé
<b>Datos de contacto (teléfono, correo electrónico):</b>	<a href="mailto:bmasse@parlament.cat">bmasse@parlament.cat</a> , tel. +34 933046500

**Por favor, responda a las siguientes preguntas:**

### ***Objetivo de la evaluación***

*La propuesta de Directiva establece un marco común para promover la eficiencia energética en la Unión Europea a fin de garantizar que se cumple el objetivo de ahorrar un 20 % del consumo de energía primaria para 2020, y sentar así las bases para lograr una mayor eficiencia energética en el futuro. La Directiva establece normas que afectan primordialmente al sector público y a las empresas energéticas.*

- 1. ¿Considera usted que la Directiva final debería incluir disposiciones que contemplaran requisitos en materia de eficiencia energética para otros sectores, como el transporte, y para empresas que no operan en el ámbito de la energía? Explique su respuesta.*

La Directiva no será completamente eficaz si no incluye requisitos en materia de eficiencia energética para el transporte y para empresas que no operan en el ámbito de la energía. El consumo energético del transporte y de estas empresas es un porcentaje muy significativo del consumo total de energía, por lo que deben tomarse medidas al respecto.

### **Renovación de edificios públicos**

*De acuerdo con el apartado 1 del artículo 4 de la propuesta de Directiva, «los Estados miembros se asegurarán de que, a partir del 1 de enero de 2014, el 3 % de la superficie edificada total propiedad de sus organismos públicos se renueve cada año de manera que cumpla al menos los requisitos de rendimiento energético mínimos fijados por dichos Estados en aplicación del artículo 4 de la Directiva 2010/31/UE<sup>42</sup>.*

**2. En su opinión, ¿cuáles son los instrumentos financieros necesarios para alcanzar este objetivo?**

Dado que en la mayoría de los casos las inversiones en mejora energética habrán de provenir de las empresas de servicios energéticos, sería necesario disponer de líneas de crédito blandas para estas empresas, así como líneas de avales para disminuir el riesgo de concesión de los créditos.

### **El contrato de rendimiento energético en el sector público**

*De conformidad con el artículo 14 del proyecto de Directiva, los Estados miembros fomentarán el mercado de los servicios energéticos y facilitarán el acceso a este de las pequeñas y medianas empresas recurriendo entre otros medios a modelos de contratos de rendimiento energético en el sector público; estos modelos incluirán, al menos, los aspectos indicados en el anexo XIII<sup>43</sup>».*

*Al mismo tiempo, el proyecto de Directiva reconoce la existencia de «barreras reglamentarias y no reglamentarias que se oponen al uso de contratos de rendimiento energético y de otros acuerdos de financiación por terceros relacionados con el ahorro de energía. Entre estas barreras, cabe citar las normas y prácticas contables que impiden que la inversión de capital y los ahorros económicos anuales generados por las medidas de mejora de la eficiencia energética se recojan adecuadamente en las cuentas durante toda la duración de la inversión» (punto 32 del proyecto de Directiva).*

**3. ¿Considera usted que las disposiciones relevantes permitirán a los Estados miembros superar estas barreras y llevar a la práctica los contratos de rendimiento energético y, en especial, los relacionados con las licitaciones públicas? Explique su respuesta.**

Dependerá de la trasposición de la Directiva a la legislación de cada estado miembro. El

<sup>42</sup> Directiva 2010/31/UE del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la eficiencia energética de los edificios.

<sup>43</sup>

#### **Condiciones mínimas que deben incluirse en los contratos de rendimiento energético con el sector público**

- Una lista clara y transparente de las medidas de eficiencia energética que deben aplicarse.
- Unos ahorros garantizados que deben conseguirse al aplicar las medidas del contrato.
- La duración y los hitos del contrato, las condiciones y el plazo de notificación previa.
- Una lista clara y transparente de las obligaciones de cada parte contratante.
- Las fechas de referencia para establecer cuáles son los ahorros conseguidos.
- Una lista clara y transparente de los pasos que deben darse para aplicar una medida y los costes asociados.
- La obligación de cumplir plenamente las medidas del contrato y la documentación de todos los cambios efectuados durante el proyecto.
- Unas normas que especifiquen la inclusión de terceros (subcontratación).
- Una presentación clara y transparente de las implicaciones financieras del proyecto y de la distribución entre ambas partes del ahorro monetario obtenido (es decir, de la remuneración del suministrador del servicio).
- Disposiciones claras y transparentes sobre medición y verificación de los ahorros garantizados conseguidos, y sobre los controles de calidad y las garantías.
- Unas disposiciones que clarifiquen el procedimiento para tratar los cambios de las condiciones marco que afecten al contenido y al resultado del contrato (es decir, los cambios en los precios de la energía, la intensidad del uso de una instalación ...).
- Información detallada sobre las obligaciones de cada parte contratante.

listado de condiciones mínimas solamente enumera las condiciones evidentes que deben incluirse en los contratos, pero será necesario hacer evolucionar la legislación en cada caso para hacer evidente que, en una operación de inversión (al 100%) en la modalidad de servicios energéticos, no hay un esfuerzo presupuestario adicional para la administración, sino simplemente una adecuación de las prácticas de contabilidad para reconducir costes de energía hacia costes de pago a empresas de servicios energéticos.

### **Contadores e información sobre la facturación**

*El artículo 8 y el Anexo VI del proyecto de Directiva establecen requisitos pormenorizados en relación con los contadores y la facturación del consumo de energía. «Los Estados miembros se asegurarán de que los clientes finales de, entre otros servicios, calefacción urbana disponen de contadores individuales» (apartado 1 del artículo 8).*

4. *¿Cree usted que estas disposiciones permitirán tener suficientemente en cuenta las condiciones socioeconómicas y técnicas específicas a nivel local y/o regional?*

Sí, parece que las disposiciones son suficientes.

### **Los planes nacionales de calefacción y refrigeración y sus implicaciones a escala local y regional**

*De acuerdo con el apartado 1 del artículo 10 del proyecto de Directiva, «los Estados miembros aprobarán y comunicarán a la Comisión un plan nacional de calefacción y refrigeración para desarrollar el potencial de aplicación de la cogeneración de alta eficiencia y de los sistemas urbanos de calefacción y refrigeración eficientes».*

*Estos planes nacionales de calefacción y refrigeración deberán ser tenidos «en cuenta en sus planes de desarrollo regional y local, incluidos los planes de ordenación urbana y rural».*

*Además, el apartado 3 del Anexo VII del proyecto de Directiva recoge requisitos concretos en materia de planes de ordenación urbana y del territorio<sup>44</sup>. Por último, «los Estados miembros se asegurarán de que la legislación nacional sobre ordenación urbana y rural se ajusta a los criterios de autorización a los que se refiere el apartado 3 [del artículo 10] y a los planes nacionales de calefacción y refrigeración a los que se refiere el apartado 1 [del artículo 10]».*

5. *¿Considera usted que es necesario establecer estos requisitos a nivel de la UE para cumplir los objetivos previstos –promover la eficiencia energética a fin de alcanzar un ahorro del 20 % en el consumo de energía primaria para 2020–, o piensa que las disposiciones centrales, regionales y/o locales sobre planificación urbana y/o rural del territorio son suficientes a este respecto? Explique su respuesta.*

*El establecimiento de estos requisitos a nivel de la UE es determinante para el cumplimiento de los objetivos previstos y han de marcar la línea para la aprobación de*

#### **Los planes de urbanismo estarán concebidos de manera que se garantice que:**

- a) las nuevas instalaciones térmicas de generación de electricidad y las nuevas plantas industriales que produzcan calor residual estén ubicadas en emplazamientos donde se recupere una cantidad máxima del calor residual disponible para satisfacer la demanda ya existente o prevista de calefacción y refrigeración;
- b) las nuevas instalaciones industriales o las nuevas planta industriales que consuman calor en sus procesos de producción estén ubicadas en emplazamientos donde se satisfaga una cantidad máxima de su demanda de calefacción mediante el calor residual disponible, según lo indicado en los planes nacionales de calefacción y refrigeración; A fin de asegurar una correspondencia óptima entre la demanda y la oferta de calefacción y refrigeración, los planes de ordenación del territorio favorecerán la agrupación de plantas industriales en un mismo emplazamiento;
- c) las instalaciones térmicas de generación de electricidad, las plantas industriales que produzcan calor residual, las plantas de incineración de residuos y otras plantas de conversión de residuos en energía estén conectadas a la red local de refrigeración o calefacción urbana, y
- d) las zonas residenciales y las plantas industriales que consuman calor para sus procesos de producción estén conectadas a la red local de refrigeración o calefacción urbana.

*las disposiciones centrales, regionales y locales*

***Objetivos nacionales vinculantes/cumplimiento de los objetivos 20/20/20***

*El proyecto de Directiva requiere a los Estados miembros que fijen objetivos, regímenes y programas nacionales de eficiencia energética. Serían los Estados miembros los que decidirían si tales objetivos deberían ser vinculantes o indicativos en su territorio.*

*En una segunda fase, en 2014, estos objetivos y los esfuerzos de cada Estado miembro deberían ser evaluados por la Comisión, junto con los datos disponibles sobre los avances efectuados, a fin de evaluar la probabilidad de alcanzar el objetivo general de la Unión y el grado en que los distintos esfuerzos serían suficientes para llegar al objetivo común.*

*Si esta evaluación muestra que es improbable que se alcance el objetivo general de la Unión, la Comisión debe proponer objetivos nacionales obligatorios para 2020 (artículo 3 y considerando 13 del proyecto de Directiva).*

*6. ¿Cree usted posible el establecimiento de objetivos nacionales vinculantes? En caso afirmativo, ¿dentro de qué plazos?*

*¿Cuál es su opinión sobre el calendario de la Comisión (2014) para la evaluación de los objetivos nacionales de eficiencia energética de los Estados miembros?*

*Es posible y necesario establecer objetivos nacionales vinculantes a partir de los objetivos reales provenientes del nivel regional y/o local. El horizonte del 2020 es adecuado para proponer estos objetivos reales.*

*La fecha del 2014 para la evaluación de los objetivos nacionales de eficiencia energética en los estados miembros es correcta.*

***Cumplimiento de los objetivos nacionales – Toma en consideración de los esfuerzos locales y regionales***

*De acuerdo con el artículo 19 y el punto 1 del Anexo XIV de la propuesta de Directiva, los Estados miembros deberán informar anualmente sobre los progresos alcanzados en relación con los objetivos de eficiencia energética nacionales.*

*7. En su opinión, ¿qué instrumentos han de crear los Estados miembros para evaluar los progresos alcanzados a nivel local y regional? ¿Considera usted necesaria la creación de observatorios regionales?*

*Ya existen suficientes instrumentos para evaluar los progresos alcanzados a nivel local y regional. No es necesaria la creación de observatorios regionales, ya que las propias agencias regionales de energía pueden desarrollar este trabajo con suficiencia técnica.*

**Gobierno Vasco Departamento de Industria, Innovación,  
Comercio y Turismo, Dirección de Energía y Minas**

COMITÉ DE LAS REGIONES – DIRECCIÓN E – Políticas Horizontales y Redes



**Cuestionario sobre la  
Propuesta de Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la eficiencia  
energética y por la que se derogan las Directivas 2004/8/CE y 2006/32/CE [COM(2011)  
370 final]**

**sometido por Jean-Louis Joseph (FR/PSE) para consulta a la  
Red de Seguimiento de la Subsidiariedad**

Por favor, cumplimente y envíe este cuestionario antes del **19 de agosto de 2011**. El cuestionario completo puede cargarse directamente en la página Internet de la Red de Seguimiento de la Subsidiariedad (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – deberá conectarse primero). También puede enviarlo por correo electrónico a [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Nombre del ente:</b>	Gobierno Vasco Departamento de Industria, Innovación, Comercio y Turismo, Dirección de Energía y Minas
<b>Persona de contacto:</b>	Jorge Letamendia Belzunce, Director de Energía y Minas
<b>Datos de contacto (teléfono, correo electrónico):</b>	945 018209 <a href="mailto:energiayminas@ej-gv.es">energiayminas@ej-gv.es</a>

**Por favor, responda a las siguientes preguntas:**

***Objetivo de la evaluación***

*La propuesta de Directiva establece un marco común para promover la eficiencia energética en la Unión Europea a fin de garantizar que se cumple el objetivo de ahorrar un 20 % del consumo de energía primaria para 2020, y sentar así las bases para lograr una mayor eficiencia energética en el futuro. La Directiva establece normas que afectan primordialmente al sector público y a las empresas energéticas.*

1. *¿Considera usted que la Directiva final debería incluir disposiciones que contemplaran requisitos en materia de eficiencia energética para otros sectores, como el transporte, y para empresas que no operan en el ámbito de la energía? Explique su respuesta.*



Sí se deberían incluir disposiciones que contemplasen requisitos en materia energética en sectores como el transporte, ya que éste es el sector más dependiente de los combustibles derivados del petróleo, algunas medidas que se podrían implementar a este respecto podrían ser:

- La promoción de la sustitución de las motorizaciones ligadas a los combustibles convencionales derivados del petróleo por vehículos con otras motorizaciones alternativas como: vehículos híbridos, vehículos híbridos enchufables, vehículos eléctricos de autonomía extendida (range extender), vehículos eléctricos enchufables, vehículos movidos por biocombustibles, vehículos a hidrógeno, vehículos a gas natural comprimido (GNC), etc...
- El apoyo a la sustitución vehículos convencionales de flotas logísticas urbanas por vehículos con motorizaciones alternativas como las señaladas. O el apoyo a la sustitución de vehículos convencionales de flotas de transporte de viajeros o mercancías, con base en nuestras ciudades por vehículos con motorizaciones alternativas.
- La obligación de que las administraciones renueven sus flotas con vehículos con tecnologías o combustibles alternativos, o a que los Municipios favorezcan el acceso a los centros de las ciudades sólo a vehículos con motorizaciones alternativas, favoreciendo fiscalmente además más a los vehículos cuanto menores sean las emisiones del vehículo en el punto de utilización del mismo.
- Obligación a todas las empresas de determinado tamaño a establecer un plan de transporte al centro de trabajo en un plazo determinado, etc.

Respecto a empresas que no operen en el sector energético se podrían incluir medidas a fin de garantizar el objetivo europeo como la implantación de sistemas de gestión energética en la industria (gestor energético), realización de auditorías energéticas según consumos, establecimiento de estándares mínimos de eficiencia energética para empresas, definir diferencias en el tratamiento fiscal según tecnologías instaladas, revisiones periódicas obligatorias de calderas, grupos de frío, aire comprimido, hornos...

### ***Renovación de edificios públicos***

*De acuerdo con el apartado 1 del artículo 4 de la propuesta de Directiva, «los Estados miembros se asegurarán de que, a partir del 1 de enero de 2014, el 3 % de la superficie edificada total propiedad de sus organismos públicos se renueve cada año de manera que cumpla al menos los requisitos de rendimiento energético mínimos fijados por dichos Estados en aplicación del artículo 4 de la Directiva 2010/31/UE<sup>45</sup>.*

#### **2. En su opinión, ¿cuáles son los instrumentos financieros necesarios para alcanzar este objetivo?**

Para dar cumplimiento al objetivo de que a partir del 1 de enero de 2014, el 3% de la superficie edificada total propiedad de los organismos públicos se renueve cada año se deben realizar políticas muy intensivas de cara a movilizar inversiones en la renovación de los edificios públicos con el objetivo de reducir el consumo de energía. Estas actuaciones se llevarían a cabo con la figura de la externalización del suministro y mantenimiento energético a través de una empresa de servicios energéticos.

Otros instrumentos financieros, en este caso para animar la renovación en edificios se podrían establecer a través de préstamos preferentes o de interés cero, u otros instrumentos vinculados a las inversiones en eficiencia.

En este sentido , mencionar como otra alternativa de financiación al Banco Europeo de Inversiones

<sup>45</sup> Directiva 2010/31/UE del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la eficiencia energética de los edificios.

quien respalda proyectos en los países de la UE e invierte en futuros países miembros y países socios. El BEI pide prestado dinero en los mercados de capital, en lugar de sacarlo del presupuesto de la UE. Este dinero se presta (créditos) en condiciones favorables a proyectos acordes con los objetivos políticos de la UE. Entre sus destinatarios se encuentran desde grandes empresas a municipios y pequeños negocios

### ***El contrato de rendimiento energético en el sector público***

*De conformidad con el artículo 14 del proyecto de Directiva, los Estados miembros fomentarán el mercado de los servicios energéticos y facilitarán el acceso a este de las pequeñas y medianas empresas recurriendo entre otros medios a modelos de contratos de rendimiento energético en el sector público; estos modelos incluirán, al menos, los aspectos indicados en el anexo XIII<sup>46</sup>».*

*Al mismo tiempo, el proyecto de Directiva reconoce la existencia de «barreras reglamentarias y no reglamentarias que se oponen al uso de contratos de rendimiento energético y de otros acuerdos de financiación por terceros relacionados con el ahorro de energía. Entre estas barreras, cabe citar las normas y prácticas contables que impiden que la inversión de capital y los ahorros económicos anuales generados por las medidas de mejora de la eficiencia energética se recojan adecuadamente en las cuentas durante toda la duración de la inversión» (punto 32 del proyecto de Directiva).*

3. *¿Considera usted que las disposiciones relevantes permitirán a los Estados miembros superar estas barreras y llevar a la práctica los contratos de rendimiento energético y, en especial, los relacionados con las licitaciones públicas? Explique su respuesta.*

No sólo estas disposiciones deben permitir a los Estados miembros legalizar este tipo de contratos, sino que se hace indispensable una adaptación de las normativas estatales para su implantación, ya que las normas existentes impiden que las inversiones y ahorros anuales resultantes de las medidas implementadas se reflejen durante toda la vida de la inversión, lo cual puede ser un obstáculo a esa renovación de edificios.

Es necesario activar todas las posibilidades de inversión en medidas de eficiencia energética, ya que éstas desarrollan los compromisos públicos de apoyar el desarrollo económico, el crecimiento, el empleo, la innovación, y por lo tanto, es una contribución a la cohesión económica, social y territorial.

### ***Contadores e información sobre la facturación***

*El artículo 8 y el Anexo VI del proyecto de Directiva establecen requisitos*

46

#### **Condiciones mínimas que deben incluirse en los contratos de rendimiento energético con el sector público**

- Una lista clara y transparente de las medidas de eficiencia energética que deben aplicarse.
- Unos ahorros garantizados que deben conseguirse al aplicar las medidas del contrato.
- La duración y los hitos del contrato, las condiciones y el plazo de notificación previa.
- Una lista clara y transparente de las obligaciones de cada parte contratante.
- Las fechas de referencia para establecer cuáles son los ahorros conseguidos.
- Una lista clara y transparente de los pasos que deben darse para aplicar una medida y los costes asociados.
- La obligación de cumplir plenamente las medidas del contrato y la documentación de todos los cambios efectuados durante el proyecto.
- Unas normas que especifiquen la inclusión de terceros (subcontratación).
- Una presentación clara y transparente de las implicaciones financieras del proyecto y de la distribución entre ambas partes del ahorro monetario obtenido (es decir, de la remuneración del suministrador del servicio).
- Disposiciones claras y transparentes sobre medición y verificación de los ahorros garantizados conseguidos, y sobre los controles de calidad y las garantías.
- Unas disposiciones que clarifiquen el procedimiento para tratar los cambios de las condiciones marco que afecten al contenido y al resultado del contrato (es decir, los cambios en los precios de la energía, la intensidad del uso de una instalación ...).
- Información detallada sobre las obligaciones de cada parte contratante.

*pormenorizados en relación con los contadores y la facturación del consumo de energía. «Los Estados miembros se asegurarán de que los clientes finales de, entre otros servicios, calefacción urbana disponen de contadores individuales» (apartado 1 del artículo 8).*

4. *¿Cree usted que estas disposiciones permitirán tener suficientemente en cuenta las condiciones socioeconómicas y técnicas específicas a nivel local y/o regional?*

Es un avance importante, pero es necesario un desarrollo de estas actuaciones a través de las condiciones particulares tanto regionales como locales e incluso a nivel de usuario en cada Estado miembro ya que cada uno de estos niveles tiene características intrínsecas.

La implantación de redes eléctricas inteligentes en la Comunidad Autónoma del País Vasco responde a varios motivos. El primero es dotar a las redes de distribución y puntos de consumo eléctrico de la comunidad de prestaciones digitales que permitan la mejora del servicio y la reducción de consumos eléctricos. Y en segundo lugar, impulsar en paralelo un salto cualitativo en la competitividad de las empresas vascas fabricantes de equipos y sistemas para las redes de distribución.

A nivel local la Comunidad Autónoma del País Vasco estima necesarios los compromisos con las Administraciones Locales, por ejemplo, impulsando normativas de ordenación con criterios de sostenibilidad energética, planes de acción energética municipal o renovación y mejora del alumbrado público.

***Los planes nacionales de calefacción y refrigeración y sus implicaciones a escala local y regional***

*De acuerdo con el apartado 1 del artículo 10 del proyecto de Directiva, «los Estados miembros aprobarán y comunicarán a la Comisión un plan nacional de calefacción y refrigeración para desarrollar el potencial de aplicación de la cogeneración de alta eficiencia y de los sistemas urbanos de calefacción y refrigeración eficientes».*

*Estos planes nacionales de calefacción y refrigeración deberán ser tenidos «en cuenta en sus planes de desarrollo regional y local, incluidos los planes de ordenación urbana y rural».*

*Además, el apartado 3 del Anexo VII del proyecto de Directiva recoge requisitos concretos en materia de planes de ordenación urbana y del territorio<sup>47</sup>. Por último, «los Estados miembros se asegurarán de que la legislación nacional sobre ordenación urbana y rural se ajusta a los criterios de autorización a los que se refiere el apartado 3 [del artículo 10] y a los planes nacionales de calefacción y refrigeración a los que se refiere el apartado 1 [del artículo 10]».*

5. *¿Considera usted que es necesario establecer estos requisitos a nivel de la UE para cumplir los objetivos previstos –promover la eficiencia energética a fin de alcanzar un ahorro del 20 % en el consumo de energía primaria para 2020–, o piensa que las disposiciones centrales, regionales y/o locales sobre planificación urbana y/o rural*

47

**Los planes de urbanismo estarán concebidos de manera que se garantice que:**

- a) las nuevas instalaciones térmicas de generación de electricidad y las nuevas plantas industriales que produzcan calor residual estén ubicadas en emplazamientos donde se recupere una cantidad máxima del calor residual disponible para satisfacer la demanda ya existente o prevista de calefacción y refrigeración;
- b) las nuevas instalaciones industriales o las nuevas planta industriales que consuman calor en sus procesos de producción estén ubicadas en emplazamientos donde se satisfaga una cantidad máxima de su demanda de calefacción mediante el calor residual disponible, según lo indicado en los planes nacionales de calefacción y refrigeración; A fin de asegurar una correspondencia óptima entre la demanda y la oferta de calefacción y refrigeración, los planes de ordenación del territorio favorecerán la agrupación de plantas industriales en un mismo emplazamiento;
- c) las instalaciones térmicas de generación de electricidad, las plantas industriales que produzcan calor residual, las plantas de incineración de residuos y otras plantas de conversión de residuos en energía estén conectadas a la red local de refrigeración o calefacción urbana, y
- d) las zonas residenciales y las plantas industriales que consuman calor para sus procesos de producción estén conectadas a la red local de refrigeración o calefacción urbana.

<p><i>del territorio son suficientes a este respecto? Explique su respuesta.</i></p> <p>Actualmente los objetivos europeos en eficiencia energética son un mero acuerdo no vinculante para los Estado Miembros. Sin embargo, éstos se enfrentan ya con el logro de objetivos obligatorios para reducir las emisiones de carbono en un 20 por ciento en 2020 y generar el 20 por ciento de su energía de fuentes renovables para el final de la década.</p> <p>Si se establecieran objetivos vinculantes en eficiencia energética sería importante tener claros los indicadores de ahorro y eficiencia, y que el marco de cumplimiento sea flexible, ya que hay situaciones diferentes por ejemplo de crecimiento económico en cada Estado miembro de la UE.</p> <p>La Comunidad Autónoma el País Vasco cuenta con una política energética que establece unos objetivos específicos en ahorro y eficiencia energética que coadyuvan junto con los Planes Nacionales a la consecución de las metas establecidas a nivel europeo.</p>
<p><b><i>Objetivos nacionales vinculantes/cumplimiento de los objetivos 20/20/20</i></b></p> <p><i>El proyecto de Directiva requiere a los Estados miembros que fijen objetivos, regímenes y programas nacionales de eficiencia energética. Serían los Estados miembros los que decidirían si tales objetivos deberían ser vinculantes o indicativos en su territorio. En una segunda fase, en 2014, estos objetivos y los esfuerzos de cada Estado miembro deberían ser evaluados por la Comisión, junto con los datos disponibles sobre los avances efectuados, a fin de evaluar la probabilidad de alcanzar el objetivo general de la Unión y el grado en que los distintos esfuerzos serían suficientes para llegar al objetivo común. Si esta evaluación muestra que es improbable que se alcance el objetivo general de la Unión, la Comisión debe proponer objetivos nacionales obligatorios para 2020 (artículo 3 y considerando 13 del proyecto de Directiva).</i></p> <p>6. <i>¿Cree usted posible el establecimiento de objetivos nacionales vinculantes? En caso afirmativo, ¿dentro de qué plazos?</i></p> <p><i>¿Cuál es su opinión sobre el calendario de la Comisión (2014) para la evaluación de los objetivos nacionales de eficiencia energética de los Estados miembros?</i></p>
<p>Sí, es posible el establecimiento de objetivos nacionales. En línea con el objetivo europeo, la única referencia pública en el contexto español al objetivo del 20% de mejora de la eficiencia energética se encuentra en la Estrategia para la Economía Sostenible Ley 2/2001, donde se incluye un objetivo de reducción de la intensidad energética del 20% en 2020 frente al escenario tendencial. Y las principales medidas en materia de eficiencia energética a nivel nacional parten de la Estrategia Española de Eficiencia Energética (E4), y del recién presentado Plan de Acción 2011-2020, coherente con los objetivos globales acordados por la UE a 2020.</p> <p>Las iniciativas comprendidas en planes o estrategias completan su desarrollo a través de normativa aprobada con posterioridad o con la firma de convenios entre los distintos niveles de la Administración con competencias en la materia (principalmente Comunidades Autónomas). Convenios Ente Vasco de la Energía (EVE)-Instituto para la Diversificación y Ahorro de la Energía (IDAE).</p> <p>La opinión sobre el calendario es positiva. Según el calendario la Comisión tendrá que realizar en 2014 una evaluación de los progresos registrados de cara al objetivo de la UE de conseguir un 20% de eficiencia energética para 2020, y si fuese necesario, se tendrá que presentar una nueva propuesta legislativa que fije objetivos nacionales obligatorios.</p>
<p><b><i>Cumplimiento de los objetivos nacionales – Toma en consideración de los esfuerzos locales y regionales</i></b></p> <p><i>De acuerdo con el artículo 19 y el punto 1 del Anexo XIV de la propuesta de Directiva, los Estados miembros deberán informar anualmente sobre los progresos alcanzados en relación con los objetivos de eficiencia energética nacionales.</i></p>

7. *En su opinión, ¿qué instrumentos han de crear los Estados miembros para evaluar los progresos alcanzados a nivel local y regional? ¿Considera usted necesaria la creación de observatorios regionales?*

Se podría aprovechar la recién constituida Conferencia Sectorial de Energía, creada como un foro institucional que sirve de marco común para el desarrollo del principio de cooperación entre el Estado y las Comunidades autónomas en materia de política energética. Esta Conferencia debe conocer la preparación y formulación de los Planes Nacionales y, en su caso, de los Planes de las Comunidades Autónomas, en el ámbito del ahorro, la eficiencia energética y las energías renovables.

**Ente Regional de la Energía de Castilla y León (EREN) -  
English name: Regional energy Agency of Castilla y León  
(in Spain)**

COMMITTEE OF THE REGIONS – DIRECTORATE E – Horizontal Policies and Networks



**Questionnaire on the  
Proposal for a Directive of the European Parliament and the Council on energy  
efficiency and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC  
[COM(2011) 370 final]**

**Submitted by Mr Jean-Louis Joseph (FR/PES) for consultation  
of the Subsidiarity Monitoring Network**

Please complete and submit by **19 August 2011**. You can upload the completed questionnaire directly on to the Subsidiarity Monitoring Network webpage (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – remember to log in). Alternatively, you can send it by email to [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Name of the Authority:</b>	Ente Regional de la Energía de Castilla y León (EREN) English name: Regional energy Agency of Castilla y León (in Spain)
<b>Contact person:</b>	Puy Domínguez Pérez
<b>Contact details (phone, email):</b>	+34 987849393; dompermi@jcyl.es

**Please answer the following questions:**

***Scope of the Directive***

*The proposed Directive establishes a common framework for promoting energy efficiency in the European Union to ensure the target of 20% primary energy savings by 2020 is met and to pave the way for further energy efficiency afterwards. It lays down rules which primarily concern the public sector and energy companies.*

- 1. Do you think that the final Directive should include provisions containing energy efficiency requirements for other sectors, such as transport and companies not working in the energy field? Please explain your answer.*

*At first point the Directive should explain the reference conditions for the calculation of the 20% of primary energy savings, because it usually appears with ambiguity in the European and National documents.*

*Once this first point will be clear. If the obligations make reference to “all sectors”. The new Directive should include them too and not make exception to any sector. Overall*

*taking into account the importance of energy consumption from transport and companies even if they don't directly work with related energy fields.*

### ***Renovation of public buildings***

*Under Article 4(1) of the draft Directive, "(...) Member States shall ensure that as from 1 January 2014, 3% of the total floor area owned by their public bodies is renovated each year to meet at least the minimum energy performance requirements set by the Member State concerned in application of Article 4 of Directive 2010/31/EU".<sup>48</sup>*

- 2. In your opinion, which financial instruments are needed in order to achieve this objective?*

*The renovation of the 3% of the total surface (of public buildings) annually seems a disproportionate measure by the very high costs that means. Also taking into account that some of the buildings are also part of the heritage of populations or have very special and/or singular characteristics/conditions where new measures could have significant changes in their structures.*

*Because of the diversity of nature of public buildings the lines of financing in some of those cases will be difficult to justify taking into account only energy efficiency measures.*

*The idea of Energy Service Contracts and third party financing schemes could be some instruments, but regulations should be the same for the whole Europe in order to establish comparable conditions. Also specific lines of loans for this end should be established through national or European compulsory scheme. On the other hand lines of economical support in order to assume the risk of the loans could be established by the EIB (European Investment Bank) for example through the EEE-recovery funds or others similar.*

### ***Energy performance contracting in the public sector***

*Under Article 14 of the draft Directive, Member States are to promote the energy services market and access for small and medium-sized enterprises to this market by, inter alia, "providing model contracts for energy performance contracting in the public sector; these shall at least include the items listed in Annex XIII".<sup>49</sup>*

*At the same time, the draft Directive recognises the existence of "regulatory and non-regulatory barriers to the use of energy performance contracting and other third-party*

<sup>48</sup> Directive on the energy efficiency of buildings

<sup>49</sup> **Minimum items to be included in energy performance contracts with the public sector**

- Clear and transparent list of the efficiency measures to be implemented
- Guaranteed savings to be achieved by implementing the measures of the contract.
- Duration and milestones of the contract, terms and period of notice.
- Clear and transparent list of the obligations of each contracting party.
- Reference date(s) to establish achieved savings.
- Clear and transparent list of steps to be performed to implement a measure and associated costs.
- Obligation to fully implement the measures in the contract and documentation of all changes made during the project.
- Regulations specifying the inclusion of third parties (subcontracting).
- Clear and transparent display of financial implications of the project and distribution of the share of both parties in the monetary savings achieved (i.e. remuneration of the service provider).
- Clear and transparent provisions on measurement and verification of the guaranteed savings achieved, quality checks and guarantees.
- Provisions clarifying the procedure to deal with changing framework conditions that affect the content and the outcome of the contract (i.e. changing energy prices, use intensity of an installation).
- Detailed information on the obligations of each of the contracting parties.

*financing arrangements for energy savings. These include accounting rules and practices that prevent capital investments and annual financial savings resulting from energy efficiency improvement measures from being adequately reflected in the accounts for the whole life of the investment." (recital 32 of the draft Directive).*

3. *Do you believe that the relevant provisions will allow Member States to overcome the above-mentioned barriers and implement energy performance contracting, particularly regarding public purchase offers? Please explain your answer.*

*Taking into account that the main barriers in the market of energy services are:*

- *The property of the investments carried out during the period of validity of the contract.*
- *The journal entry*
- *The effect of those contracts in the indebtedness in the case of public administrations.*
- *The transfer of goods to final user (usually made at the end of the agreement ' finalisation).*
- *The standardization of the checking of systems for the energy savings along the time.*

*The fact of solving those barriers quoted above through an energy performance contract will be difficult to overcome, considering that energy performance contract regulations are different in the different EU countries.*

#### ***Metering and informative billing***

*Article 8 and Annex VI of the draft Directive contain detailed requirements for metering and billing of energy consumption. Member States are to ensure, inter alia, that final customers for district heating are provided with individual meters (Article 8(1)).*

4. *In your opinion, do these provisions allow for sufficient consideration of specific local and/or regional socio-economic and technical conditions?*

*It will be really difficult and unrealistic to introduce those smart systems of measurements for billing before 01-01-2015 as the draft of the Directive proposes.*

*It should be developed before legislation if the intention is to make compulsory these measures. It is recommendable to have a previous period in which these measures will be voluntary and some subsidies will give for that end, for example for changing meters by smart meters of the biggest consumers or in a community of population. Of course it has to be previously developed technical conditions for this new systems, involving manufacturers and suppliers of these smart meters which have to be standardize.*

*On the other hand, once the measure will be established. It has to be clear who will assume the cost of the new meters (energy service companies, users, operators...).*

#### ***National heating and cooling plans and their implications for the local and regional levels***

*Under Article 10(1) of the draft Directive, "Member States shall establish and notify to the Commission a national heating and cooling plan for developing the potential for the application of high efficiency cogeneration and efficient district heating and cooling (...)." These national heating and cooling plans have to be "taken into account in local and*



*regional development plans, including urban and rural spatial plans".*

*Moreover, Annex VII (3) of the draft Directive contains concrete requirements for urban spatial plans.<sup>50</sup>*

*Finally, "Member States shall ensure that national regulations on urban and rural spatial planning are adapted to the authorisation criteria referred to in [Article 10] paragraph 3 and are in line with the national heating and cooling plans referred to in [Article 10] paragraph 1."*

5. *In your opinion, is the setting of these requirements at EU level necessary in order to achieve the intended objectives (promoting energy efficiency in heating and cooling in order to achieve 20% primary energy savings by 2020), or do you believe that central, regional and/or local regulations on urban and/or rural spatial planning are or would be sufficient in this regard?*

*Please explain your answer.*

*Regarding to district heating systems, they are not a prosperous systems in Spain. Why? Maybe because the system should change. Currently the Spanish legislation pays to a gas provider by the number of customers that it has. In the case of a district heating, customers is only "one". So the own system is a barrier to make prosperous this kind of district heating systems. So the first point is to solve this legal lack, before start with the issue of spatial planning.*

*Not all the countries have the some situation frame for district heating systems. Maybe EU requirements, or at least some minimum requirements, could help to increase district heating systems (of course taking into account every real country potentiality).*

#### ***Binding national objectives/achievement of 20/20/20 objectives***

*The draft Directive requires Member States to set national energy efficiency targets, schemes and programmes. It is for them to decide whether these targets should be binding or indicative in their territory.*

*In a second stage, in 2014, these targets and the individual efforts of each Member State will be evaluated by the Commission, alongside data on the progress made, to assess the likelihood of achieving the overall Union target and the extent to which the individual efforts are sufficient to meet the common goal.*

*If this assessment shows that the overall Union target is unlikely to be achieved, then the Commission should propose mandatory national targets for 2020 (Article 3 and recital 13 of the draft Directive).*

<sup>50</sup> **Urban spatial plans shall be designed to ensure that:**

- a) new thermal electricity generation installations and industrial plants producing waste heat are located in sites where a maximum amount of the available waste heat will be recovered to meet existing or forecasted heat and cooling demand;
- b) new residential zones or new industrial plants which consume heat in their production processes are located in sites where a maximum amount of their heat demand will be met by the available waste heat, as identified in national heating and cooling plans. To ensure an optimal matching between demand and supply for heat and cooling, spatial plans shall favour the clustering of a number of industrial plants in the same location;
- c) thermal electricity generating installations, industrial plants producing waste heat, waste incineration plants and other waste-to-energy plants are connected to the local district heating or cooling network;
- d) residential zones and industrial plants which consume heat in their production processes are connected to the local district heating or cooling network.

6. *Do you consider it possible to establish binding national objectives? If yes, with what deadline?*

*How do you view the Commission's time schedule (2014) for the evaluation of Member States' national energy efficiency targets?*

*If it is established some, objective (non subjective), homogeneous and simple, criteria to asses, mainly which are related with energy efficiency, could be possible to establish a real target at the end of 2020 and in the meanwhile to make annual assessments for testing the grade of binding and to introduce corrective measures if it would be the case.*

*In 30<sup>th</sup> June 2014 can be a first assessment from the Commission to see the grade of achievement in every country.*

***Achievement of national objectives, consideration of local and regional efforts***

*Under Article 14 and Annex IX of the draft Directive, Member States are to report annually on the progress achieved towards national energy efficiency targets.*

7. *In your opinion, what tools should be established by Member States in order to evaluate the progress achieved at local and regional level? Do you see a need to establish regional observatories?*

*Following the previous answer, it has to be established some objective (non subjective), homogeneous and simple criteria for assessment energy efficiency measures, which can be made through observatories or using other instruments, while the target will be clear and in accordance with the Directive requirements.*

## **Jämtland Regional Development Council, Sweden**

COMMITTEE OF THE REGIONS – DIRECTORATE E – Horizontal Policies and Networks



**Questionnaire on the  
Proposal for a Directive of the European Parliament and the Council on Energy  
Efficiency and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC  
[COM(2011) 370 final]**

**Submitted by Mr Jean-Louis Joseph (FR/PES) for consultation  
of the Subsidiarity Monitoring Network**

Please complete and submit by 19 August 2011. You can upload the completed questionnaire directly on to the Subsidiarity Monitoring Network webpage (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – remember to log in). Alternatively, you can send it by email to [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Name of the Authority:</b>	Jämtland Regional Development Council, Sweden
<b>Contact person:</b>	Ulf von Sydow
<b>Contact details (phone, email):</b>	+46705870241 <a href="mailto:ulf.von.sydow@regionjamtland.se">ulf.von.sydow@regionjamtland.se</a>

**Please answer the following questions:**

### **Scope of the Directive**

*The proposed Directive establishes a common framework for promoting energy efficiency in the European Union to ensure the target of 20% primary energy savings by 2020 is met and to pave the way for further energy efficiency afterwards. It lays down rules which primarily concern the public sector and energy companies.*

1. *Do you think that the final Directive should include provisions containing energy efficiency requirements for other sectors, such as transport and companies not working in the energy field? Please explain your answer.*

*(insert answer)*

*Yes, it is a mistake to regard any transport and companies as not working in the energy field. Energy is critical to the transport sector, and the current trend towards ever-increasing transport activity based on fossil fuels is undermining the objective of energy efficiency, which is not just about the share of renewables in the energy mix. A broader approach must be adopted to achieve the EU's 20-20-20 targets and not limit energy efficiency to the public*

sector and energy companies.

**Renovation of public buildings**

*Under Article 4(1) of the draft Directive, "(...) Member States shall ensure that as from 1 January 2014, 3% of the total floor area owned by their public bodies is renovated each year to meet at least the minimum energy performance requirements set by the Member State concerned in application of Article 4 of Directive 2010/31/EU".<sup>51</sup>*

- 2. In your opinion, which financial instruments are needed in order to achieve this objective?**

*(insert answer)*

**Energy performance contracting in the public sector**

*Under Article 14 of the draft Directive, Member States are to promote the energy services market and access for small and medium-sized enterprises to this market by, inter alia, "providing model contracts for energy performance contracting in the public sector; these shall at least include the items listed in Annex XIII".<sup>52</sup>*

*At the same time, the draft Directive recognises the existence of "regulatory and non-regulatory barriers to the use of energy performance contracting and other third-party financing arrangements for energy savings. These include accounting rules and practices that prevent capital investments and annual financial savings resulting from energy efficiency improvement measures from being adequately reflected in the accounts for the whole life of the investment." (recital 32 of the draft Directive).*

- 3. Do you believe that the relevant provisions will allow Member States to overcome the above-mentioned barriers and implement energy performance contracting, particularly regarding public purchase offers? Please explain your answer.**

*(insert answer)*

51

Directive 2010/31/EC of the European Parliament and of the Council of 19 May 2010 on the energy performance of buildings.

52

**Minimum items to be included in energy performance contracts with the public sector**

- Clear and transparent list of the efficiency measures to be implemented
- Guaranteed savings to be achieved by implementing the measures of the contract
- Duration and milestones of the contract, terms and period of notice
- Clear and transparent list of the obligations of each contracting party
- Reference date(s) to establish achieved savings
- Clear and transparent list of steps to be performed to implement a measure and associated costs
- Obligation to fully implement the measures in the contract and documentation of all changes made during the project
- Regulations specifying the inclusion of third parties (subcontracting)
- Clear and transparent display of financial implications of the project and distribution of the share of both parties in the monetary savings achieved (i.e. remuneration of the service provider)
- Clear and transparent provisions on measurement and verification of the guaranteed savings achieved, quality checks and guarantees.
- Provisions clarifying the procedure to deal with changing framework conditions that affect the content and the outcome of the contract (i.e. changing energy prices, use intensity of an installation)
- Detailed information on the obligations of each of the contracting parties

**Metering and informative billing**

*Article 8 and Annex VI of the draft Directive contain detailed requirements for metering and billing of energy consumption. Member States are to ensure, inter alia, that final customers for district heating are provided with individual meters (Article 8(1)).*

4. *In your opinion, do these provisions allow for sufficient consideration of specific local and/or regional socio-economic and technical conditions?*

*(insert answer)*

*This is an important initiative. To achieve energy efficiency, final customers must receive clear information about energy costs and be able to influence their own energy consumption. It is hard to say how much allowance should be made for local and/or regional adjustment measures, but monitoring entities should be in place over the long term to check implementation in the Member States wherever local and/or regional adjustment measures are allowed to take place.*

**National heating and cooling plans and their implications for the local and regional levels**

*Under Article 10(1) of the draft Directive, "Member States shall establish and notify to the Commission a national heating and cooling plan for developing the potential for the application of high efficiency cogeneration and efficient district heating and cooling (...)."*

*These national heating and cooling plans have to be "taken into account in local and regional development plans, including urban and rural spatial plans".*

*Moreover, Annex VII (3) of the draft Directive contains concrete requirements for urban spatial plans.<sup>53</sup>*

*Finally, "Member States shall ensure that national regulations on urban and rural spatial planning are adapted to the authorisation criteria referred to in [Article 10] paragraph 3 and are in line with the national heating and cooling plans referred to in [Article 10] paragraph 1."*

5. *In your opinion, is the setting of these requirements at EU level necessary in order to achieve the intended objectives (promoting energy efficiency in heating and cooling in order to achieve 20% primary energy savings by 2020), or do you believe that central, regional and/or local regulations on urban and/or rural spatial planning are*

<sup>53</sup>

Urban spatial plans shall be designed to ensure that:

- a) new thermal electricity generation installations and industrial plants producing waste heat are located in sites where a maximum amount of the available waste heat will be recovered to meet existing or forecasted heat and cooling demand;
- b) new residential zones or new industrial plants which consume heat in their production processes are located in sites where a maximum amount of their heat demand will be met by the available waste heat, as identified in national heating and cooling plans. To ensure an optimal matching between demand and supply for heat and cooling, spatial plans shall favour the clustering of a number of industrial plants in the same location;
- c) thermal electricity generating installations, industrial plants producing waste heat, waste incineration plants and other waste-to-energy plants are connected to the local district heating or cooling network;
- d) residential zones and industrial plants which consume heat in their production processes are connected to the local district heating or cooling network.

*or would be sufficient in this regard? Please explain your answer.*

*(insert answer)The regional situation is so dependent on climate, industrial and structural factors in the planning process which differ between the Member States that provisions should be national or regional.*

***Binding national objectives/achievement of 20/20/20 objectives***

*The draft Directive requires Member States to set national energy efficiency targets, schemes and programmes. It is for them to decide whether these targets should be binding or indicative in their territory.*

*In a second stage, in 2014, these targets and the individual efforts of each Member State will be evaluated by the Commission, alongside data on the progress made, to assess the likelihood of achieving the overall Union target and the extent to which the individual efforts are sufficient to meet the common goal.*

*If this assessment shows that the overall Union target is unlikely to be achieved, then the Commission should propose mandatory national targets for 2020 (Article 3 and recital 13 of the draft Directive).*

6. *Do you consider it possible to establish binding national objectives? If yes, with what deadline?*

*How do you view the Commission's time schedule (2014) for the evaluation of Member States' national energy efficiency targets?*

*(insert answer)*

*Yes, binding national objectives should be set. What has so far been achieved under the 20-20-20 initiative shows current management systems to be inadequate. Time schedules should be managed by having clear interim targets so as to guarantee that the final 2020 goal is achieved.*

*It is important for the Commission to tighten up control in 2014 if targets are not reached.*

***Achievement of national objectives, consideration of local and regional efforts***

*Under Article 19 and Annex XIV (1) of the draft Directive, Member States are to report annually on the progress achieved towards national energy efficiency targets.*

7. *In your opinion, what tools should be established by Member States in order to evaluate the progress achieved at local and regional level? Do you see a need to establish regional observatories?*

*(insert answer)*

*Regional observatories could be a positive and useful model.*

## City of Malmö

COMMITTEE OF THE REGIONS  
DIRECTORATE E – Horizontal Policies and Networks, Unit 2 – Subsidiarity Network  
DIRECTORATE C – Consultative Works - ENVE Commission



**Questionnaire on the  
Proposal for a Directive of the European Parliament and the Council on Energy  
Efficiency and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC  
[COM(2011) 370 final]**

**Submitted by Mr Jean-Louis Joseph (FR/PES) for consultation  
of the Subsidiarity Monitoring Network**

Please complete and submit by **19 August 2011**. You can upload the completed questionnaire directly on to the Subsidiarity Monitoring Network webpage (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – remember to log in). Alternatively, you can send it by email to [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Name of the Authority:</b>	City of Malmö
<b>Contact person:</b>	Roland Zinkernagel
<b>Contact details (phone, email):</b>	<a href="mailto:Roland.zinkernagel@malmo.se">Roland.zinkernagel@malmo.se</a> , +46 40 34 20 79

**Please answer the following questions:**

### *Scope of the Directive*

*The proposed Directive establishes a common framework for promoting energy efficiency in the European Union to ensure the target of 20% primary energy savings by 2020 is met and to pave the way for further energy efficiency afterwards. It lays down rules which primarily concern the public sector and energy companies.*

- 1. Do you think that the final Directive should include provisions containing energy efficiency requirements for other sectors, such as transport and companies not working in the energy field? Please explain your answer.*

*Industry sector with a high energy consumption (aluminium smelters, cement production, etc) should be included. Together with the ETS there are correlations and synergies to harvest. Considering that in the future there will be a close link between energy consumption from buildings and transport, the increase of electric vehicles and the development of smart grid concepts, it makes sense to include even the transport sector in the directive. Leaving this sector out will make it difficult in the future to draw lines between those two. Even if it is difficult to follow up and monitor, energy savings from private households needs to be included in future energy efficiency legislation. Even now there is a big potential. The*

*directive should therefore also include national targets for private household savings.*

### ***Renovation of public buildings***

*Under Article 4(1) of the draft Directive, "(...) Member States shall ensure that as from 1 January 2014, 3% of the total floor area owned by their public bodies is renovated each year to meet at least the minimum energy performance requirements set by the Member State concerned in application of Article 4 of Directive 2010/31/EU".<sup>54</sup>*

2. *In your opinion, which financial instruments are needed in order to achieve this objective?*

*Financial support for initial and up-front investment is needed in nearly all municipalities. Once energy savings have been made the reduced cost can be used to continued efficiency measures. This support needs to come either from national funding programmes, alternatively from European ones, such as the EIB. The Jessica tool is in theory very useful, but its application possibilities need to be extended and simplified. In addition it needs to be set up in a way that it is possible to be used in all member states.*

### ***Energy performance contracting in the public sector***

*Under Article 14 of the draft Directive, Member States are to promote the energy services market and access for small and medium-sized enterprises to this market by, inter alia, "providing model contracts for energy performance contracting in the public sector; these shall at least include the items listed in Annex XIII".<sup>55</sup>*

*At the same time, the draft Directive recognises the existence of "regulatory and non-regulatory barriers to the use of energy performance contracting and other third-party financing arrangements for energy savings. These include accounting rules and practices that prevent capital investments and annual financial savings resulting from energy efficiency improvement measures from being adequately reflected in the accounts for the whole life of the investment." (recital 32 of the draft Directive).*

3. *Do you believe that the relevant provisions will allow Member States to overcome the above-mentioned barriers and implement energy performance contracting, particularly regarding public purchase offers? Please explain your answer.*

*We believe that the provisions will not overcome the barriers. This is however mostly due to*

<sup>54</sup> Directive on the energy efficiency of buildings

<sup>55</sup>

#### **Minimum items to be included in energy performance contracts with the public sector**

- Clear and transparent list of the efficiency measures to be implemented
- Guaranteed savings to be achieved by implementing the measures of the contract.
- Duration and milestones of the contract, terms and period of notice.
- Clear and transparent list of the obligations of each contracting party.
- Reference date(s) to establish achieved savings.
- Clear and transparent list of steps to be performed to implement a measure and associated costs.
- Obligation to fully implement the measures in the contract and documentation of all changes made during the project.
- Regulations specifying the inclusion of third parties (subcontracting).
- Clear and transparent display of financial implications of the project and distribution of the share of both parties in the monetary savings achieved (i.e. remuneration of the service provider).
- Clear and transparent provisions on measurement and verification of the guaranteed savings achieved, quality checks and guarantees.
- Provisions clarifying the procedure to deal with changing framework conditions that affect the content and the outcome of the contract (i.e. changing energy prices, use intensity of an installation).
- Detailed information on the obligations of each of the contracting parties.



*insufficient measuring and metering detail, which makes it possible to compare the before and after situation.*

*It will make the situation clearer and easier for performance contracting, but we believe that it will take quite some time until this type of contracting will be used on a wider base.*

#### ***Metering and informative billing***

*Article 8 and Annex VI of the draft Directive contain detailed requirements for metering and billing of energy consumption. Member States are to ensure, inter alia, that final customers for district heating are provided with individual meters (Article 8(1)).*

4. *In your opinion, do these provisions allow for sufficient consideration of specific local and/or regional socio-economic and technical conditions?*

*We believe that individual metering gives in itself an incentive for reduced energy consumption. In addition it makes it easier to implement other efficiency measures later on and calculate the savings easier.*

#### ***National heating and cooling plans and their implications for the local and regional levels***

*Under Article 10(1) of the draft Directive, "Member States shall establish and notify to the Commission a national heating and cooling plan for developing the potential for the application of high efficiency cogeneration and efficient district heating and cooling (...)." These national heating and cooling plans have to be "taken into account in local and regional development plans, including urban and rural spatial plans".*

*Moreover, Annex VII (3) of the draft Directive contains concrete requirements for urban spatial plans.<sup>56</sup>*

*Finally, "Member States shall ensure that national regulations on urban and rural spatial planning are adapted to the authorisation criteria referred to in [Article 10] paragraph 3 and are in line with the national heating and cooling plans referred to in [Article 10] paragraph 1."*

5. *In your opinion, is the setting of these requirements at EU level necessary in order to achieve the intended objectives (promoting energy efficiency in heating and cooling in order to achieve 20% primary energy savings by 2020), or do you believe that central, regional and/or local regulations on urban and/or rural spatial planning are or would be sufficient in this regard? Please explain your answer.*

*We believe that the setting of requirements at EU level can help streamlining the targets for regional and local level. However, the EU level requirements need to leave room for finding solutions according local conditions. The higher level requirements should not steer in too*

<sup>56</sup> **Urban spatial plans shall be designed to ensure that:**

- a) new thermal electricity generation installations and industrial plants producing waste heat are located in sites where a maximum amount of the available waste heat will be recovered to meet existing or forecasted heat and cooling demand;
- b) new residential zones or new industrial plants which consume heat in their production processes are located in sites where a maximum amount of their heat demand will be met by the available waste heat, as identified in national heating and cooling plans. To ensure an optimal matching between demand and supply for heat and cooling, spatial plans shall favour the clustering of a number of industrial plants in the same location;
- c) thermal electricity generating installations, industrial plants producing waste heat, waste incineration plants and other waste-to-energy plants are connected to the local district heating or cooling network;
- d) residential zones and industrial plants which consume heat in their production processes are connected to the local district heating or cooling network.

*much detail the local solutions.*

***Binding national objectives/achievement of 20/20/20 objectives***

*The draft Directive requires Member States to set national energy efficiency targets, schemes and programmes. It is for them to decide whether these targets should be binding or indicative in their territory.*

*In a second stage, in 2014, these targets and the individual efforts of each Member State will be evaluated by the Commission, alongside data on the progress made, to assess the likelihood of achieving the overall Union target and the extent to which the individual efforts are sufficient to meet the common goal.*

*If this assessment shows that the overall Union target is unlikely to be achieved, then the Commission should propose mandatory national targets for 2020 (Article 3 and recital 13 of the draft Directive).*

6. *Do you consider it possible to establish binding national objectives? If yes, with what deadline?*

*How do you view the Commission's time schedule (2014) for the evaluation of Member States' national energy efficiency targets?*

*We believe that national targets should be set as early as possible so that different sectors can adjust and implement measures accordingly. The targets should be set for the medium term as well as for the long term in order to set the 'rules' for all, public as well as private sector, over a longer period.*

*We believe that it is possible to set national binding targets by 2014. The Commission's time schedule is ambitious but necessary to reach the 20 20 20 targets.*

***Achievement of national objectives, consideration of local and regional efforts***

*Under Article 19 and Annex XIV (1) of the draft Directive, Member States are to report annually on the progress achieved towards national energy efficiency targets.*

7. *In your opinion, what tools should be established by Member States in order to evaluate the progress achieved at local and regional level? Do you see a need to establish regional observatories?*

*There are a number of monitoring schemes already in operation, e.g. under the Covenant of Mayors for the EU or the Mexico city pact for a global level. These tools should be used, or at least be the basis for evaluating the progress. Developing an additional evaluation tool seems unnecessary and only leads to an administrative burden.*

*We believe that it is not necessary to establish regional observatories.*

## Provincie Overijssel

COMMITTEE OF THE REGIONS  
DIRECTORATE E – Horizontal Policies and Networks, Unit 2 – Subsidiarity Network  
DIRECTORATE C – Consultative Works - ENVE Commission



**Questionnaire on the  
Proposal for a Directive of the European Parliament and the Council on Energy  
Efficiency and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC  
[COM(2011) 370 final]**

**Submitted by Mr Jean-Louis Joseph (FR/PES) for consultation  
of the Subsidiarity Monitoring Network**

Please complete and submit by **19 August 2011**. You can upload the completed questionnaire directly on to the Subsidiarity Monitoring Network webpage (<http://subsidiarity.cor.europa.eu> – remember to log in). Alternatively, you can send it by email to [subsidiarity@cor.europa.eu](mailto:subsidiarity@cor.europa.eu).

<b>Name of the Authority:</b>	Provincie Overijssel
<b>Contact person:</b>	Jan Elzenga
<b>Contact details (phone, email):</b>	+31(0)38-4997506; <a href="mailto:jj.elzenga@overijssel.nl">jj.elzenga@overijssel.nl</a>

**Please answer the following questions:**

### *Scope of the Directive*

*The proposed Directive establishes a common framework for promoting energy efficiency in the European Union to ensure the target of 20% primary energy savings by 2020 is met and to pave the way for further energy efficiency afterwards. It lays down rules which primarily concern the public sector and energy companies.*

- 1. Do you think that the final Directive should include provisions containing energy efficiency requirements for other sectors, such as transport and companies not working in the energy field? Please explain your answer.*

*Yes. Energy Efficiency (EE) is an important aspect of the business model; lean manufacturing, effectiveness of the business chain (incl. transport and EE at the supplier)*

*and energy efficient product development.*

### **Renovation of public buildings**

*Under Article 4(1) of the draft Directive, "(...) Member States shall ensure that as from 1 January 2014, 3% of the total floor area owned by their public bodies is renovated each year to meet at least the minimum energy performance requirements set by the Member State concerned in application of Article 4 of Directive 2010/31/EU".<sup>57</sup>*

- 2. In your opinion, which financial instruments are needed in order to achieve this objective?*

*Warranties, low interest loans, grants.*

### **Energy performance contracting in the public sector**

*Under Article 14 of the draft Directive, Member States are to promote the energy services market and access for small and medium-sized enterprises to this market by, inter alia, "providing model contracts for energy performance contracting in the public sector; these shall at least include the items listed in Annex XIII".<sup>58</sup>*

*At the same time, the draft Directive recognises the existence of "regulatory and non-regulatory barriers to the use of energy performance contracting and other third-party financing arrangements for energy savings. These include accounting rules and practices that prevent capital investments and annual financial savings resulting from energy efficiency improvement measures from being adequately reflected in the accounts for the whole life of the investment." (recital 32 of the draft Directive).*

- 3. Do you believe that the relevant provisions will allow Member States to overcome the above-mentioned barriers and implement energy performance contracting, particularly regarding public purchase offers? Please explain your answer.*

*No opinion*

### **Metering and informative billing**

*Article 8 and Annex VI of the draft Directive contain detailed requirements for metering and billing of energy consumption. Member States are to ensure, inter alia, that final customers for district heating are provided with individual meters (Article 8(1)).*

<sup>57</sup> Directive on the energy efficiency of buildings

<sup>58</sup> **Minimum items to be included in energy performance contracts with the public sector**

- Clear and transparent list of the efficiency measures to be implemented
- Guaranteed savings to be achieved by implementing the measures of the contract.
- Duration and milestones of the contract, terms and period of notice.
- Clear and transparent list of the obligations of each contracting party.
- Reference date(s) to establish achieved savings.
- Clear and transparent list of steps to be performed to implement a measure and associated costs.
- Obligation to fully implement the measures in the contract and documentation of all changes made during the project.
- Regulations specifying the inclusion of third parties (subcontracting).
- Clear and transparent display of financial implications of the project and distribution of the share of both parties in the monetary savings achieved (i.e. remuneration of the service provider).
- Clear and transparent provisions on measurement and verification of the guaranteed savings achieved, quality checks and guarantees.
- Provisions clarifying the procedure to deal with changing framework conditions that affect the content and the outcome of the contract (i.e. changing energy prices, use intensity of an installation).
- Detailed information on the obligations of each of the contracting parties.

4. *In your opinion, do these provisions allow for sufficient consideration of specific local and/or regional socio-economic and technical conditions?*

*Yes.*

***National heating and cooling plans and their implications for the local and regional levels***

*Under Article 10(1) of the draft Directive, "Member States shall establish and notify to the Commission a national heating and cooling plan for developing the potential for the application of high efficiency cogeneration and efficient district heating and cooling (...)." These national heating and cooling plans have to be "taken into account in local and regional development plans, including urban and rural spatial plans".*

*Moreover, Annex VII (3) of the draft Directive contains concrete requirements for urban spatial plans.<sup>59</sup>*

*Finally, "Member States shall ensure that national regulations on urban and rural spatial planning are adapted to the authorisation criteria referred to in [Article 10] paragraph 3 and are in line with the national heating and cooling plans referred to in [Article 10] paragraph 1."*

5. *In your opinion, is the setting of these requirements at EU level necessary in order to achieve the intended objectives (promoting energy efficiency in heating and cooling in order to achieve 20% primary energy savings by 2020), or do you believe that central, regional and/or local regulations on urban and/or rural spatial planning are or would be sufficient in this regard? Please explain your answer.*

*Spatial Planning is a task for the Member States, not for the EU-level. National and regional regulations depending on the possibilities of that area. Objectives should be defined in order of the total energy use, in relation to other countries and regions.*

***Binding national objectives/achievement of 20/20/20 objectives***

*The draft Directive requires Member States to set national energy efficiency targets, schemes and programmes. It is for them to decide whether these targets should be binding or indicative in their territory.*

*In a second stage, in 2014, these targets and the individual efforts of each Member State will be evaluated by the Commission, alongside data on the progress made, to assess the likelihood of achieving the overall Union target and the extent to which the individual efforts are sufficient to meet the common goal.*

*If this assessment shows that the overall Union target is unlikely to be achieved, then the*

<sup>59</sup> **Urban spatial plans shall be designed to ensure that:**

- a) new thermal electricity generation installations and industrial plants producing waste heat are located in sites where a maximum amount of the available waste heat will be recovered to meet existing or forecasted heat and cooling demand;
- b) new residential zones or new industrial plants which consume heat in their production processes are located in sites where a maximum amount of their heat demand will be met by the available waste heat, as identified in national heating and cooling plans. To ensure an optimal matching between demand and supply for heat and cooling, spatial plans shall favour the clustering of a number of industrial plants in the same location;
- c) thermal electricity generating installations, industrial plants producing waste heat, waste incineration plants and other waste-to-energy plants are connected to the local district heating or cooling network;
- d) residential zones and industrial plants which consume heat in their production processes are connected to the local district heating or cooling network.

*Commission should propose mandatory national targets for 2020 (Article 3 and recital 13 of the draft Directive).*

6. *Do you consider it possible to establish binding national objectives? If yes, with what deadline?*

*How do you view the Commission's time schedule (2014) for the evaluation of Member States' national energy efficiency targets?*

*Binding national objectives are possible, achievement of the objectives should be measured in relation to economic figures (economic growth, inflation, deflation). An evaluation in 2014 is too early.*

***Achievement of national objectives, consideration of local and regional efforts***

*Under Article 19 and Annex XIV (1) of the draft Directive, Member States are to report annually on the progress achieved towards national energy efficiency targets.*

7. *In your opinion, what tools should be established by Member States in order to evaluate the progress achieved at local and regional level? Do you see a need to establish regional observatories?*

*It should be clearly defined what is measured and the bandwidth of this measurement. It is not necessary to establish regional observatories.*

# **Annexe IV – Traductions non officielles des avis motivés des parlements suédois et finlandais**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COM20110370/serik.do>

Unofficial translation from the IPEX site

## APPENDIX 2

### **Reasoned opinion of the Riksdag**

The Commission's proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on energy efficiency (COM (2011) 370) has an important purpose, that is, of ensuring that the EU's objective of achieving 20 per cent primary energy savings by 2020 is reached. From a Swedish perspective, measures for efficient energy use are also an important means of achieving overall energy policy goals, such as reduced emissions of greenhouse gases, increased security of energy supply and increased competitiveness. The proposed directive is very broad and includes a number of extensive proposals for measures.

Since, according to the Commission's forecasts, there is a risk that the above-mentioned objective will not be achieved, the Riksdag has a basic understanding of why the Commission is proposing new, more intrusive measures. Efforts to achieve greater energy efficiency are not, however, helped by the fact that several of the measures put forward in the proposal for a directive are not compatible with the principle of subsidiarity. Detailed administrative management at EU level which does not allow for solutions that are adapted to local and regional conditions, for the benefit of cost-effective goal fulfilment should, in the opinion of the Riksdag, not be accepted. Neither is it acceptable that a proposal for a directive which, as an overall whole is assessed to "respect" the principle of subsidiarity, at the same time is permitted to contain aspects that entail that this principle is not observed in a satisfactory manner. These include, for example, the demands for a harmonised and quantified renovation rate of publicly owned buildings and that national heating and cooling plans should establish a framework for physical planning.

Overall – and in the light of the examination of the application of the principle of subsidiarity to the current proposal, as presented in the Statement 2011/12:NU8 from the Committee on Industry and Trade – the Riksdag considers that the proposal for the directive is not compatible with the principle of subsidiarity.



*Unofficial summary:*

**Reasoned opinion on the application of the subsidiarity principle to the proposed Energy Efficiency Directive COM (2011) 370 final**

**Decision of Parliament (EK 11/2011 vp – M 2/2011 vp)**

The Parliament of Finland approved in plenary session on 22 September 2011 on the proposal of Parliament's Grand Committee a reasoned opinion stating that article 10 of the Energy Efficiency Directive proposed by the European Commission is contrary to the principle of subsidiarity on the grounds contained in the Grand Committee's report (SuVM 1/2011 vp).

**Report of the Grand Committee (SuVM 1/2011 vp – M 2/2011 vp)**

The Commission's proposal was received by the Eduskunta on 5 July 2011 and referred to the competent sector committees and the Åland regional parliament. The Government's communication in the national scrutiny procedure was received on 12 August 2011. On the recommendation of the Government, with which the Commerce Committee, the Environment Committee and the Åland Parliament subsequently agreed, the Grand Committee decided on 14 September 2011 to institute a formal enquiry into the compatibility of the draft directive with the subsidiarity principle.

The Grand Committee limits this enquiry into the issues defined in art 5 TEU. The committee will prepare a further opinion within the national scrutiny procedure, in which it will deal with those aspects of the draft directive that are problematic, but are not admissible in the procedure regulated in Protocol 2 of the EU Treaty. The opinion will be communicated to the EU Institutions separately.

The Grand Committee observes that the 20 percent savings target for primary energy was set in the conclusions of the European Council in 2007. It is rather early for the Commission to claim that the target is not being met. The Grand Committee therefore considers it not proven that the EU's energy efficiency targets could not be met by the member states and that the compulsory measures proposed in the draft directive are necessary.

The Grand Committee considers that the objective of the draft directive is important for finding sustainable structures to contain climate change. However, the Committee considers that there are so many methods to reach the goal of energy efficiency that it is unjustified to restrict the measures permissible and to render certain measures compulsory at EU level. Attention is drawn in particular to article 10 of the draft directive and its corollaries in annexes VII and VIII, which the Committee deems contrary to the subsidiarity principle.

The Committee observes that article 10 would oblige member states to submit to the Commission the sites needing heating, cooling and combined production plants. The related annexes would impose detailed requirements on local spatial planning. The Committee considers that Community action at this level of detail does not promote the objectives of the directive compared to national or local action.

Postal address:  
FI-00102 Eduskunta - Parliament of Finland  
FINLAND  
Visiting address:  
Mannerheimvägen 30

E-mail:  
peter.saramo@parliament.fi  
Internet:  
www.parliament.fi/mannerheimintie 30

Telephone:  
+358 9 432 2064, GSM +358 503819494  
Fax:  
+358 9 432 2069



Article 10 also contains no such cross-border elements that national and regional authorities could not regulate satisfactorily and effectively at the national level. The Committee considers that planning the location of sites needing heating or cooling and combined sites such as power stations and industrial plant by its nature is best suited to local and regional decision making. Regulating these issues at the EU level is neither effective nor sensible. The Committee observes that impact and interaction issues are best controlled at local or regional level. Relevant variables such as urbanisation and combined production plants are local or regional in scale and best known locally.

The Grand Committee considers that the draft directive needs more work to make the energy effectiveness objectives relate more effectively and flexibly to the planning requirements. This approach should be more in accordance with the proportionality principle in art 5.4 TEU.

The Grand Committee recalls that the EU has so far never exercised its competence in the field of spatial planning, as is now foreseen in article 10 of the draft directive. Thought should be given to whether the EU should get involved in spatial planning and to how art. 10 could be redrafted so as not to prevent national measures that lead to greater energy efficiency than those measures that the Commission would impose at Union level. The subsidiarity principle would not prevent the Union from adopting more general requirements for national planning to indicate the locations of sites needing heating and cooling or combined production sites. In Finland, such planning is already extant under national legislation.

The Grand Committee agrees with the Commerce Committee's and Environment Committee's assessment that several of the compulsory measures proposed in the draft directive would not promote the objectives of the directive in a cost-effective manner, at least not in Finland. The measures already decided nationally lead to better results.

The Grand Committee underlines that future work on the directive should pay more attention to national specifics and local conditions such as climate, energy efficiency of existing building stock, national planning systems, population and habitation patterns, structure of energy markets, level of use of distance heating and effective combined production of heat and electricity. The rigid regulations proposed in the draft directive, which do not take national specifics into account, are likely to lead to the opposite of what is intended. In Finland, the draft directive in its current form would require a duplication of our existing, efficient planning systems. The strict requirements for building power plants of more than 20 MW heating capacity would make it more difficult for additional energy production capacity to reach the market.

Finally, the Grand Committee notes that the draft directive contains many problems of substance, which cannot be addressed in the procedure regulated by Protocol 2 of the TEU. These will be the subject of a separate opinion in the national scrutiny system. The opinion will be provided also to the European Commission.

The Grand Committee proposes that Parliament adopts a reasoned opinion stating that it finds Art 10 of the draft Energy Effectiveness Directive COM (2011) 370 contrary to the principle of subsidiarity on the grounds stated in the Grand Committee's report.